

AGROBIODIVERSITÉ, GENRE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES : DE L'ÉCOFÉMINISME AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par
Laurence Bonin

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juillet 2017

SOMMAIRE

Mots clés : Agrobiodiversité, agroécologie, genre, femmes, écoféminisme, adaptation, changements climatiques, droits fonciers, développement durable, sécurité alimentaire

Cet essai a pour objectif d'exposer les facteurs qui permettent le renforcement de l'agrobiodiversité dans les pays en développement, dans le but d'assurer la sécurité alimentaire des populations vulnérables, au premier rang desquelles figurent les femmes, et ce, dans un contexte de changements climatiques. En fait, ce sont les femmes, par les rôles sociaux qui leur sont imposés, qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques, particulièrement dans le domaine de l'agriculture. Celles-ci assument des tâches non rémunérées qui sont invisibles aux yeux du système capitaliste patriarcal, comme l'approvisionnement familial en eau, en nourriture et en énergie. Elles s'adapteront donc différemment aux changements climatiques en raison d'un accès différencié aux ressources.

Cet essai présente donc les facteurs qui contribuent au renforcement de l'agrobiodiversité dans les pays en développement, comme les droits fonciers, le statut socioéconomique, l'accès aux ressources naturelles, techniques et financières, les connaissances traditionnelles, l'utilisation de techniques agroécologiques et la préservation de la biodiversité. Plus spécifiquement, cet essai aborde les théories écoféministes et la perspective historique de l'approche de genre dans le développement international. Il expose également les liens entre l'agrobiodiversité, le genre, la sécurité alimentaire et les changements climatiques. Les instruments internationaux pouvant faire pression sur les gouvernements sur le plan national pour l'intégration du genre dans la préservation de la biodiversité et la lutte aux changements climatiques sont présentés.

En bref, il est recommandé d'assurer l'intégration des décisions internationales dans les politiques nationales relativement au genre, à la biodiversité et aux changements climatiques ainsi que les Objectifs de développement durable 2015-2030. L'application d'une approche de gestion de l'agrobiodiversité qui inclut des données sexospécifiques valorisant les connaissances traditionnelles et encourageant l'acquisition de droits fonciers pour les femmes est également retenue comme une solution. Finalement, la création d'un espace politique pour les femmes rurales permettrait de renforcer leurs capacités et leur résilience face aux changements climatiques. À la lumière de cet essai, il est conclu que la reconnaissance et l'acquisition des droits, notamment à la terre et aux ressources, pour les femmes figure au centre d'une intervention de renforcement de l'agrobiodiversité qui soit juste, équitable et qui contribue à l'amélioration de la qualité de vie des populations.

REMERCIEMENTS

J'aimerais sincèrement remercier ma directrice d'essai Rosa. Merci pour votre confiance, votre disponibilité, votre efficacité et vos idées débordantes. Vous êtes une femme inspirante.

Un merci spécial à Karine, avant tout une amie, mais aussi une partenaire de rédaction qui m'a supporté, écouté et comprise. Merci pour les longues heures au téléphone et les nombreux fous rires.

Merci de tout cœur à mon copain Tom, qui, il y a presque six ans, m'a connu étudiante et me supporte encore aujourd'hui. Il a toujours su trouver les bons mots. Je lui dois ma réussite académique et surtout, mon bonheur au quotidien.

Merci à ma famille qui est si chère à mes yeux, ma mère Michèle, ma sœur Judith, mon frère Guillaume, ma belle-sœur Cynthia, mes neveux et filleul que j'aime plus que tout, Cédric, Antoine et Édouard. Un merci particulier à mon père Stéphane, qui a terminé sa maîtrise à 52 ans et qui a toujours été ma plus grande inspiration. Merci à vous de m'accepter et de m'encourager dans mes multiples projets depuis toujours, je ne pourrais rêver d'une plus belle famille.

Ma belle-famille mérite des remerciements chaleureux puisqu'ils ont une place spéciale dans ma vie et mon cœur. Ils m'ont accueilli comme une fille et une sœur. Merci pour les grandes discussions qui m'apprennent à me centraliser et voir la vie autrement, sans vous, je ne serais pas la même personne.

Anaïs, Cynthia, Laurence, Rosane, vous êtes des amies précieuses et je vous remercie pour votre compréhension et votre soutien lors de la rédaction de cet essai.

Je remercie finalement tous ceux et celles qui ont contribué à faire de mon expérience à la maîtrise, parmi les plus beaux moments de ma vie. Je ne peux tous vous nommer, mais vous êtes exceptionnels.

À présent, une page se tourne et je suis prête à changer le monde.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. ÉCOFÉMINISME, GENRE ET ENVIRONNEMENT	3
1.1 Définition et évolution de la pensée écoféministe	3
1.1.1 Écoféminisme du Sud.....	6
1.1.2 Critiques de l'écoféminisme.....	8
1.1.3 L'écoféminisme aujourd'hui et le développement durable	8
1.2 Définition du concept de genre.....	9
1.2.1 Genre et développement : Évolution et perspectives.....	10
2. GENRE, PAUVRETÉ ET ENVIRONNEMENT	14
2.1 Pauvreté et genre	14
2.1.1 Femmes en milieu rural et développement humain	14
2.1.2 Droits fonciers et accès à la terre	15
2.1.3 Accès et contrôle des ressources.....	17
2.2 Changement climatique et genre : impacts, vulnérabilité, adaptation et résilience	21
2.3 Agrobiodiversité, agroécologie et genre.....	24
2.4 Connaissances traditionnelles.....	26
2.5 Sécurité alimentaire et nutrition	27
2.6 Les femmes comme agentes de changement	28
3. L'APPROCHE GENRÉE DANS LES POLITIQUES INTERNATIONALES ET NATIONALES.....	29
3.1 Instruments et politiques internationales de l'environnement et du développement durable	29
3.1.1 Convention sur la diversité biologique.....	30
3.1.2 Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	33
3.1.3 Objectifs du développement durable – 2015-2030.....	37
3.2 Instruments et politiques internationaux relatifs aux droits de la personne	40
3.2.1 Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes.....	41
3.2.2 Beijing+20	42

3.3	Mise en œuvre des politiques internationales sur le plan national dans les pays en développement	45
3.3.1	Mise en œuvre et intégration du genre dans les Stratégie et les Plans d'Action national pour la Biodiversité	45
3.3.2	Mise en œuvre et intégration du genre dans les stratégies et les Plans nationaux d'adaptation	47
3.3.3	Mise en œuvre et intégration du genre dans les Objectifs de développement durable	49
4.	ÉTUDES DE CAS EN AGROBIODIVERSITÉ : DONNER LE POUVOIR AUX FEMMES POUR MIEUX S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	51
4.1	Cadre d'analyse	51
4.1.1	Sélection des études de cas	51
4.1.2	Grille d'analyse multicritère	51
4.2	Études de cas	53
4.2.1	Étude de cas n° 1 : Droits fonciers pour les femmes de Niessan et Panassin au Burkina Faso	53
4.2.2	Étude de cas n° 2 : La systématisation au service de l'autonomisation des femmes brésiliennes	53
4.2.3	Étude de cas n° 3 : Approche économique circulaire pour la conservation de l'agrobiodiversité au Maroc	54
4.2.4	Étude de cas n° 4 : La gestion de l'agrobiodiversité basée sur l'autonomisation des communautés népalaises	56
4.3	Analyse	57
4.3.1	Interprétation de la sphère environnementale	59
4.3.2	Interprétation de la sphère sociale	60
4.3.3	Interprétation de la sphère économique	63
4.3.4	Interprétation de la sphère de gouvernance	64
4.4	Discussion	66
5.	RECOMMANDATIONS	73
5.1	Assurer l'intégration des instruments internationaux et nationaux relativement au genre, à la biodiversité et aux changements climatiques	73

5.2	Encourager l'acquisition de droits fonciers pour les femmes rurales	74
5.3	Appliquer des approches de gestion de l'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques sexospécifiques qui valorisent les connaissances traditionnelles dans la formulation de politiques agricoles accompagnées d'un plan d'action, de suivi et d'évaluation tant au niveau gouvernemental qu'à l'internationale.....	74
5.4	Créer un espace politique local pour les femmes rurales, centré sur l'agrobiodiversité, les droits fonciers, la résilience face aux changements climatiques ainsi que sur le renforcement des capacités	76
5.5	Créer un Observatoire international sur l'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques.....	76
CONCLUSION.....		77
LISTE DES RÉFÉRENCES.....		79
ANNEXE 1 – RÉSUMÉ DES ÉTUDES DE CAS À SÉLECTIONNER		93
ANNEXE 2 - GRILLE DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS FINALES		95
ANNEXE 3 - DÉFINITION DES CRITÈRES DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS		96
ANNEXE 4 - JUSTIFICATION DES CRITÈRES ET DE LEUR PONDÉRATION DANS LA GRILLE D'ANALYSE MULTICRITÈRE		98
ANNEXE 5 – LOCALISATION DES ÉTUDES DE CAS.....		102

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 2.1 Rôles et accès aux ressources pour les femmes et les hommes dans le secteur de l'agriculture au Kenya.....	19
Tableau 2.1 Synthèse de l'influence du genre sur la vulnérabilité	22
Tableau 3.1 Participation des femmes en pourcentage dans les organes de la CCNUCC.....	37
Tableau 4.1 Grille d'analyse multicritère.....	58
Tableau 4.2 Liens entre genre, pauvreté et développement humain pour les quatre études de cas.....	62

LISTE DES ACRONYMES

AFD	Agence Française de développement
AfE	Adaptation fondée sur les écosystèmes
AMCC	Alliance mondiale contre le changement climatique
APD	Aide publique au développement
AWID	<i>Association for Women's Rights in Development</i>
CBM	<i>Community-based Biodiversity Management</i>
CCAFS	<i>CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security</i>
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CdP13	13 ^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique
CdP20	20 ^e Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CdP22	22 ^e Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes
CERDD	Centre ressource du développement durable
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CNULCD	Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification
CoDEF	Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CRRI	<i>Community Conservation Resilience Initiative</i>
CSW 59	59 ^e session de la Commission de la condition de la femme
DPAB	Déclaration et Plateforme d'Action de Beijing
ENV	Évaluations nationales volontaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FHNDD	Forum politique de haut niveau sur le développement durable

GEF	<i>Global Environment Facility</i>
GFC	<i>Global Forest Coalition</i>
IFAD	<i>International Fund for Agricultural Development</i>
IFDD	Institut de la Francophonie pour le développement durable
IISD	<i>International Institute for Sustainable Development</i>
IPCC	<i>Intergovernmental Panel on Climate Change</i>
LWPG	<i>Lima Work Program</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs du développement durable 2015-2030
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement 2000-2015
ONU	Organisation des Nations Unies
PANA	Programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation
PED	Pays en développement
PES	<i>Innovative sustainable financing</i>
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays moins avancés
PNA	Plans nationaux d'Adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RFE	Réseau des femmes en environnement
RQGE	Réseau québécois des groupes écologistes
SBI	<i>Subsidiary Body on Implementation</i>
SIB	Système d'information sur la biodiversité en Suisse
SPANB	Stratégie et Plan d'Action national pour la Biodiversité (SPANB).
UICN	Union internationale de conservation de la nature
UNFPA	<i>United Nations Populations Fund</i>
VENRO	Verband Entwicklungspolitik deutscher Nichtregierungsorganisationen

WB	<i>World Bank</i>
WEDO	<i>Women's Environment and Development Organization</i>

INTRODUCTION

La majorité des 1,6 milliard de personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont des femmes (TNS political & social, 2013). En plus de représenter les plus pauvres de la planète, les femmes exécutent les deux tiers de la charge de travail mondiale, mais ne récoltent que 10 % des revenus (Union Internationale pour la Conservation de la Nature [UICN] et Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD], 2009). Elles représentent une force de travail agricole indispensable à la sécurité alimentaire de la majorité des pays en développement (PED). De plus, elles sont détentrices d'un savoir traditionnel essentiel à la préservation de l'agrobiodiversité. Face aux oppressions vécues par l'imposition d'un système capitaliste, monoculturel, basé sur le profit pour l'élite, les techniques d'agroécologie apparaissent comme une solution durable aux nombreuses problématiques environnementales et sociales engendrées par cette libéralisation économique (Lopes et Jomalinis, 2011). En fait, les femmes détiennent la lourde responsabilité de nourrir leur famille et d'assurer l'approvisionnement en eau et en énergie, sans parler de leur rôle d'aidante naturelle qui les incombe à prendre soin des enfants, des aînés et des malades. Ces responsabilités limitent leur pouvoir d'action face aux changements climatiques et renforcent l'invisibilité de leur travail. Le constat général indique que les femmes et les hommes sont affectés différemment par les changements climatiques et détiennent des capacités d'adaptation aux changements climatiques différenciées en raison de leurs rôles sociaux respectifs et de leurs connaissances spécifiques de la biodiversité.

L'objectif de cet essai est principalement de déterminer les facteurs liés au renforcement de l'agrobiodiversité selon une approche de genre afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans un contexte de changements climatiques. Pour ce faire, l'essai répond à quatre objectifs spécifiques, soit de décrire, depuis une perspective historique, les théories écoféministes et l'approche de genre dans le cadre du développement international, d'exposer les liens entre agrobiodiversité, genre, sécurité alimentaire et changements climatiques, d'effectuer une analyse sur la gestion de l'agrobiodiversité selon une approche de genre à partir d'études de cas provenant de différentes régions du monde et d'émettre des recommandations quant aux leviers qui pourraient accroître l'équité hommes-femmes et ainsi améliorer la gestion de l'agrobiodiversité.

Donc, ces objectifs permettront aux lecteurs de comprendre et d'illustrer la relation étroite entre le genre, les changements climatiques et l'agrobiodiversité. Les concepts-clés qui seront abordés sont également l'accès à la terre et les droits fonciers, puisqu'ils se trouvent au cœur de l'agroécologie et de l'identité paysanne. À la lumière des quatre études de cas, certaines questions seront abordées afin d'identifier les facteurs de renforcement de l'agrobiodiversité. Ces questions sont les suivantes : est-ce que l'agrobiodiversité permet aux femmes de mieux s'adapter aux changements climatiques? Est-ce que le droit foncier pour les femmes est fondamental à un projet d'agrobiodiversité égalitaire? Quelle place doit être accordée aux connaissances traditionnelles et aux communautés de femmes dans le développement de ces projets? L'approche écosystémique promue par la Convention sur la diversité biologique est-elle une

approche valable pour un projet d'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques égalitaire? À l'aide d'une grille d'analyse multicritère, des réponses sont fournies et justifiées.

Les sources utilisées sont principalement des sources gouvernementales et des documents rédigés par des organisations internationales ou des organisations intergouvernementales telles que l'Organisation des Nations Unies. Ces sources répondent à certains critères de sélection. Celles-ci sont variées, de qualité, d'actualité et facilement repérables. Elles sont également rédigées par des spécialistes du domaine et ont été approuvées auprès de la communauté scientifique ou professionnelle. Les principales bases de données utilisées sont *Google Scholar*, Outil de découverte, le site officiel des Nations Unies, *JSTOR*, *CAIRN* et *ProQuest*. Les documents sont donc évalués selon la qualité de leurs auteurs, leur provenance, l'actualité du contenu, la valeur des références utilisées, l'objectivité et la traçabilité. De plus, ayant participé à titre d'observatrice à la 22^{ème} Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CdP22) à Marrakech en novembre 2016, certaines entrevues et conférences ont été utilisées afin d'enrichir la discussion.

D'abord, le chapitre 1 expose les théories écoféministes et le concept de genre afin de conceptualiser les éléments essentiels de l'essai. Le point de vue des écoféministes du Sud permet de se rendre compte de l'influence des logiques colonialistes et capitalistes sur les femmes du Sud. La relation entre ces théories et le développement durable, concept vivement prôné par les sociétés occidentales, est présentée. Par la suite, le chapitre 2 aborde les liens existant entre le genre, les changements climatiques et l'agrobiodiversité dans les pays en développement. À cet effet, une définition de l'agrobiodiversité est fournie et les responsabilités féminines autant sur le plan familial qu'agricole sont exposées afin de démontrer l'influence du genre sur la vulnérabilité. Cependant, au-delà de cette vulnérabilité, c'est un réel pouvoir, grâce à leurs connaissances et leur capacité d'adaptation, que les femmes exercent et qui fait d'elles des agentes de changements. Le chapitre 3 aborde plutôt le cadre international et les instruments concernant les droits de la personne en faveur d'une perspective de genre. Ces instruments contribuent à exercer une pression sur les gouvernements pour l'application de mesures nationales de lutte contre les changements climatiques sensibles au genre. Ensuite, le chapitre 4 constitue le cœur de l'essai, puisqu'il rassemble sous forme d'études de cas, les concepts précédemment explicités. Les études de cas sont des projets de gestion de l'agrobiodiversité qui adoptent ou non une perspective de genre. Les pays sélectionnés se trouvent aux quatre coins du monde, soit le Burkina Faso, le Brésil, le Maroc et le Népal. Après l'analyse et suivant un certain nombre de critères définis, la performance de chacun des projets selon les quatre dimensions du développement durable est explicitée. L'analyse sera suivie d'une discussion analytique et finalement, des recommandations sont émises.

1. ÉCOFÉMINISME, GENRE ET ENVIRONNEMENT

Les théories écoféministes offrent une assise intéressante à la critique du modèle mondialisé actuel. Celles-ci permettent de mettre en perspective les raisons profondes de la dégradation environnementale et leurs liens avec les luttes féministes. De nos jours, le principe de développement durable est davantage prôné. Ce concept ainsi que celui du genre, représentent une mutation vers des approches modernes et largement utilisées sur la scène internationale. Il est donc intéressant de comprendre les théories écoféministes afin de les insérer et de les comparer au développement durable. Parallèlement, le concept de genre dans le développement international est un outil différent, mais peut aller de pair avec ces revendications

1.1 Définition et évolution de la pensée écoféministe

L'écoféminisme est, tout comme le féminisme, un mouvement social comportant plusieurs sections et sous-sections. Il s'agit, pour la plupart des auteurs, de la conjonction entre le mouvement féministe et le mouvement écologiste (Hamad, 2013). Malgré les nombreux courants de cette théorie, les écoféministes partagent leurs critiques envers les institutions patriarcales, comme le capitalisme, puisque celles-ci favorisent une certaine classe de la société, les hommes blancs et riches, au détriment des « autres », soient les femmes, les gens de couleur et les pauvres. Une société patriarcale réfère à une organisation sociale dominée par les hommes. De plus, les écoféministes critiquent la façon dont le système capitaliste conduit à la surexploitation des ressources naturelles et à des pratiques colonialistes menant à l'exacerbation des inégalités entre les pays du Nord et du Sud (Rochette, Le Réseau des femmes en environnement [RFE], le Réseau québécois des groupes écologistes [RQGE] et Relais-femmes, 2014a). La première auteure à utiliser le terme écoféministe fut la féministe française, Françoise d'Eaubonne, à la suite de la publication de son ouvrage « Le Féminisme ou la mort » paru en 1974 (Schmonskey, 2015). L'auteure avait néanmoins été inspirée du travail de Simone de Beauvoir qui, en 1952, avait avancé que selon la logique patriarcale, les femmes et la nature apparaissaient toutes deux comme les « autres » face aux hommes. À l'époque de la parution de son ouvrage, madame d'Eaubonne tente de décrier la nécessité pour les femmes de prendre part à la révolution écologique se profilant dans les années 1970. Elle argumente qu'il existe un ordre phallique qui pousse les femmes à la soumission et cet ordre consiste en une double menace, celle de la surpopulation et de la perte des ressources naturelles. D'une part, l'exploitation du système reproductif de la femme aurait mené à un excès dans le nombre de naissances causant une surpopulation. D'autre part, les excès de production dictés par le système capitaliste engendrent la destruction des ressources naturelles (Glazebrook, 2002). Françoise d'Eaubonne avance dans son ouvrage que l'espèce humaine ne pourra tout simplement pas survivre aux conséquences écologiques du système patriarcal. (d'Eaubonne, 1974).

Malgré des sources françaises, l'écoféminisme fut davantage mené au front par des Américaines (Rochette et al., 2014a). La première démonstration ralliant les femmes à l'environnement aux États-Unis fût remarquée en 1974, lorsque Lisa Watson et Sandra Marbug ont donné une conférence intitulée *Women and environment*. En 1975, Rosemary Radford Ruether a déclaré qu'il n'y avait aucune libération des

femmes et aucune réponse à la crise écologique possible dans une société fondée sur un modèle de domination. Elle appelait à une société où les revendications féministes et écologistes seraient unifiées et où un changement de mentalité pourrait s'opérer (Glazebrook, 2002). En effet, lorsque les écoféministes ont émergé, il s'agissait certes de prendre sa place dans la sphère publique, habituellement dominée par les hommes; cependant, celles-ci visaient également une conscientisation profonde de l'existence de la société patriarcale et de l'oppression qu'elle occasionne envers la femme et la nature. Pendant que d'autres célébraient l'avènement de l'égalité des genres, celles-ci critiquaient encore le réel regard porté sur la femme et exigeaient un changement profond dans les mentalités (Schmonskey, 2015).

L'écoféminisme réunit plusieurs approches et les termes employés pour les définir varient selon les auteurs. Dans le cadre de cet essai, les approches qui seront explorées sont séparées de la façon suivante : les écoféministes sociales ou matérialistes, les écoféministes biologiques, radicales ou spirituelles, les écoféministes véganes, ainsi que les écoféministes du Sud. Malgré la distinction nominale entre les courants, chacun d'entre eux s'emboîte et se relie à plusieurs égards.

Tout d'abord, les écoféministes sociales ou matérialistes démontrent la relation entre la femme et son environnement dans un contexte d'exploitation par les institutions patriarcales, particulièrement le capitalisme. Celles-ci associent la logique de domination de l'environnement par les institutions, à celle vécue par les femmes, mais également par les populations défavorisées. Cette approche intègre la pensée marxiste de la lutte des classes face au capitalisme (Rochette et al., 2014a). Selon elles, c'est le système socio-économique qui a sculpté cette logique de domination et d'exploitation. Pour les écoféministes matérialistes, parfois appelées écoféministes sociales, la contradiction du système capitaliste ne repose pas entre le capital et la main-d'œuvre, mais plutôt entre la production et la reproduction. Selon elles, le travail reproductif et de soins de la famille assumés par les femmes est un travail non reconnu et associé à la nature, alors que le travail productif, au sens capitaliste des hommes, est séparé de la nature. À cet effet, la femme est automatiquement retirée du système économique relativement à ses responsabilités maternelles. Pour ces écoféministes, la mondialisation n'est que l'extension du système capitaliste et c'est pour cela que plusieurs femmes militent sur le terrain contre la société patriarcale. Cette position de la femme près de la nature semble lui conférer le pouvoir de libérer l'humanité de la domination capitaliste et créer un nouvel ordre plus sain (Sydee et Beder, 2001).

Les écoféministes biologiques ou essentialistes croient que les liens entre la femme et l'environnement proviennent de la capacité reproductive des femmes qui leur confère une place plus près de la nature que les hommes (Rochette et al., 2014a). Ce type d'écoféminisme est plus orienté vers la spiritualité. Elles pensent que la connexion de la femme avec la nature est une source de force, de pouvoir et de vertu. Ces écoféministes veulent briser la hiérarchie établie entre les différences et reconnecter l'humain à la nature (Sydee et Beder, 2001). Elles argumentent également que les femmes sont traitées comme des créatures de la nature, alors que les hommes sont plutôt traités comme des créatures de la culture. Dans le monde patriarcal, l'intellect, le matérialisme et le rationalisme sont plus valorisés que l'intuition, la spiritualité et

l'émotion (Muzaffar, 2016). Selon l'auteur Haywood, le système patriarcal serait vu comme une suprématie de la culture sur la nature dans laquelle la destruction des écosystèmes et les inégalités de genre sont le reflet de cette domination de l'homme culturel sur la femme naturelle (Haywood, 2007). En 1993, Karen Warren, une célèbre écoféministe américaine, démontre qu'il y a plusieurs connexions entre le traitement réservé aux femmes, aux gens de couleur et aux classes sociales défavorisées et celui réservé à l'environnement naturel et aux non-humains (Mesina, 2009). Warren argumentait que la spiritualité féministe a le potentiel de changer le système d'oppression, puisqu'elle voit la spiritualité comme un élément au centre de l'écoféminisme. Selon elle, la notion du *care* (prendre soin de la famille et des proches) et de l'intelligence émotive représente une façon différente de vivre et n'est pas irrationnelle pour autant. (Glazebrook, 2002).

La spiritualité est un élément central qui est abordé par plusieurs auteures. Par exemple, Vandana Shiva et Mies, toutes deux considérées comme des écoféministes du Sud avec une forte orientation spirituelle, appellent à un retour de la spiritualité afin d'atténuer les dommages causés par la société patriarcale (Glazebrook, 2002). Selon elles, les femmes du Sud sont à même de comprendre la diversité et les limites de la nature et ne retirent pas la spiritualité du matériel. Elles interprètent le capitalisme comme une attaque à la spiritualité féminine par le biais d'une société prônant la rationalité. Le rationalisme occidental semble exclure et oublier la dépendance de chacun envers la nature qui l'entoure et la spiritualité (Shiva et Mies, 1993).

Une autre forme d'écoféminisme s'intéresse aux liens entre les droits des animaux, le féminisme et l'oppression patriarcale. Il s'agit de l'écoféminisme végane. Selon Ruby Hamad (2013), il n'y a aucun doute que l'élevage des animaux constitue une forme de domination de l'homme sur la nature et sur les animaux, en plus d'impacter gravement l'environnement. Tel que décrit dans le livre de Jonathan Safran Foer (2009), *Eating animals*, l'élevage des animaux est impliqué dans toutes les grandes formes de destruction de l'environnement, comme la contamination des eaux, la déforestation et les changements climatiques. Manger de la viande est donc étroitement relié à la destruction de l'environnement, à la domination et la manipulation de la nature. Carol Adams (1990), auteure du livre *The Sexual Politics of Meat*, expose comment la femme et les animaux sont privés de leur individualité afin de rendre l'oppression satisfaisante.

Ainsi, il est possible d'en apprendre beaucoup sur l'oppression de la femme lorsque nous nous tournons vers la relation entre l'humain et l'environnement, incluant la relation que ce dernier entretient avec les animaux. Il n'est donc pas étonnant que ce soient les femmes qui dominent le mouvement pour la défense des droits des animaux puisqu'elles savent reconnaître l'oppression, étant elles-mêmes opprimées depuis toujours (Hamad, 2013). Pour Shiva et Mies, la libération de la femme, les droits des animaux et la justice environnementale ne peuvent pas être traités séparément, ils sont liés (Shiva et Mies, 1993). L'écoféminisme végane se rapproche de l'écoféminisme biologique ou radical, puisque ce courant dénonce l'exploitation du système reproductif des femelles pour l'élevage, au même titre que l'exploitation du corps de la femme. Selon Carol Adams (1990), les femmes sont, encore aujourd'hui, objectivées. Il semble que le

corps de la femme soit comparé aux animaux, comme des objets disponibles pour la consommation des hommes; des objets pouvant être achetés ou vendus. Pour Marjorie Spiegel (1996), auteure de *The Dreaded Comparison: Human and Animal Slavery*, la comparaison entre l'oppression des femmes et celle des animaux n'est pas faite afin de mettre sur un pied d'égalité les deux groupes, mais plutôt pour souligner que la discrimination d'un groupe ouvre la porte à la discrimination des autres.

L'écoféminisme est une théorie en constante évolution (Glazebrook, 2002). Selon la pensée philosophique moderne, il existe un dualisme entre le soi et l'autre. Ce dualisme se manifeste entre la culture et la nature, l'homme et la femme, les blancs et les non-blancs, l'humain et les animaux ainsi que la raison et l'émotion. Les écoféministes tentent justement de rejeter ces dualismes patriarcaux afin de libérer la femme et la nature de l'oppression (Abbasi et Moslehi, 2016).

1.1.1 Écoféminisme du Sud

Les écoféministes du Sud ajoutent l'héritage postcolonial à la logique de domination des institutions patriarcales sur les femmes et l'environnement. De plus, elles soulignent le rôle primordial joué par les femmes du Sud, dans les pays en développement, pour assurer la protection de l'environnement (Rochette et al., 2014a). En effet, les populations du Sud sont les plus touchées par les problématiques environnementales, notamment par les changements climatiques, mais elles en sont les moins responsables. En fait, 75 à 80 % des effets des changements climatiques seront ressentis par l'hémisphère Sud qui dispose de moins de ressources pour y faire face. Ce fardeau climatique est engendré par la surconsommation de l'hémisphère Nord, et l'hémisphère Sud en assume les conséquences (Gaard, 2015).

De plus, les écoféministes du Sud dénoncent l'héritage de la domination coloniale qui a dégradé gravement l'environnement afin d'atteindre le potentiel économique des pays du Sud au profit du Nord. À cet effet, les conséquences environnementales touchent plus gravement les femmes. Les rôles sociaux attribués aux femmes du Sud sont souvent reliés à des activités traditionnelles telles que l'approvisionnement en eau, en énergie (bois) et en nourriture pour le foyer familial. Ces activités sont de plus en plus difficiles à réaliser à la suite de l'industrialisation des pratiques agricoles. En plus d'avoir été exclues de la révolution verte, les femmes sont souvent contraintes à réduire le nombre de naissances, puisque l'explosion de la démographie est tenue responsable des problèmes environnementaux (Larrère, 2012). D'un point de vue féministe, ce sont les femmes qui nourrissent le monde, c'est-à-dire qu'elles sont responsables de la plus grande part de la production de nourriture, mais ce sont aussi elles et les enfants qui souffrent le plus de la faim (Gaard, 2015).

Ainsi, il existe une injustice environnementale dirigée sur les femmes du Sud, qui selon les écoféministes, représente le résultat de la colonisation et des mesures de développement imposées par l'occident. Deane Curtin argumente que le développementalisme constituait une forme d'économie violente envers les femmes parce qu'il discrédite le rôle de celles-ci dans la production de nourriture. Rendant ce rôle invisible, cette économie marginalise le travail des femmes et les femmes, par la même occasion. En fait, selon l'auteur, les femmes constituent la principale force de travail dans l'agriculture traditionnelle. Cette

agriculture traditionnelle, effectuée à plus petite échelle, est plus adaptée aux conditions locales et est plus diversifiée. Leur travail se retrouve au rang inférieur en opposition à une agriculture extensive et moderne. La stratégie de ces femmes consiste à collaborer avec la nature plutôt que de la dominer (Curtin, 1999).

Pour Warren, l'agriculture de la femme est durable alors que l'agriculture intensive et technocrate est phallique. Les monocultures à grande échelle, peu diversifiées, sont plus intéressantes pour les institutions patriarcales. Celles-ci représentent l'efficacité, la technoscience et le capital, alors que les pratiques agricoles durables sont dévaluées. Warren appelle donc à un féminisme transformatif et évolutif et aux changements des paradigmes économiques et sociaux (Glazebrook, 2002).

Vandana Shiva (1989), quant à elle, fait valoir que les stratégies de développement instaurées dans l'hémisphère Sud ont plutôt résulté en un « maldéveloppement ». Le maldéveloppement impose une idéologie construite par l'homme occidental et technocrate engendrant une uniformisation des classes, des cultures et des genres. Ainsi, l'harmonie dans la diversité est devenue inatteignable dans ce contexte. Le maldéveloppement est devenu le synonyme du sous-développement des femmes et de la destruction de la nature, ce qui alimente le sexisme et la crise écologique. De plus, le système patriarcal a de nombreuses répercussions sur les droits qui sont accordés aux femmes. Selon Keith Hirokawa (2002), les droits de propriété quasi inexistantes sont un exemple de la subordination de la femme face aux institutions. Dans un pays comme le Pakistan, où les femmes ne sont propriétaires que de 15 % des terres agricoles, il n'est pas étonnant qu'elles aient moins accès aux ressources naturelles et financières et qu'elles vivent dans un système qui les oppresse et limite leurs chances d'autonomie (Muzaffar, 2016). Selon l'auteure Ivone Gebara (2003), la structure patriarcale ne peut pas régler les problèmes de pauvreté, elle les engendrent plutôt parce qu'elle est enracinée dans des principes sociaux non égalitaires. Cette structure induit un cycle de violence et de dépendance des femmes envers les hommes. Selon l'auteure, les femmes pauvres sont conscientes de leur situation, mais elles sont trop occupées à survivre pour penser à des solutions. D'un autre côté, la population riche bénéficie du système globalisé, ce qui la coupe littéralement de la réalité.

Du point de vue de Shiva et Mies, par leurs rôles dans l'agriculture de subsistance, leurs connaissances particulières en écologie et leurs interactions quotidiennes avec les ressources naturelles, les femmes sont à même de comprendre la nature et les agressions qui y sont dirigées (Shiva et Mies, 1993). Selon cette perspective, une relation étroite avec la nature mènerait à une force, une autonomisation et éventuellement, à la libération de ces femmes (MacSwain, 2009). Le fait que les femmes sont plus affectées par les problèmes environnementaux en fait des expertes pour y faire face et s'adapter (Mesina, 2009).

À l'ère des changements climatiques, une approche féministe et éthique de la justice climatique se développe. Cette vision remet en question le modèle actuel qui ignore les relations étroites entre le genre, les espèces, la sexualité et l'environnement. Les changements climatiques et la société de consommation sont produits par les idéologies masculines et ces problématiques ne seront pas résolues par les approches technoscientifiques proposées par les hommes (Gaard, 2015).

1.1.2 Critiques de l'écoféminisme

Certaines critiques ont été portées à l'égard des théories écoféministes. En 1984, Simone de Beauvoir avait perçu l'écoféminisme comme une tentative d'amener les femmes à renouer avec leur rôle traditionnel et, par conséquent, à freiner leur émancipation (de Beauvoir, 1984). De plus, les écoféministes ont été principalement accusées d'essentialisme (Rochette et al., 2014a). L'essentialisme réfère à cette tendance qu'ont certaines écoféministes à distinguer les hommes et les femmes comme deux êtres essentiellement et intrinsèquement différents dans leur nature et leur relation à la nature (Sydee et Beder, 2001). Macgregor accuse certaines écoféministes de justifier le rôle des femmes dans la protection de l'environnement uniquement par leur rôle maternel (Rochette et al., 2014a). De surcroît, plusieurs auteurs argumentent que les femmes ne détiennent pas ce lien spécial avec l'environnement, mais que les hommes et les femmes interagissent avec leur environnement, mais dans un contexte d'accès aux ressources différenciés. Les études démontrant un lien étroit entre la femme et son environnement ont besoin d'être revues en incluant certaines variables comme les droits fonciers, les relations de pouvoirs, les dynamiques domestiques, le manque de ressources et/ou d'alternatives durables (Glazebrook, 2002). L'explicitation de ce lien entre la femme et l'environnement serait exagérée à l'extrême afin de justifier la connexion entre l'oppression des femmes et celle de la nature en raison de leur aptitude à donner la vie : « les femmes sont dominées comme la nature, elles sont nature » (Larrère, 2012, 15). Cependant, selon Karen J. Warren et Val Plumwood, ces aptitudes sont plutôt des positionnements moraux qui ne peuvent être liés à un processus naturel comme la maternité. Cette façon de faire ne provoque qu'un renversement des schèmes de pensées par la valorisation des émotions au lieu de la production. Ceci étant, le dualisme entre les deux, la raison et l'émotion, persiste (Larrère, 2012).

D'autres spécialistes ont également critiqué l'écoféminisme de contribuer à l'homogénéisation de la compréhension sociale du mot « femme », contribuant ainsi à écarter les éléments de diversité (habiletés, rôles, personnalité) de la compréhension de la situation féminine. Ils ont également critiqué l'utilisation du terme « nature » pour référer à des écosystèmes complexes et variés. Finalement, la caractérisation de la femme comme faisant partie des « autres » contribuerait à leur marginalisation (Glazebrook, 2002).

En réponse à ces critiques, Niamh Moore souligne que l'écoféminisme a plusieurs branches et que ces débats considèrent ces multiples théories comme une idée unique et homogène, ce qui n'est pas le cas (Moore, 2008). Ces allégations ne considèrent point les diverses théories écoféministes qui remettent en question l'essentialisme et la relation de la femme avec la nature (Rochette et al., 2014a). Le travail de Warren, Merchant et Plumwood est l'exemple de théories qui ont donné lieu à un positionnement plus nuancé que celui de Shiva ou Mies étant des écoféministes essentialistes assumées (Glazebrook, 2002).

1.1.3 L'écoféminisme aujourd'hui et le développement durable

L'écoféminisme permet d'établir le lien entre les théories féministes et écologistes. Ces liens, au-delà d'être théoriques, pourraient permettre aux organisations environnementales et féministes de collaborer ou d'inclure des variables environnementales ou sociales dans leur analyse des problématiques auxquelles

elles répondent (Rochette et al., 2014a). L'écoféminisme permet d'obtenir des données empiriques sur l'environnement et ses impacts et d'apporter une vision plus nuancée et holistique, basée sur des principes féministes et philosophiques. Cet apport est une occasion de créer un changement de paradigmes, d'améliorer les inégalités sociales et de freiner les dommages à l'environnement (Schmonskey, 2015). Dans la réalité, ce qui est davantage prôné est le développement durable. Cependant, pour les écoféministes, le développement durable n'est pas nécessairement le modèle idéal. Il semble que le rapport Bruntland aurait porté ombrage à l'Agenda 21 proposé par le *Women's Environment and Development Organization* (WEDO). Selon Greta Gaard (2015), le rapport a omis d'aborder le surdéveloppement du Nord au dépend du Sud ainsi que la production et la consommation massive ayant un impact grave sur l'environnement. Madame Bruntland et son équipe n'ont en aucune mesure abordé les changements de comportements nécessaires de la part des pays développés afin d'atteindre un développement durable. Le concept du développement durable, tel que décrit dans le rapport, a façonné le discours politique pour les décennies suivantes. Ainsi, les dirigeants ont favorisé une réponse aux changements climatiques basée sur des solutions technologiques telles que l'avènement du concept d'économie verte. Cette vision aurait perpétué la logique capitaliste et les stratégies colonialistes comme la privatisation ou l'accaparement des terres, menant à un échec dans la réponse aux changements climatiques (Gaard, 2015).

Néanmoins, la participation des femmes est un élément clé dans tous les secteurs du développement durable. Dans les domaines des catastrophes environnementales et de l'oppression sociopolitique, il y a un besoin flagrant d'établir un cadre multidisciplinaire qui inclut les variables environnementales et d'égalité de genre (Mesina, 2009). L'importance de cette intégration est soulignée par les Nations Unies :

« Le développement durable n'est pas possible sans l'équité. L'égalité des sexes et l'équité ne sont pas seulement des questions de droits de la personne fondamentaux et de justice sociale, mais elles sont aussi un instrument et une condition pour la conservation environnementale, le développement durable et la sécurité humaine » (traduction libre de Programmes des Nations Unies pour l'environnement [PNUE], 2009).

Dans tous les cas, les femmes sont actuellement majoritaires dans les groupes écologistes et environnementaux et c'est un signe de l'importance de l'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques (Mesina, 2009).

1.2 Définition du concept de genre

Le genre est un élément central de l'organisation des sociétés dans le monde où il peut influencer considérablement sur les moyens de subsistance par son impact sur la production, la consommation et la distribution des ressources, et plus précisément chez les populations les plus vulnérables. L'analyse selon le genre renvoie à « l'étude des rôles et des responsabilités dévolus aux hommes et aux femmes; de leurs différences dans l'accès aux ressources et dans le contrôle qu'ils exercent sur ces ressources; et de leurs besoins prioritaires en vue de mieux comprendre et rendre compte des inégalités entre les sexes » (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et *The CGIAR Research Program On Climate Change, Agriculture And Food Security* [CAAFS], 2013, 10). Dans beaucoup de sociétés, la

répartition du travail fondée sur le sexe va déterminer les rôles que les femmes et les hommes joueront réellement. Il est donc d'autant plus important qu'une analyse selon le genre soit considérée lorsque vient le temps d'étudier les enjeux environnementaux.

Le genre est omniprésent et transparaît dans tous domaines, puisqu'aucun domaine n'est neutre. Le genre s'inscrit également dans tout ce qui compose une société (institutions, normes, valeurs, etc.) (Verschuur, Guérin et Guétat-Bernard 2015). Le genre n'est pas uniquement un concept, il est véritablement un outil d'analyse permettant de définir les constructions sociales relatives au sexe et la structure de la société centrée sur la dichotomie homme-femme (Agence française de développement [AFD], 2016). En effet, selon l'AFD (2016), le genre peut être défini par quatre éléments. D'abord, il est une construction sociale en soi, donc ce qui est attribuable au féminin et au masculin n'est en aucun cas des faits, mais plutôt un reflet de ce qui est attendu de la société de la part d'une femme ou d'un homme. Ensuite, le genre est un processus relationnel, c'est-à-dire qu'il existe une opposition entre ce qui est féminin ou masculin (et vice-versa). Pour comprendre l'un ou l'autre, il faut analyser son inverse. L'un ne peut être analysé sans l'autre. Le troisième élément est que le genre est un rapport de pouvoir. Cet aspect se manifeste par une hiérarchisation des rapports entre les sexes en ce qui a trait à plusieurs éléments formant une société, comme la distribution des ressources ou la reconnaissance du travail accompli. Finalement, le quatrième élément indique que le genre s'inscrit dans d'autres rapports de pouvoir. Il est donc une composante transversale des autres rapports de pouvoir caractérisés par des différences comme l'ethnie, l'âge, l'orientation sexuelle, la classe, etc.

Initialement, le concept de genre découle des principes mis de l'avant par les mouvements et théories féministes. Ces mouvements, tels que l'écoféminisme, ont critiqué la société patriarcale et ses institutions politiques et économiques, permettant ainsi au concept de se développer comme un outil d'analyse des inégalités et des différences entre les hommes et les femmes. Comme l'énonçait Joan Scott, historienne féministe : « le genre est une façon première d'exprimer des rapports de pouvoir » (Scott, 2000). Ainsi, le genre se situe dans le spectre du féminisme. Il est, selon Verschuur et al., (2015, 25) : « un outil qui doit être reforcé, redéployé, renouvelé sous le prisme des mouvements et études féministes ayant des points de vue différents, dans le contexte du capitalisme globalisé et des crises ». En somme, le concept de genre surpasse le simple cadre théorique, il est également le reflet de revendications et d'espoir en un monde plus juste. Toujours selon les mêmes auteurs, « Le concept de genre défendu ici s'inscrit dans une pensée féministe définie par un engagement assumé pour la transformation sociale et pour une justice meilleure, qu'il s'agisse des femmes, mais aussi de l'ensemble des catégories marginalisées » (Verschuur et al., 2015, 30).

1.2.1 Genre et développement : Évolution et perspectives

Sous les pressions féministes, la Commission pour la femme a été établie dans le cadre de la Commission pour les droits de la personne, en 1946. Cette commission a permis d'amorcer l'analyse de la condition de la femme (Verschuur, 2015). Initialement, les discussions sur les femmes portaient sur la situation de celles-

ci dans l'hémisphère Sud, puisqu'elles vivaient et vivent toujours aux prises avec de graves problématiques liées à la sécurité alimentaire, la productivité des terres agricoles, les ressources forestières, l'accès à l'eau potable et l'accès aux installations sanitaires. Donc, cette emphase sur les femmes plutôt que sur le genre a, selon Gaard (2015), engendré la victimisation des femmes face à la dégradation de l'environnement. Cependant, il y a eu un changement de perception graduelle menant à un féminisme écologique politique. Ceci a permis d'observer de façon holistique les problèmes causés par la globalisation et la colonisation. En contrepartie, les institutions locales, la gestion de l'environnement et les institutions du mariage, qui limitent l'accès aux ressources pour les femmes ont été examinées de façon microscopique, menant à des questionnements sur les aspects de genre dans la mobilité de la femme, les connaissances, le travail, le pouvoir, etc. Ce changement de perspective, de la femme individuelle, au genre, comme un système structurant les relations de pouvoir, a été un aspect essentiel du développement de la pensée féministe en réponse aux changements climatiques (Gaard, 2015).

L'impulsion du concept de genre vers l'analyse des rapports de pouvoir fut lancée majoritairement par des organisations non gouvernementales œuvrant dans les domaines de la santé maternelle, du droit ou de l'intégration de la femme dans le développement. Les chercheurs prenaient conscience qu'il n'était pas représentatif de s'appuyer uniquement sur la condition de la femme ou sur son statut. Il devenait primordial d'analyser le genre selon de nouveaux angles, comme les rapports de pouvoir qui décrivaient l'organisation sociale entre les sexes (Adjamagbo et Locoh, 2015).

C'est plutôt dans les années 1970 que les auteurs ont commencé à écrire sur les femmes et le développement (Verschuur, 2015). Par exemple, l'ouvrage de l'économiste danoise Ester Boserup (1970) *Women's Role in Economic Development*, aborde la contribution du travail des femmes à l'économie des pays en développement. Madame Boserup a décrit les répercussions de la colonisation et des politiques de développement sur le statut de ces femmes. Elle avance que le développement a des conséquences parfois néfastes sur la qualité de vie des femmes et des hommes, mais de façon différenciée et que les modèles de développement sont un concept originaire de l'occident qui répond également à une conception occidentale de la femme et de la féminité. Ainsi, Boserup explique que la modernisation des techniques agricoles a provoqué la perte du contrôle des ressources par les femmes. Le développement agricole aurait confiné à la maison ces femmes autrefois paysannes et les aurait rendues dépendantes des hommes.

La production des connaissances dans ces domaines, soit le genre et le développement, a été étroitement liée au soutien financier. Cette interdépendance a mené à un développement très inégal des connaissances entre les régions et les pays; par exemple, entre les pays francophones et anglophones. Les pays anglophones, beaucoup plus poussés par les mouvements féministes, ont investi davantage dans les études de genre et de développement, bien que ce soient principalement les féministes francophones qui aient développé ces courants de pensée (Verschuur et al., 2015). Les études de genre furent reconnues comme un réel domaine de connaissance, dès 1970, en Amérique du Nord. L'espace francophone tarda, quant à lui, à reconnaître le concept. Le Canada et certaines sociologues françaises auraient grandement

contribué à sa reconnaissance (Adjamagbo et Locoh, 2015). De plus, des inégalités entre les disciplines se sont accrues. Entre autres, le droit ou l'économie ont moins intégré le genre, en comparaison de la démographie ou de la sociologie du développement qui se sont très tôt imprégnées de cette sphère du savoir (Verschuur et al., 2015).

Aujourd'hui, les agences de développement doivent obligatoirement intégrer la perspective de genre en raison des luttes féministes des années 1970. En 1973, un groupe féministe s'était mobilisé pour que le Congrès américain vote afin d'obliger l'agence *Usaid* à intégrer le genre dans tous ses projets de développement. Cette décision fut nommée *Percy Amendment*. L'Inde quant à lui, fut le premier pays où s'opéra un changement radical de positionnement envers les projets de développement qui provoquaient une exclusion quasi systématique des femmes. Cette première mobilisation de la part de l'Inde en 1974 a occasionné un effet domino sur de nombreux pays qui ont, eux aussi, fait pression sur leurs gouvernements. C'est à la suite de ces déclenchements que les Nations Unies ont déclaré l'année 1975 comme l'Année internationale de la Femme. Le lancement eut lieu à Mexico et se répercuta sur l'organisation des conférences de Copenhague en 1980, Nairobi en 1985, et Beijing en 1995 (Verschuur, 2015).

D'importantes conclusions ont été tirées dans le cadre de la préparation de la conférence de Mexico. Selon les Nations Unies, les femmes ne seraient pas avantagées par les politiques de modernisation dans les pays en développement. En effet, selon le rapport :

« la situation des femmes s'est détériorée malgré les efforts de développement réalisés dans de nombreuses régions du monde [...] La production déterminée par les lois du capitalisme et orientée vers le profit plutôt que vers le bien-être de la population a rétréci la portée d'un grand nombre de programmes de développement » (Verschuur, 2015, 48).

En 1979, 185 pays sur 195 ont signé la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) (1979) et depuis les années 1980, le concept de genre est intégré comme une priorité au sein des institutions internationales de développement. De plus, d'autres grandes conventions ont reconnu le rôle primordial de la femme, comme la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (CNULCD) (PNUD, 2009). Cette dernière souligne à plusieurs reprises que la femme doit participer activement et se retrouver au cœur du processus décisionnel pour pouvoir lutter efficacement contre la désertification (Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (CNULCD), 1994). À cet effet, la CNULCD révolutionne l'approche genrée à l'époque, puisqu'elle reconnaît certes le rôle des femmes dans la vie rurale, mais elle met de l'avant une participation des hommes et des femmes sous une base égalitaire (PNUD, 2009).

De surcroît, le premier lien établi entre la femme et la gestion de l'environnement comme étant indissociable est prononcé dans la Déclaration de Rio de 1992, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rochette, Gramme et Lavigue Le Buis, 2014). En effet, le principe 20 admet que « Les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable » (Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1992). Cet aboutissement résulte, selon le PNUD,

de l'action des organisations non gouvernementales (PNUD, 2009). Dans le texte Action 21, la question du genre est mentionnée à plusieurs moments, mais la section 24 porte essentiellement sur le lien indissociable entre la femme et la protection de l'environnement. Cette section a pour titre « Action mondiale en faveur de la participation des femmes à un développement durable et équitable » (Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1992). Dans le cadre de ce programme, plusieurs plans d'action et conventions ont été approuvés par les Nations Unies afin de viser l'autonomisation des femmes, la fin de la discrimination due au sexe, l'intégration effective des femmes au sein de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ainsi que dans les processus décisionnels, autant sur le plan politique qu'économique. (PNUD, 2009).

Depuis la Conférence mondiale de Pékin de 1995 et l'adoption de la Plate-Forme d'action, il est obligatoire d'intégrer le genre dans les projets de coopération et de développement des Nations Unies (*Verband Entwicklungspolitik deutscher Nichtregierungsorganisationen* [VENRO], 2009). L'absence d'une analyse de genre peut constituer un danger quant au renforcement des stéréotypes associés aux femmes et aux hommes et l'adoption de mesures menant à l'exacerbation des inégalités (Rochette et al., 2014b). Dès 2005, les considérations pour la question du genre se multiplient dans les conférences internationales. Notamment, lors de la réunion de suivi du Programme d'action de Beijing et la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes à Hyōgo (PNUD, 2009). Cependant, les femmes du Sud ont critiqué les politiques de modernisation provoquant leur exclusion sociale. À la suite de cela, la femme a été considérée comme une main-d'œuvre sous-employée au sein de la machine capitaliste. Les agences de développement ne semblaient pas avoir pris en compte les études démontrant une dévalorisation du travail domestique et maternel des femmes. Verschuur (2015) dénonce une « féminisation du prolétariat » combinée à une délocalisation des industries manufacturières, engendrée par la demande croissante de femmes pour des travaux en usine ou bien des travaux domestiques.

Finalement, les avancées théoriques plus récentes du concept de genre se sont manifestées comme une opposition à la perception des femmes du Sud comme des victimes sans aucun pouvoir d'action. Plusieurs chercheurs féministes du Sud ou femmes de couleur ont critiqué les féministes occidentales qui avaient tendance à homogénéiser la catégorie sociale de la femme (Reysoo, 2015). De plus, une critique s'est développée envers l'hégémonie des courants de pensée féministes de l'Occident, laissant peu de place à ceux du Sud, pourtant plus affectés par les écarts d'inégalités (Verschuur, 2015). Malgré tout, l'approche intégrée de genre dans la coopération et le développement est loin d'être concrètement mise en œuvre. Selon le VENRO (2009), cette mise en œuvre n'est pas accomplie de manière systématique. La cause résiderait dans le manque de volonté politique, de ressources financières et de temps. Ainsi, plusieurs organisations de développement n'accordent pas à l'équité des genres, l'importance qui lui revient. Comme le souligne Verschuur et al. (2015, 25) : « Le genre est nécessaire pour comprendre le développement du sous-développement » et il est impossible d'étudier le développement sans intégrer cette dimension structurelle.

2. GENRE, PAUVRETÉ ET ENVIRONNEMENT

Malgré qu'ils soient peu connus ou marginalisés, les liens entre le genre, la pauvreté et l'environnement sont bien vivants et reflètent une problématique ancrée dans la lutte contre la pauvreté et les changements climatiques. Il est nécessaire de prendre en compte ces réalités qui guident l'avenir des populations vulnérables et briment le développement humain. Les droits fonciers, l'accès aux ressources naturelles, à l'éducation et au capital influencent les capacités d'adaptation des populations rurales face aux changements climatiques. Dans ce contexte, la préservation de l'agrobiodiversité grâce aux connaissances traditionnelles détenues majoritairement par les femmes, permet d'améliorer les conditions de vies des populations et leur résilience.

2.1 Pauvreté et genre

Les femmes, autant dans les pays en développement que dans les pays développés, sont plus vulnérables aux changements climatiques (PNUD, 2009). Cependant, cette vulnérabilité n'est pas innée, elle représente plutôt le résultat des inégalités construites par les rôles sociaux, des discriminations multisectorielles et de la pauvreté (Gaard, 2015). Malgré tout, ce sont elles qui constituent le « pilier de l'économie rurale » dans les pays en développement (FAO, 2017). Elles sont au centre du développement humain des populations rurales et de la préservation de la biodiversité, notamment agricole, qui est fondamentale à la sécurité alimentaire.

2.1.1 Femmes en milieu rural et développement humain

Au sein d'un ménage rural dans un pays en développement, la femme joue trois rôles, celui de la production, celui de la reproduction et de la socialisation. Le rôle productif représente les activités économiques d'un ménage et celui-ci est souvent assumé par l'homme et la femme. Le rôle reproductif est entièrement endossé par la femme, puisqu'elle prend soin des enfants, des aînés ainsi que des malades et elle assume les tâches domestiques. Le rôle social, quant à lui, représente les liens avec la communauté par l'organisation d'activités ou d'événements sociaux tels que les mariages ou les funérailles. Ce rôle est essentiellement assumé par la femme (*World Bank [WB]*, FAO et *International Fund for Agricultural Development [IFAD]*, 2009). Ainsi, la femme a beaucoup plus de responsabilités à tous les égards. De plus, c'est elle qui réalise la plus grande part du travail non rémunéré relatif aux tâches domestiques et à l'approvisionnement de la famille en eau et en énergie (Puri, 2012). À titre d'exemple, 58 millions de femmes, soit 48 % de la population provenant des communautés rurales d'Amérique latine et des Caraïbes investissent jusqu'à 12 heures par jour dans les tâches associées à l'approvisionnement en nourriture ainsi que le soin des enfants et des aînés (Korol, 2016). Le temps consacré à remplir ces obligations n'est pas investi dans les études ou dans le travail salarié et contribue au transfert de la pauvreté et de l'analphabétisme de génération en génération. Au contraire, les hommes effectuent majoritairement les tâches rémunérées liées au commerce (Puri, 2012).

Parallèlement, les femmes ne sont pas suffisamment intégrées dans les solutions de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement. Les politiques sensibles au genre appuient leurs fondements sur des préjugés et une victimisation de la femme face aux problématiques qui l'affligent. Celles-ci ne sont donc pas valorisées en tant qu'actrices dans la mise en place de solutions (Skinner et Brody, 2011). Le travail domestique non rémunéré est dévalorisé et invisible aux yeux des membres du système et n'est donc pas inclus dans les statistiques des travaux salariés (Damamme, 2011). En Amérique latine, il n'y a que 4 millions de femmes rurales âgées de plus de 15 ans sur 37 millions au total qui sont reconnues comme des productrices agricoles et moins de la moitié, soit 17 millions, sont reconnues comme prenant part à la « population économiquement active » (Korol, 2016). Les cas des politiques d'adaptation aux changements climatiques témoignent de cette stigmatisation. En effet, « les politiques d'adaptation au climat traitent trop souvent les femmes comme des bénéficiaires vulnérables et non comme des citoyennes détentrices de droits qui ont besoin d'être reconnues comme ayant des compétences et expériences à valoriser » (Skinner et Brody, 2011, 2).

À cet effet, l'intervention de la part d'organisations de coopération internationale peut tout simplement accroître et alourdir la charge de travail des femmes par l'ajout de responsabilités. Ainsi, un projet qui ne tient pas compte des discriminations raciales et de genre n'aboutira jamais à un résultat égalitaire. Par exemple, en Équateur, une organisation de développement a mis en place un projet pour favoriser le tourisme dans la région. Celui-ci consistait à effectuer des randonnées dans les montagnes, guidées par les hommes, pendant que les femmes cuisineraient des mets locaux pour les touristes. Le projet n'a pas abouti parce que la femme n'a tout simplement pas le temps de cuisiner davantage. Plus la charge de travail est grande pour la femme et moins celle-ci peut s'impliquer dans les activités communautaires et la prise de décision sur le plan local (Radcliffe, 2014).

2.1.2 Droits fonciers et accès à la terre

Les 1,6 milliard de femmes rurales du monde possèdent 2 % des terres et n'ont accès qu'à 1 % des crédits agricoles (Korol, 2016). En Afrique, on dénombre 33 millions de petits producteurs, qui représentent 80 % des producteurs africains et produisent 80 % de la nourriture consommée en Afrique, sur moins de 15 % des terres disponibles. De plus, les deux tiers des petits producteurs possèdent moins de 2 hectares. Le reste des terres se trouve aux mains des grands producteurs agro-industriels qui cultivent majoritairement à des fins d'exportation (*Friends of the Earth Africa* [FoEA] et *African Center for Biodiversity* [ACB], 2017). L'accès équitable à la terre est donc une condition au développement durable des populations et un obstacle à l'amélioration de la qualité de vie et de la productivité économique des femmes (FAO, 2008). En effet, seulement 15 % des terres sont possédées par des femmes en Afrique subsaharienne, 13 % en Inde, 11 % aux Philippines et 9 % en Indonésie (*Global Gender Climate Alliance* [GGCA], 2016). Au Bangladesh, ce n'est que 15 %, et la majorité des terres sont cultivées selon un système de partage avec d'autres familles (Muzaffar, 2012). L'Amérique latine affiche un taux supérieur avec 25 % des terres détenues par des femmes. Cependant, les études démontrent des inégalités marquées entre les régions (GGCA, 2016).

Un grand nombre de gouvernements ont adopté des politiques permettant aux femmes d'accéder équitablement aux ressources naturelles. Par contre, les normes sociales continuent de discriminer et de désavantager celles-ci dans la reconnaissance de leurs droits fonciers (FAO, 2008).

Le système de régime foncier est basé sur les relations sociales établies en fonction des ressources naturelles, soit la terre, l'eau et la forêt. Ce régime foncier détermine qui utilisera la ressource et comment celle-ci sera utilisée. Le genre, l'ethnie, le statut et la classe sociale représentent les éléments les plus déterminants des droits fonciers en milieux ruraux. La plupart du temps, ce ne sont pas les personnes qui contrôlent la terre qui l'utilisent le plus. Certains lopins appartiennent d'emblée à des familles ou des individus et le droit de propriété est généralement transféré par l'héritage. Qui plus est, ce sont habituellement les hommes qui héritent de ces terres. Par exemple, en Gambie, les femmes de l'ethnie Mandika ne reçoivent jamais le droit de propriété d'une terre, ni par l'État ni par l'héritage. Lorsqu'elles se marient, elles acquièrent uniquement un droit de cultiver pour se nourrir et nourrir leur famille (WB et al., 2009). En Afrique subsaharienne, certaines femmes n'ont pas le droit de choisir les semences qui seront plantées. Entre autres, elles ne peuvent pas planter d'arbres, puisque les propriétaires craignent qu'elles réclament des droits de propriété par la suite (AFD, 2016). Le contrôle sur la ressource est donc limité. De plus, les terres attribuées aux femmes sont généralement moins rentables et moins fertiles. Au Sénégal, les femmes sont responsables de 26 % des lopins de terre du pays, mais n'ont accès qu'à 13 % des terres en agriculture pluviale et à pratiquement aucune terre irriguée (FAO, 2008).

Les droits fonciers sont directement associés à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales et des femmes, puisqu'ils induisent un accroissement de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté. Les droits de propriété pour les femmes rurales leur permettent d'être plus résilientes aux changements climatiques, de réduire leur vulnérabilité et d'adopter des pratiques agroécologiques durables. On note une meilleure qualité des sols et des ressources naturelles sur les terres où les femmes sont propriétaires. En plus, ces droits de propriété contribuent à la sécurité alimentaire des communautés. Ils attestent d'un meilleur équilibre des pouvoirs entre les sexes et d'un meilleur statut social et économique pour la femme, menant à l'amélioration du taux d'analphabétisme dans la communauté en raison des investissements provenant des revenus agricoles dans l'éducation pour les enfants (FoEA et ACB, 2017).

Une étude poursuivie au Ghana démontre que les femmes opteront pour la plantation d'arbres à cacao uniquement sur des terres qui leur appartiennent, puisqu'il s'agit d'investissement à long terme. La plantation de ces arbres induit une sécurité financière et de nombreux bénéfices pour la qualité des sols. Cette pratique sera généralement accompagnée de techniques de production durables. Sur des terres sans droits légaux, ces femmes optent plutôt pour des techniques de production rapides, avec moins de rotations des terres, ce qui réduit la fertilité des sols (Quisumbing, 2013). En résumé, :

« La terre n'est pas seulement un atout de production et une source de bien matériel, c'est également une source de sécurité, de statut et de reconnaissance sociale. L'égalité des genres est à la fois relationnelle et multidimensionnelle. Elle dépasse les hiérarchies locales, de races,

de classes, de castes, d'âge et d'éducation et n'est possible que si les droits sont considérés comme socialement légitimes » (*Alterasia*, 2013).

De surcroît, l'ouverture des marchés mondialisés a un impact sur l'accès à la terre, et ce, particulièrement pour les femmes en situation de vulnérabilité (veuves, divorcées, séparées ou abandonnées). Cette mouvance mondiale encourage la privatisation des terres agricoles. L'accaparement des terres implique un changement de droit de propriété allant d'une propriété commune ou collective à une propriété individuelle. Les terres sont de plus en plus perçues comme des actions devant être rentabilisées. En effet, plusieurs parmi celles-ci étaient habituellement offertes en héritage aux générations futures, mais sont maintenant vendues sur le marché (WB et al., 2009). De manière générale, ce sont les hommes qui bénéficient le plus du marché. En plus de posséder les ressources financières, ceux-ci dominent les cultures destinées au marché. Les femmes, quant à elles, sont majoritairement responsables des cultures de subsistance (Puri, 2012). La part la plus importante du marché est à présent détenue par une poignée d'industries agrochimiques qui procèdent à une mécanisation et une homogénéisation des pratiques (Pinks, 2016).

D'ailleurs, le marché joue un rôle primordial dans l'attribution des terres agricoles. Afin de participer à celui-ci, il est nécessaire d'accumuler beaucoup de capitaux. Évidemment, étant généralement plus pauvres, les femmes sont moins enclines à pouvoir participer à l'achat de terres par l'entremise de ce mécanisme (WB et al., 2009). Même si ces femmes sont salariées, leur salaire est insuffisant pour faire des économies. De plus, elles n'ont généralement pas accès à l'information concernant le marché et son fonctionnement (AFD, 2016). Un grand besoin de vulgarisation de l'information persiste. Par exemple, dans le nord du Mali, les femmes ne savent tout simplement pas qu'elles ont le même accès légal à la terre aux yeux de la loi que les hommes. Celles-ci restent sur des terres arides et peu fertiles parce qu'elles craignent l'exclusion sociale qui résulterait de leur départ (GGCA, 2016).

En contrepartie, celles qui ont effectivement accès à ce marché sont en mesure d'améliorer grandement leur qualité de vie. De toute évidence, il existe une corrélation positive entre l'augmentation de la valeur des terres agricoles et la perte de l'accès des femmes à ces terres. Sans droits fonciers solides et sécuritaires, les femmes ne sont pas en mesure d'avoir accès au crédit et, par le fait même, elles n'auront pas la chance d'améliorer leur situation financière et d'investir dans la conservation et la productivité de leurs terres (AFD, 2016). Parallèlement, l'augmentation du nombre de terres rachetées par les investisseurs contribue à accroître leur vulnérabilité, puisqu'elles deviennent plus dépendantes du marché en matière d'approvisionnement en nourriture (GGCA, 2016).

2.1.3 Accès et contrôle des ressources

La vulnérabilité d'un genre ou d'un autre est fortement dépendante de l'accessibilité et du contrôle des ressources naturelles (Mesina, 2009). Comme le mentionne la Directrice exécutive adjointe de ONU Femmes, madame Lakshmi Puri (2012) : « En raison des normes et comportements sexistes répandus, les femmes et les filles ne bénéficient que d'un accès restreint aux ressources productives, telles que l'eau, la

terre, les intrants agricoles, le financement et le crédit, les services de vulgarisation et la technologie ». De plus, la disponibilité des outils et des ressources reliés aux pratiques agricoles détermine l'efficacité d'une culture. Force est de constater qu'il est moins probable pour les femmes d'accéder à ces outils, notamment en raison d'un manque de capital financier et d'accès aux connaissances. Les technologies agricoles sont souvent conçues par des hommes et destinées à des hommes (GGCA, 2016). Les différences de rendement agricole entre les terres gérées par des femmes et celles gérées par des hommes sont de 20 % à 30 %. En effet, il est plus difficile pour elles d'obtenir des semences améliorées, des engrais et du matériel. En réalité, 75 % des champs agricoles d'Afrique subsaharienne sont désherbés manuellement et cette tâche est accomplie à 90 % par des femmes. Parmi l'ensemble des tâches reliées à la production agricole, le désherbage occupe de 50 % à 70 % du temps. Lorsque la saison du désherbage atteint son pic, 70 % des enfants d'agriculteurs manquent l'école pour aider leurs parents (FAO, 2017).

Actuellement, il y a près de 57 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école bien qu'ils aient l'âge pour s'y rendre, et la moitié d'entre eux sont des filles (Nations Unies, s.d.). Ce manque se répercute à l'âge adulte, puisque les femmes représentent 75 % des 876 millions d'adultes analphabètes dans le monde (UICN et PNUD, 2009). L'éducation constitue un élément clé pour informer les hommes et les femmes des moyens à prendre pour s'adapter aux changements climatiques. Par exemple, les femmes plus instruites sont plus en mesure de diversifier leurs sources de revenus, d'accéder au crédit et, éventuellement, de se sortir de la pauvreté (*World Resources Institute*, 2015). Parallèlement, l'irrégularité des interventions en éducation, par les organisations internationales, renforce la vulnérabilité des femmes, et ce, particulièrement pour les femmes indigènes ou autochtones. En effet, le manque d'éducation formelle ne peut pas être comblé par des formations courtes et irrégulières qui n'offrent aucun suivi spatial et temporel. Ces ateliers de renforcement des capacités sont souvent dépendants des budgets extérieurs et l'abandon de tels projets en cours de route est fréquent (Radcliffe, 2014).

En ce qui concerne l'accès au capital, plus de femmes que d'hommes se retrouvent sans emploi et sans ressources financières. Les hommes ont une plus grande habileté à se déplacer pour trouver des sources de revenus alors que les femmes sont souvent confinées à la maison. La figure 2.1 ci-dessous expose les différences en matière d'accès au crédit et de rôles assumés par chaque sexe dans le secteur de l'agriculture. Cet exemple du Kenya démontre clairement que les femmes représentent la plus grande part de la force de travail du secteur, mais qu'elles reçoivent une part extrêmement limitée des revenus générés par celui-ci (WB et al., 2009).

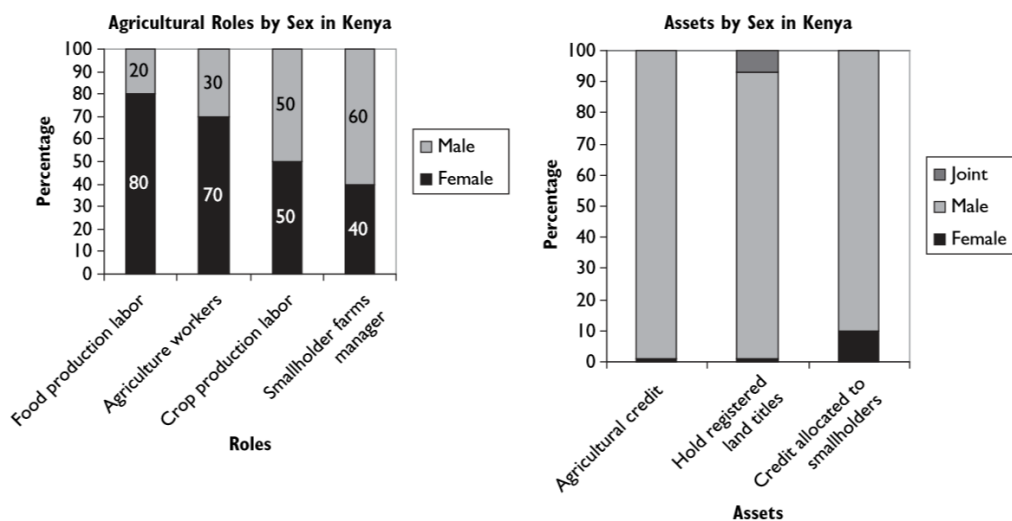


Figure 2.1 Rôles et accès aux ressources pour les femmes et les hommes dans le secteur de l'agriculture au Kenya (tiré de WB et al., 2009)

Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, on estime que le travail agricole est réalisé à 90 % par des femmes (Mesina, 2009). Cependant, le partage des tâches est souvent informel et la récolte des revenus dépend de la personne qui détient l'autorité. La plupart des femmes ne sont pas rémunérées pour leur travail. Dans plusieurs cas, elles sont victimes de discrimination pour les prêts bancaires, laissant ainsi aux hommes la gestion des ressources financières agricoles (B. Burns, entrevue 12 novembre 2016). Par exemple, au Népal, alors que les femmes représentent plus de 80 % de la force de travail du secteur de l'agriculture et des forêts, seulement 8 % de celles-ci possèdent des terres. Elles occupent une place non négligeable dans l'économie du pays, puisque ce secteur économique emploie plus de 65 % des travailleurs népalais (Battharai, Beilin et Ford, 2015). Dans d'autres régions du monde, cet écart peut être expliqué par l'inaccessibilité des femmes à obtenir des compensations en cas d'inondations ou autres désastres naturels (Rodenberg, 2009). Un accès équitable aux prêts bancaires et aux assurances pourrait certainement augmenter le nombre de femmes propriétaires de terres et ainsi améliorer la relation de pouvoir entre les deux sexes (B. Burns, entrevue 12 novembre 2016).

Par la suite, le manque d'accès à l'eau entraîne des conséquences sur les activités quotidiennes assumées par les femmes. Encore aujourd'hui, 783 millions de personnes n'ont pas accès à une eau de qualité améliorée (Puri, 2012). Un rapport de la FAO indique que 1,2 milliard de personnes vivent dans des bassins hydrographiques en pénurie absolue d'eau (FAO, 2005). La collecte de l'eau demeure une charge de travail très lourde et celle-ci incombe à 71 % aux femmes et aux filles. En tout, environ 200 millions d'heures sont consacrées à la collecte de l'eau quotidiennement dans le monde. L'amélioration des infrastructures relatives à l'eau contribuerait à une diminution du temps consacré aux travaux domestiques. À titre d'exemple, les filles sont plus enclines à fréquenter l'école si celles-ci habitent à une heure ou moins d'une source d'eau (Puri, 2012). La majorité des familles dans les pays en développement dépendent des précipitations pour irriguer leur terre, ce qui a des conséquences sur la productivité. Pour les femmes, il est

souvent impossible d'irriguer pendant la nuit, lorsque le niveau d'évaporation est moins élevé, puisqu'elles craignent pour leur sécurité. Durant le jour, elles ont un temps limité pour irriguer, puisqu'elles jonglent avec les autres tâches de la maisonnée (WB et al., 2009). De plus, elles ont moins accès à une eau de qualité pour l'irrigation, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs climatiques. Par exemple, au Vietnam, les champs de riz gérés par des femmes sont 20 % moins productifs que ceux gérés par des hommes, en raison d'une mauvaise irrigation et d'un accès à l'eau limité. D'un autre côté, les systèmes d'irrigation en Turquie augmentent la dépendance des ménages aux revenus générés par les monocultures irriguées par ces mêmes systèmes et contrôlés par les hommes. Le développement des monocultures et de l'utilisation de l'irrigation contribue à la perte du rôle traditionnel des femmes. Les terres étant traditionnellement gérées par les femmes, tombent aux mains des hommes, puisque ceux-ci technocratisent les pratiques. Ces changements engendrés par l'irrigation des cultures réduisent la variété des semences utilisées et la diversité des revenus familiaux (GGCA, 2016).

De surcroît, les femmes sont plus exposées aux pesticides et aucune protection individuelle n'est prise par manque d'information et de sensibilisation. Certains problèmes de santé peuvent également être occasionnés par les longues heures de travail, c'est-à-dire des douleurs au dos, des douleurs pelviennes, de l'arthrite prématinée ou toutes autres douleurs relatives à un mouvement effectué à répétition (WB et al., 2009). Les milieux pauvres dans lesquels travaillent les agricultrices augmentent leurs chances de vivre des abus sexuels ou des violences de toutes sortes, ce qui peut mener à une exposition risquée au VIH/SIDA (AFD, 2016). De plus, les femmes et les filles s'exposent à des risques pour leur santé lors de la collecte d'eau. L'eau stagnante ou polluée est susceptible d'attirer des moustiques porteurs de la malaria ou de permettre la transmission de la maladie d'éléphantiasis (Mesina, 2009). En fait, 80 % des maladies sont d'origine hydrique et la majorité des morts provoquées par ces maladies dans les pays en développement sont des femmes et de jeunes enfants (H. Tazi Sader, conférence, 13 novembre 2016).

Puri (2012) incite à prendre des mesures immédiates afin de contrer la vulnérabilité des femmes. Ainsi, celles-ci doivent être reconnues comme des gestionnaires des ressources naturelles et des ressources en eau, comme des « agricultrices et irrigatrices, qui contribuent à assurer une production et une consommation alimentaires durables ainsi que la préservation de l'environnement et des ressources en eau au sein des foyers et des communautés » (Puri, 2012). Il faut également veiller à l'autonomisation des femmes dans toute la chaîne d'approvisionnement en eau, à l'aide de plans de gestion des ressources naturelles et alimentaires. De plus, il faut que le droit à l'eau soit traité séparément de la question des droits fonciers, puisque l'un et l'autre sont trop souvent indissociables et limitent le pouvoir d'action des femmes et l'accès à une eau d'irrigation. Finalement, pour Guérin-Bernard (2014, 300), « Les ressources "naturelles" (terre, eau, plantes) ne sont pas des biens comme les autres. Le rapport nourricier que souvent ces femmes revendiquent est un rapport d'attention aux autres, qui réinterroge la valeur du don et du hors marché ».

2.2 Changement climatique et genre : impacts, vulnérabilité, adaptation et résilience

Le fardeau climatique et les capacités pour s'y adapter sont très inégalement répartis sur la planète. En fait, 80 % des gaz à effet de serre sont produits par 20 % de la population mondiale (Gaard, 2015). Les pays occidentaux affichent le plus haut taux d'émissions *per capita*. Selon Gaard (2015), il est primordial que les féministes abordent la question de la justice climatique en y incorporant une vision d'ensemble de notre environnement et des problématiques entourant la société de consommation et de production.

Particulièrement dans les pays en développement, les responsabilités des hommes et des femmes sont différentes, ce qui induit des capacités d'adaptation différenciées face aux changements climatiques. Le fait de s'adapter signifie de réduire « la vulnérabilité aux risques climatiques en cours et à venir » et ainsi développer une résilience face à ces changements (CARE, 2010). La résilience se définit par la capacité des populations et des écosystèmes à résister et à retrouver leur état initial à la suite d'un changement. Cette résilience dépend des capacités à s'adapter qui sont, quant à elles, définies par les moyens de subsistance et l'accès aux ressources pour les communautés. L'adaptation et le développement vont de pair dans la lutte aux changements climatiques, puisque « les changements climatiques sont un phénomène global, mais l'adaptation est locale » (traduction libre de Secrétariat de Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, 2014).

Le tableau 2.1 ci-dessous expose une synthèse de l'influence du genre sur la vulnérabilité des hommes et des femmes. Ce tableau se base sur trois éléments déterminants de la vulnérabilité, soit les rôles sociaux, l'accès aux ressources et le pouvoir (CARE, 2010).

Tableau 2.1 Synthèse de l'influence du genre sur la vulnérabilité (tiré de CARE, 2010)

	Femmes	Hommes	Impacts sur la vulnérabilité
Rôles	Peuvent migrer pour avoir accès à des opportunités économiques	Restent à la maison pour prendre soin des enfants, des malades ou des personnes âgées de la famille	La capacité à migrer au gré des opportunités économiques facilite la gestion des crises et peut être bénéfique à l'ensemble de la famille. Cependant, le fait que les hommes migrent augmente bien souvent la charge de travail des femmes, qui restent sur place pour assurer la gestion du foyer en plus des tâches habituelles. Cette situation peut également exposer les femmes à d'autres risques, tels que les violences basées sur le genre et l'infection par le VIH.
	Produisent des récoltes et du bétail à destination du foyer	Produisent des récoltes et du bétail à destination du marché	Les récoltes et le bétail sont tous deux affectés par le changement climatique, avec de graves incidences sur la sécurité alimentaire du foyer. Les hommes revendiquent souvent des terres plus fertiles et plus sûres pour y cultiver des produits destinés au marché, laissant les terres moins fertiles et plus précaires aux femmes pour y cultiver les produits destinés au foyer.
	Sont responsables de la conservation et de la préparation des aliments	Sont responsables de la vente des récoltes et du bétail de valeur	En plus des défis qui viennent d'être mentionnés, le changement climatique a une incidence sur la préparation et la conservation des aliments (par exemple au niveau de l'eau utilisée dans la préparation de la nourriture et de la vulnérabilité des lieux de conservation des aliments en cas de phénomènes climatiques extrêmes, tels que les cyclones ou les inondations). La sécheresse ou les inondations peuvent réduire ou même anéantir les récoltes, ce qui aura un impact direct sur les prix du marché et la quantité de produits disponibles à la vente, obligeant ainsi aussi bien les hommes que les femmes à trouver d'autres sources de revenus et à réduire les dépenses principales (ex. : frais de scolarité). Lors de disettes, il est souvent attendu des femmes qu'elles placent les besoins alimentaires des autres membres de leur famille avant les leurs.
Ressources	Ont des revenus inférieurs et sont plus susceptibles d'être financièrement dépendantes	Ont des revenus supérieurs et sont plus souvent propriétaires de terres et d'autres biens	Les hommes ont généralement plus d'argent et de biens que les femmes. Les économies faites par les hommes servent de « tampon » en temps de crise et, à l'instar d'autres biens, leur permettent d'investir plus facilement dans des moyens de subsistance alternatifs.
	Ont un accès réduit à l'éducation et à l'information	Ont un accès facilité à l'éducation et à l'information	La gestion des risques climatiques liés à la production agricole requiert de nouvelles informations, de nouvelles compétences et de nouvelles technologies telles que les prévisions saisonnières, l'analyse des risques et des pratiques agricoles économiques en eau. Les hommes sont plus en mesure d'avoir accès à ces ressources et de pouvoir les utiliser, et sont donc mieux préparés à l'adaptation. Parallèlement, les femmes ont souvent un savoir traditionnel pouvant guider le processus d'adaptation. Le savoir, qu'il soit issu des traditions ou de la modernité, est primordial dans le contexte de l'adaptation.
Pouvoir	Ont moins de pouvoir sur le budget familial et les autres biens	Ont plus de pouvoir sur le budget familial et les autres biens	Du fait de ne pas pouvoir contrôler les ressources et les finances familiales, la capacité des femmes à gérer les risques, par exemple en diversifiant les cultures, en stockant la nourriture ou les semences, ou en économisant, s'en trouve limitée.
	Ont un engagement limité dans les politiques de la communauté	Ont un engagement / pouvoir de décision plus grand dans les politiques de la communauté	Les hommes sont plus enclins à avoir de l'influence sur des politiques et des programmes de gouvernance locale, peu favorables aux droits et priorités des femmes.
	Font face à de nombreuses restrictions / interdits culturels relatifs à la mobilité	Font face à de rares restrictions / interdits culturels relatifs à la mobilité	La mobilité est un facteur clé de l'accès à l'information et aux services. Elle est également capitale pour échapper aux dangers causés par les catastrophes naturelles, telles que les inondations. Par conséquent, les femmes courent souvent de plus grands risques face à ces phénomènes.

De plus, il est prouvé que les femmes sont plus vulnérables aux phénomènes climatiques extrêmes. Les hommes, quant à eux, jouissent d'un meilleur accès à des techniques de survie. En 2004, lors d'un tsunami sur le continent asiatique, cinq fois plus de femmes ont perdu la vie. (UICN et PNUD, 2009). Ainsi, il y a davantage de probabilités qu'une femme meure en raison d'un désastre naturel et aussi qu'elle en meure plus jeune que les hommes (GGCA, 2016). Les femmes, responsables des soins familiaux, assument des responsabilités supplémentaires pendant et après des phénomènes climatiques extrêmes et elles subissent un stress mental supérieur à celui des hommes. De plus, les violences envers les femmes augmentent à la suite de ces phénomènes, puisque les individus vivent des stress importants. Après le passage de l'ouragan Katrina en 2005, au cours de la première semaine, 47 cas d'agressions sexuelles ont été dénoncés (Duncan, 2008). La vulnérabilité des femmes et des filles dépendra également de l'influence des pratiques sociales et culturelles d'une région. Par exemple, selon certaines normes culturelles, les femmes ne doivent pas apprendre à nager, ainsi celles-ci seront plus vulnérables à un tsunami. En outre, une femme dotée d'un statut économique pauvre sera plus affectée par l'événement climatique (GGCA, 2016).

Dans le même ordre d'idées, Elena Volna Moldes (conférence CdP22, 12 novembre 2016) de la *Climate and Clear coalition*, affirme que la pollution atmosphérique est plus problématique pour les femmes et les enfants que pour les hommes. Celle-ci souligne que l'utilisation du charbon pour faire la cuisson domestique à l'intérieur des maisons, effectuée par les femmes, peut provoquer la mort précoce des enfants et d'importants problèmes cardiovasculaires et pulmonaires. Toujours selon Madame Moldes (conférence CdP22, 12 novembre 2016), s'attaquer à la pollution de l'air c'est aussi s'attaquer aux changements climatiques et ce qu'il faut, c'est une vision holistique qui englobe les coûts et bénéfices de réduire les gaz à effet de serre.

L'accès aux ressources naturelles, les droits fonciers, l'accès au capital, le statut socioéconomique et le genre façonnent la capacité d'adaptation des individus face aux changements climatiques. Dans le secteur agricole, les femmes ont le réflexe de diversifier leur source de revenus afin de faire face à une crise climatique comme une sécheresse ou une baisse significative des précipitations. Les hommes, quant à eux, possèdent une capacité de migrer vers des terres plus fertiles ou des emplois rémunérés. Ces migrations massives du milieu rural à la ville touchent gravement les dynamiques des milieux ruraux (WB et al., 2009). Ainsi, les hommes quittent le milieu familial à la recherche d'un endroit plus productif et plus fertile tandis que les femmes ont moins d'options de mobilité, puisqu'elles doivent prendre soin des enfants et des aînés, qui, eux, sont beaucoup moins déplaçables. Donc, beaucoup de femmes restent sur place et tentent de survivre avec très peu de ressources. Il est d'ailleurs prouvé que les hommes sont plus susceptibles d'abandonner leur terre afin de trouver des revenus dans d'autres secteurs, parfois à de grandes distances du milieu familial. Les femmes sont alors laissées seules avec la charge de la production agricole sans que, souvent, la terre ne leur appartienne légalement (AFD, 2016).

Par la suite, les informations concernant les stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans le domaine agricole ne sont pas communiquées équitablement. Les agricultrices seraient plus susceptibles

d'adopter des pratiques d'adaptation si ce sont des femmes qui les leur communiquent, mais le manque d'agentes féminines est une lacune dans la transmission de l'information (WB et al., 2009). Dans plusieurs cas, les organisations à vocation de vulgarisation et de formation sont dominées par des hommes qui visent d'abord les explications techniques plutôt que les aspects sociaux. En résultat, le message transmis, souvent par des vulgarisateurs masculins, n'est pas adapté à la situation des femmes paysannes (AFD, 2016). De surcroît, les organisations de développement international ciblent souvent les femmes dans les interventions d'adaptation aux changements climatiques en raison de leurs responsabilités au sein du ménage. La féminisation des solutions d'adaptation et de changements de comportements contribue à l'augmentation de la charge de travail des femmes, souvent non rémunéré, et à leur stigmatisation (Maud Prud'homme, Formation écoféministe, 2 février 2017).

En bref, il existe un défi de taille pour l'intégration de la femme dans les plans nationaux et les stratégies en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture. Les événements climatiques modifient l'accessibilité aux ressources primaires. Les femmes à la tête des ménages doivent s'adapter aux changements climatiques et parcourir de plus longues distances pour récolter le bois et l'eau. De plus, la dégradation des ressources en eau en raison de la pollution, la contamination, l'inexistence ou le manque d'entretien des infrastructures d'irrigation ou d'approvisionnement compromet l'hygiène et la santé des familles aux prises avec cette situation, puisque la femme utilise cette eau pour les tâches ménagères et la préparation des repas. Cette situation peut mener à une augmentation des maladies, particulièrement infantiles, comme la diarrhée, le choléra et la malaria (WB et al., 2009).

2.3 Agrobiodiversité, agroécologie et genre

Depuis le début de l'agriculture et de la sédentarisation, 7 000 espèces végétales ont été cultivées (CDB, 2008). Afin de répondre à la demande mondiale en productivité et l'expansion rapide de l'agriculture industrielle, les agriculteurs et agricultrices concentrent aujourd'hui leurs plantations sur environ 12 espèces végétales. Ainsi 60 % du régime alimentaire de l'humanité est assumé par le riz, le blé et le maïs. La perte de terres vierges et la dégradation de l'environnement accroissent cette problématique que l'on qualifie d'« érosion génétique » (FAO, 2005).

L'agrobiodiversité constitue une part essentielle de l'agriculture, puisqu'elle représente les êtres vivants avec qui l'agriculteur doit composer dans l'atteinte d'une efficacité agricole. Selon la FAO, l'agrobiodiversité ou la biodiversité agricole se définit comme suit :

« La biodiversité agricole représente la variété et la variabilité des animaux, des plantes et des micro-organismes qui sont utilisés directement ou indirectement pour la nourriture et l'agriculture, y compris les cultures, les animaux d'élevage, la forêt et la pêche. Elle comprend la diversité des ressources génétiques (variétés, races animales) et des espèces utilisées pour la nourriture, le fourrage, les fibres, le combustible et les produits pharmaceutiques. Elle inclut également la diversité des espèces non récoltées qui aident à la production (les microorganismes du sol, les prédateurs et les pollinisateurs) et celles que l'on trouve dans un environnement plus vaste qui soutiennent les écosystèmes (agricoles, pastorales, forestiers et aquatiques) et participent à leur diversité » (FAO, 2005).

Au-delà de sa vocation purement biologique, l'agrobiodiversité va de pair avec l'agroécologie qui se veut un mouvement vers la formulation d'un nouveau mode de production agricole en opposition au modèle conventionnel capitaliste. Il s'agit d'une « science, d'un mouvement et d'une pratique » (traduction libre de Wezel et al., 2009). Les techniques d'agroécologie ont pour but de contrer « l'artificialisation » des milieux par l'intégration des cycles biogéochimiques dans les processus et les écosystèmes en général. En effet, « L'agroécologie propose de réévaluer l'ensemble du processus de production et de transformation des aliments en fonction des cycles observables pour un territoire, et d'en tirer le meilleur parti pour intensifier les rendements sans mettre à mal les équilibres naturels » (Ricard Lanata, 2013, 63). En ce sens, l'agroécologie apparaît comme la construction d'un nouveau paradigme qui met en scène l'agriculture familiale, le féminisme et la dépendance de la sphère sociale à la biodiversité. Ainsi, le paysan ou la paysanne se trouvent au centre de cette vision qui promeut à la fois des techniques agricoles durables et un changement dans l'organisation sociale dans lequel s'insèrent ces pratiques (Prévost, Galgani Silveira Leite Esmeraldo et Guétat-Bernard, 2014).

En fait, le modèle conventionnel prôné par le système agricole capitaliste implique des problématiques écologiques et sociales. L'application de fertilisants synthétiques induit des dommages graves sur les écosystèmes. De plus, l'utilisation des variétés restreintes de semences proposées pour la monoculture et l'exportation remplace les variétés indigènes, réduit la biodiversité agricole et contribue à l'augmentation de la vulnérabilité des agriculteurs et agricultrices face aux changements climatiques. À l'opposé, une terre avec une diversité de semences est plus résiliente en cas de sécheresses ou d'inondations. Parallèlement, l'utilisation de semences standardisées provoque une homogénéisation de l'offre sur le marché et indubitablement, une baisse des prix sur les marchés locaux en plus d'un accroissement des inégalités parmi les producteurs. Les bénéfices dans ces types de marchés sont difficiles à retirer pour la majorité des paysans et encore plus pour les paysannes (FoEA et ACB, 2017).

La diversification des semences et leur conservation est un problème relayé aux pays en développement en raison de leur statut de garde-manger du monde. Cependant, cette problématique concerne toute l'humanité dont la sécurité alimentaire mondiale en dépend (Pinks, 2016). Ainsi, l'implication de tous et de chaque individu est nécessaire pour que le projet agroécologique prenne vie. En effet : « [c]ette conversion à une autre relation à la nature concerne les consommateurs et les citoyens en général. Car l'agroécologie n'a véritablement de sens (et de chance de succès) que si sa démarche tout entière est comprise et portée par l'ensemble du corps social » (Ricard Lanata, 2013, 67).

Le renforcement de la gestion de l'agrobiodiversité peut fortement contribuer à s'adapter aux changements climatiques. Une saine gestion de la biodiversité agricole permet, entre autres, d'augmenter la productivité des terres, de lutter contre les maladies des ravageurs, d'améliorer la fertilité des sols, etc. Ainsi, il en résulte des systèmes agricoles plus stables et durables qui contribuent à la sécurité alimentaire des populations vulnérables (FAO, 2005). Il a également été démontré que l'agrobiodiversité contribue à :

« Diversifier les produits et les possibilités de revenus, réduire, voire partager les risques entre particuliers ou entre nations, aider à maximiser une utilisation efficace des ressources et de l'environnement, réduire la dépendance à l'égard des apports extérieurs, [et] améliorer la nutrition humaine et fournir des approvisionnements en médicaments et en vitamines » (FAO, 2005).

En 2003 au Brésil, un recensement agricole a prouvé que l'agriculture familiale était plus productive pour une même parcelle de terre que l'agriculture conventionnelle, en plus de représenter 70 % de l'emploi agricole. Les techniques d'agroécologie permettraient « d'accroître la productivité des exploitations, tout en fixant les paysans sur leurs terres » (Ricard Lanata, 2013, 65). Pour ce faire, il faut réapprendre à consommer de façon responsable et s'adapter au climat et à notre environnement, plutôt que de le confronter sans cesse. (Ricard Lanata, 2013).

2.4 Connaissances traditionnelles

Les connaissances traditionnelles acquises par les peuples des milieux ruraux sont très variées. Elles peuvent concerner, par exemple, les types de semences à utiliser selon la situation climatique, les cycles de gestation des animaux d'élevage, les espèces d'arbres et leurs propriétés, le système agricole dans son ensemble et les valeurs nutritives ou médicinales des plantes (WB et al., 2009). Les femmes jouent un rôle de plus en plus prépondérant quant à la préservation de ce savoir traditionnel, puisqu'elles sont les seules gardiennes de la biodiversité agricole et forestière où l'agriculture de subsistance est pratiquée (Fernandez et Elias, 2014). Par exemple, en Sierra Leone, une étude a démontré que les femmes étaient capables de nommer 31 types d'utilisation des arbres, alors que les hommes ne pouvaient en nommer que 8 (Mesina, 2009). Elles savent également mieux que personne quelle semence sera en mesure de résister à tel ou tel changement dans l'environnement (GGCA, 2016).

Les femmes guatémaltèques cakchiquel représentent également un exemple vivant des bénéfices de la conservation du savoir traditionnel. Elles ont la responsabilité de cultiver la terre afin de nourrir la famille. Celles-ci connaissent les semences à utiliser lors des moments de grandes chaleurs, lorsqu'il y a un changement dans les précipitations, pour l'alimentation des enfants de tous les âges et pour la médecine traditionnelle. Elles possèdent une capacité d'adaptation et de résilience exceptionnelle grâce à leurs connaissances écosystémiques, ce qui leur permet d'être plus résilientes aux changements climatiques (Santacristina et Lambán, 2016).

Les femmes qui pratiquent l'agriculture de subsistance sont plus susceptibles d'utiliser une grande variété de semences. En plus d'être les premières exploitantes des semences de base (riz, blé, maïs, etc.), elles cultivent également des espèces peu utilisées, ce qui améliore la qualité des sols, conserve la biodiversité agricole, améliore la résistance aux espèces nuisibles et favorise la sécurité alimentaire des populations. Les jardins potagers sont un excellent exemple d'un lieu de biodiversité agricole. Les femmes sont les gestionnaires de ces espaces et y cultivent une grande variété de semences semi-domestiquées. Ainsi, ces

jardins démontrent « le rôle indéniable que jouent les femmes en tant que phytogénéticiennes, gestionnaires et conservatrices des ressources génétiques végétales » (Fernandez et Elias, 2014).

Par-dessus tout, par leurs choix, les femmes contribuent à la sécurité alimentaire de leur communauté en cultivant des variétés de semences de meilleure qualité. Par exemple, en Éthiopie, elles cultivent une variété de sorgho qui contient un plus grand pourcentage de protéines que la variété normalement utilisée. De plus, ce type de sorgho contient 50 % à 60 % plus d'acide lysine, une composante démontrée comme bénéfique pour les enfants malades et les femmes qui allaitent (FAO, 2005). Grâce à leurs savoirs, les femmes vivant dans les régions arides ont développé une expertise pour affronter la désertification. Elles connaissent les endroits où s'approvisionner en temps de sécheresse et elles sont une référence en matière de survivance lors de ces périodes (Mesina, 2009). Par exemple, en Éthiopie du Sud, la consommation de plantes sauvages comestibles est un indicateur de famine, souvent provoquée par les grandes sécheresses. Certaines plantes sauvages ne sont consommées que lorsque les ressources viennent à manquer. Les femmes sont au courant des problématiques de digestion que cette consommation peut engendrer, mais il s'agit d'une stratégie pour faire face au stress alimentaire engendré par les périodes de sécheresse prolongée (FAO, 2005).

2.5 Sécurité alimentaire et nutrition

Bien que les ressources alimentaires de la Terre puissent nourrir tous les êtres humains, plus de 852 millions de personnes vivant dans les pays en développement souffrent de malnutrition et la pauvreté en est la principale cause (FAO et *The CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security* [CCAFS], 2013). La sécurité alimentaire ne dépend pas uniquement de l'accès à de la nourriture puisqu'elle « ne requiert pas seulement un approvisionnement adéquat en nourriture, mais également une disponibilité, un accès et une utilisation par tous – hommes, femmes de tous âges, ethnies, religions et statut socioéconomiques » (traduction libre de WB et al., 2009).

Ainsi, les changements climatiques menacent la sécurité alimentaire. En Inde et au Bangladesh, une adolescente sur trois accuse un retard de croissance dû à la malnutrition. Il existe un lien entre la faim et les événements climatiques extrêmes. En fait, au Bangladesh, les premières à se priver d'un repas après un événement comme une sécheresse, une inondation ou un ouragan, sont les femmes et les filles. En Inde, les filles sont plus susceptibles de devenir maigres et de souffrir de malnutrition que les garçons à la suite d'un événement pareil. Plusieurs autres exemples font état des mêmes comportements. En Iran, les femmes et les filles souffrent encore plus de la faim après une sécheresse importante. Au Vietnam, en période de rationnement alimentaire, les femmes manqueront un plus grand nombre de repas que les hommes, en raison des croyances culturelles et de l'importance du travail physique réalisé par ces hommes. Au Malawi, la réduction du nombre de repas par les femmes à la tête du ménage familial est adoptée comme une stratégie d'adaptation aux chocs climatiques. Elles sont d'ailleurs deux fois plus susceptibles que les hommes d'adopter cette méthode (GGCA, 2016). En somme, 60 % des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des femmes (Gaard, 2015).

Le régime alimentaire des populations vivant dans les pays en développement est majoritairement basé sur les céréales, en raison des avantages de conservation de ce type d'aliment. En effet, malgré la forte teneur en nutriments des légumes, fruits, poissons et autres aliments frais, ceux-ci sont peu consommés, à cause des problématiques de transport et de conservation. Donc, ce sont souvent les cultures locales qui déterminent le régime alimentaire des populations rurales (WB et al., 2009). Comme mentionné plus tôt, la sécurité alimentaire va de pair avec une nutrition saine et variée. Donc, celle-ci devient possible lorsque le secteur agricole le permet par sa diversité (Guérin-Bernard, 2014).

Parallèlement, les régimes alimentaires changent et évoluent. On remarque une augmentation de la demande pour des denrées plus prenantes en matière de ressources environnementales, comme la viande, les sucres, les graisses, majoritairement consommés dans les régions urbaines. La production alimentaire dans les pays en développement devra augmenter de 60 à 70 % pour être en mesure de nourrir la population mondiale en 2050, mais l'augmentation des prix agricoles et l'endettement massif des paysannes pour se procurer des intrants agricoles menacent la sécurité alimentaire mondiale (Guérin-Bernard, 2014). Lorsque des revenus sont en mesure d'être générés par les activités agricoles, les femmes réinvestissent dans le développement des enfants et une nutrition saine. Elles sont d'ailleurs plus en mesure d'offrir une alimentation nutritive et équilibrée à leur enfant que les hommes. Cette situation est le résultat d'un manque de connaissances des pères relativement à la préparation de la nourriture. Donc, les connaissances des mères et leur rôle au sein de la famille sont déterminants (WB et al., 2009). Elles sont littéralement des agentes de changement.

2.6 Les femmes comme agentes de changement

La communauté internationale reconnaît que les femmes jouent un rôle clé sur les plans domestique et communautaire, en vue de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques, puisqu'elles maîtrisent la gestion des ressources naturelles (PNUD, 2009). En effet : « L'expérience a montré que la dévolution de pouvoirs aux femmes et l'investissement dans l'amélioration de leurs conditions permettaient d'accroître notablement la productivité, de réduire la faim et la malnutrition et d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural, non seulement pour les femmes mais pour tous » (FAO, 2017).

Selon une étude du Programme alimentaire mondial, si les femmes avaient le même accès aux ressources que les hommes, le nombre de personnes souffrant de la faim serait réduit de 150 millions de personnes (Gaard, 2015). Ce nombre représente un recul de 12 % à 17 % du nombre de personnes souffrant de malnutrition (FAO, 2017). Les techniques d'agroécologie peuvent « redonner du sens à des trajectoires de vie marquées par la précarité » (Ricard Lanata, 2013). L'implication des femmes dans l'établissement des politiques nationales pour faire face aux changements climatiques est essentielle à un développement juste et équitable (AFD, 2016).

3. L'APPROCHE GENRÉE DANS LES POLITIQUES INTERNATIONALES ET NATIONALES

La communauté internationale rassemble les différents points aux agendas politiques internationaux afin de créer une synergie dans la lutte contre la pauvreté, les changements climatiques et la faim. Ainsi, des plateformes à vocation universelle, comme les Objectifs du développement durable 2015-2030 sont proposées. La femme détient le rôle central au sein de ces politiques internationales en raison des discriminations vécues par celle-ci qui freinent le succès des luttes sur le terrain. Une mise en œuvre juste et équitable au niveau national des Conventions de Rio et des Conventions relatives aux droits des femmes et de la personne dépendent de l'intégration du genre et de la femme comme détentrices de droits et actrices du changement.

3.1 Instruments et politiques internationales de l'environnement et du développement durable

L'année 2015 était sans aucun doute une année fortement chargée en conjoncture politique favorable au développement durable, en raison de la convergence de plusieurs événements multilatéraux portant sur ce thème. L'Accord de Paris, le lancement des Objectifs du développement durable 2015-2030 et l'adoption de l'Agenda 2030 ainsi que l'annonce de l'Union européenne de « l'Année européenne du développement » sont des éléments fondamentaux qui ont mis la table à une conscientisation internationale face aux enjeux de développement humain et de changements climatiques (Verger, 2015). Les Nations Unies déclarèrent l'an 2015 : « année d'action pour les peuples et la planète ». Il s'agit aux yeux de plusieurs, d'une année inédite en matière de diplomatie internationale (Centre ressource du développement durable [CERDD], 2016). Parallèlement, la Décennie 2011-2020 des Nations Unies porte sur la biodiversité (United Nations Decade on Biodiversity, 2017). Cependant, les résultats de la CdP22, ainsi que la 13^e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CdP13) lors de l'année 2016, nous indiquent qu'il y a néanmoins une résistance flagrante d'ordre structurel face aux changements et un évitement politique de la part des Parties (Treyer et Aubertin, 2016). De plus, la nomination de Donald Trump à la présidence américaine cette année et sa décision de quitter l'Accord de Paris, ainsi que le *Brexit* de l'Angleterre témoignent d'une tendance de repli sur soi sur le plan international. La protection de la coopération par le biais d'instruments internationaux est aujourd'hui, plus que jamais, d'une importance capitale pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (Demailly et Ribera, 2017).

Parmi les instruments de politiques internationales de l'environnement et du développement durable, les Conventions-cadres de Rio, établies depuis le Sommet de Rio de 1992, sont les textes les plus globaux en matière d'environnement. La Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) agissent à titre de textes directeurs qui guident la tenue de multiples conférences et rassemblements des Nations Unies et des Parties signataires (UICN et PNUD, 2009). Ces deux conventions, ainsi que les ODD prévus dans l'Agenda 2030 seront abordés dans ce chapitre et plus particulièrement au niveau de l'intégration du genre et de la mise en œuvre. De plus, la plateforme de Beijing et la CEDEF seront exposées à titre d'outils internationaux pour la promotion et la défense du droit des femmes.

3.1.1 Convention sur la diversité biologique

La Convention de Rio de 1992 s'est tenue dans un contexte de précarité du statut de la biodiversité mondiale. Les entreprises privées pouvaient s'approprier le bagage génétique de certains pays sans trop de difficultés et la dégradation des écosystèmes n'avait jamais atteint une vitesse de croisière si rapide (Hubert, 2011). La CDB a donc été adoptée en vue de répondre à ces problématiques par l'établissement d'un cadre international pour la conservation de la biodiversité. Celui-ci comporte trois objectifs en vertu de son article 1 : « [...] la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable des éléments de cette diversité et le partage équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques » (CDB, 1992). La CDB a été signée par 193 États et est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Cependant, un acteur majeur, les États-Unis, n'a pas ratifié cette Convention en raison d'un conflit avec un accord issu de sa politique intérieure (Maljean-Dubois, 2013).

Depuis l'établissement de la CDB, deux Protocoles ont été adoptés et sont aujourd'hui en vigueur. Le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, en vigueur depuis 2003, porte sur l'évaluation, la prévention et la gestion des risques environnementaux et sanitaires associés aux biotechnologies (Secrétariat de la CDB, 2017). Le Protocole de Nagoya, en vigueur depuis 2014, porte sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (Secrétariat de la CDB, s.d.). En 2010 à Nagoya, les Parties adoptèrent le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020, associé aux objectifs d'Aichi qui visent à arrêter ou diminuer la perte de biodiversité (Secrétariat de la CDB, 2011).

La CDB est composée principalement de grands principes et de lignes directrices qui guident la conduite des Parties (Hubert, 2011) et le bien-être des populations a toujours été au centre de ses préoccupations. Le lien entre celui-ci et la protection de la biodiversité est exprimé à plusieurs reprises, par exemple dans l'article 8(j) (Le Prestre, 2011). La CDB reconnaît que l'être humain et ses besoins font partie de la biodiversité (PNUD, 2009). Elle est également la première à établir la liaison entre la diversité culturelle et biologique (Maljean-Dubois, 2013). La reconnaissance des savoirs traditionnels constitue un levier politique utilisé par les pays en développement pour faire reconnaître leurs droits sur les bénéfices générés par la biodiversité pour les entreprises privées (Gagnon-Légaré, 2011). Parallèlement, le rapport sur l'Évaluation des écosystèmes du Millénaire a permis d'apposer une vision économique de la biodiversité et ainsi lier le concept de biodiversité, de conservation et de pauvreté. Ce rapport définit et adopte une approche basée sur les biens et services écosystémiques qui sont essentiels à l'être humain (Le Prestre, 2011).

Par la suite, la mise en œuvre de la CDB et d'actions de conservation concrètes est laissée à la discrétion des Parties signataires et peut donc s'effectuer sur une base volontaire. L'article 3 de la Convention stipule que : « Les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources dans la mesure où cette exploitation ne cause pas de dommages à l'environnement dans d'autres États » (CDB, 1992). Ainsi, la souveraineté des États est au cœur de la Convention. Il est donc d'autant plus nécessaire d'intégrer ses principes dans les politiques nationales des Parties en vue de les mettre en œuvre concrètement. Il existe

néanmoins plusieurs instruments de mise en œuvre qui ont été définis par les Parties. D'abord, son cadre général est basé sur l'approche écosystémique, qui consiste en une « gestion intégrée de l'ensemble des ressources, organismes et composantes des écosystèmes pour préserver les fonctions et interactions écosystémiques » (Gagnon-Légaré, 2011). En outre, la CDB a prévu des mécanismes comme le groupe de travail sur les aires protégées, les mesures d'incitation qui promeut l'adéquation entre des incitatifs sociaux, économiques et juridiques pour la conservation de la biodiversité, l'évaluation des impacts environnementaux, le transfert technologique entre les Parties ainsi que des mesures sur la biosécurité et les biotechnologies en vertu du Protocole de Cartagena (Gagnon-Légaré, 2011). Donc, les différents groupes de travail et les lignes directrices guident les Parties dans la mise en œuvre des textes de la CDB pour la conservation et l'utilisation durable du territoire (Le Prestre, 2011).

Afin d'inspirer la réalisation d'actions en vertu de la Convention, les Parties ont adopté, en 2010, le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 à Nagoya, au Japon. Ce Plan est articulé sous forme d'une mission, de cinq buts stratégiques et de 20 objectifs, nommés « Objectifs d'Aichi » (Système d'information sur la biodiversité en Suisse (SIB), 2015). Parmi ces 20 objectifs, quelques-uns concernent l'agriculture, tels que le 7 ou le 8. L'objectif 14 est particulièrement intéressant, puisqu'il inclut les populations vulnérables et les femmes :

« D'ici à 2020, les écosystèmes qui fournissent des services essentiels, en particulier l'eau, et contribuent à la santé, aux moyens de subsistance et au bien-être, sont restaurés et sauvegardés, compte tenu des besoins des femmes, des communautés autochtones et locales, et des populations pauvres et vulnérables » (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2011).

De plus, l'objectif 18 aborde la préservation des connaissances traditionnelles des populations locales et autochtones en vue de conserver la diversité biologique. Comme cela a été élaboré au chapitre 2, les connaissances traditionnelles sont souvent détenues par les femmes et elles sont ici reconnues comme un bagage concret. En fait, le texte de la CDB accorde une importance majeure aux femmes dans son discours. La CDB a été l'un des premiers instruments internationaux en environnement qui reconnaissait le rôle des femmes (Alvarez et Lovera, 2016). Le paragraphe 13 du préambule se lit comme suit : « Reconnaisant également le rôle capital que jouent les femmes dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et affirmant la nécessité d'assurer leur pleine participation à tous les niveaux aux décisions politiques concernant la conservation de la diversité biologique [...] » (CDB, 1992). Donc, en vue d'appliquer les objectifs d'Aichi et le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, les pays signataires de la CDB sont invités à rédiger une Stratégie et un Plan d'Action national pour la Biodiversité (SPANB). Ces plans ont également pour but d'intégrer la question du genre dans la préservation de l'environnement (UICN et PNUD, 2009). La CDB est engagée dans l'intégration du genre dans ses travaux depuis 2007. En 2008, à Genève, un atelier sur l'élaboration d'un Plan d'action sur le genre a réuni le haut conseiller en genre de l'UICN ainsi que le Secrétariat de la CDB. Ce plan d'action constituait les premiers pas vers une réflexion approfondie sur l'importance de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la protection de

la diversité biologique (UICN et PNUD, 2009). En effet, l'objectif principal de celui-ci était de s'assurer de la volonté politique des Parties pour l'intégration transversale du genre dans l'implantation des SPANB (CDB, 2014b). Il a en effet été demandé aux Parties « [...] de développer, d'appliquer et de réviser les stratégies nationales et les plans d'action pour la biodiversité et les quelques cas de stratégies régionales [...] pour promouvoir l'intégration d'une perspective liée au genre [...] » (PNUD, 2009). En 2016, 56 % des SPANB faisaient mention du genre ou des femmes (CDB, 2016a).

De surcroît, le Plan pour l'égalité entre les sexes de 2015-2020 a été adopté et vise à mieux intégrer le genre dans les plans d'action sur la préservation de la diversité biologique (CDB, 2016a). Dans le cadre de la CDB, les Parties sont priées de rédiger un rapport sur l'état d'avancement de la mise en place du plan (CDB, 2014a). Celui-ci a pour objectif de promouvoir et de démontrer les avantages de l'égalité des sexes au sein des divers outils de la CDB, dont les Objectifs d'Aichi, pour une préservation de la biodiversité efficace et équitable (CDB, 2014b). De plus, le plan s'articule sous deux axes. D'une part, par la formulation d'exemples de mesures selon la sphère politique, d'organisations, de prestations et de groupes cibles pour l'intégration de l'égalité des sexes dans le contexte du plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique; d'autre part, « pour l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les travaux du Secrétariat durant la période 2015–2020 » (CBD, 2014a).

Plus récemment, la CdP13 de la CDB s'est déroulée en décembre 2016 à Cancún. Le thème central de cette Conférence des Parties (CdP) était l'« intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité dans les plans, programmes et politiques sectorielles et intersectorielles, avec un accent sur l'agriculture, la foresterie, la pêche et le tourisme » (traduction libre de COP13, *UN Biodiversity Conference*, s.d.). Les Parties se sont rencontrées pour discuter, en autres, de la mise en œuvre du Plan pour la biodiversité 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi (Alvarez et Lovera, 2016). Ainsi, l'agriculture a été reconnue comme un secteur névralgique dans la préservation de la diversité biologique. En effet, les Parties conçoivent qu'il est possible de répondre durablement à l'augmentation des besoins alimentaires mondiaux, mais pour ce faire, il faudra adopter une vision holistique qui englobe la gestion des écosystèmes, l'agriculture et la biodiversité. Les sols des terres agricoles devront être traités comme des écosystèmes en soi et favoriser la diversité biologique pour une meilleure productivité. Les Parties soulignent également l'importance d'établir des modes de consommation et de production plus durables (*International Institute for Sustainable Development [IISD] Reporting Services*, 2016a). L'intensification durable des productions agricoles inclut des concepts de diversification des productions agricoles, de connectivité des milieux naturels ainsi que de prises de décision à plusieurs niveaux de gouvernance. Pour ce faire, les savoirs traditionnels doivent être au cœur de la démarche. En effet, les Parties soulignent qu'il faut :

« Reconnaître l'importance des savoirs traditionnels pour la durabilité de l'agriculture, qui sont en harmonie avec leur vision du monde (cosmovision) et qui favorisent la diversification et la rotation écologique et l'agroforesterie, et promouvoir l'agriculture communautaire et familiale, parallèlement à l'agroécologie, en vue de favoriser la production durable et d'améliorer la nutrition » (IISD *Reporting Services*, 2016a, 8).

Les Parties veulent donc encourager l'agriculture familiale puisqu'elles reconnaissent son rôle central dans la diminution de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'équité sociale et la préservation de la biodiversité pour ainsi assurer que les biens et services écologiques sont délivrés par celle-ci au profit des populations les plus vulnérables (IISD *Reporting Services*, 2016a). Parallèlement, le rôle de la femme a également été renforcé dans les discours pour la conservation et une inclusion plus systématique du genre dans les SPANB a insufflé un vent d'espoir dans l'atteinte des objectifs internationaux. Malgré un manque d'intégration du genre durant les dernières années, de nettes améliorations sont observées lors de la CdP13, puisque 28 des décisions qui ont été prises incluaient la femme ou le genre (Alvarez et Lovera, 2016). Parmi ces décisions, l'intégration des femmes en tant que partie prenante est hautement recommandée : « [...] reconnaissant que les femmes sont des moteurs puissants de changement et que leur rôle de chef de file est essentiel dans le cadre de la revitalisation communautaire et de la gestion des ressources naturelles renouvelables » (CDB, 2016b, 2).

En outre, dans l'expression des décisions de la CdP13, on comprend l'intention d'établir la synergie entre les diverses Conventions dans le but de protéger la diversité biologique et d'encourager la poursuite des mesures selon une vision globale pour 2050 et en vue de réaliser le Programme de développement durable pour 2030 (CDB, 2016b). Par la signature de la Déclaration de Cancún qui a clôt la CdP13, les Parties reconnaissent que les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sont des textes qui contribuent assurément à préserver la biodiversité et qu'il est nécessaire d'assurer leur mise en œuvre au même titre que la CDB. À noter que pour le moment, seulement un tiers des objectifs d'Aichi sont susceptibles d'être atteints d'ici 2020. Le Groupe des Femmes dénonce également l'absence du genre et du rôle des femmes dans la Déclaration de Cancún (IISD, 2016a).

3.1.2 Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

Depuis son entrée en vigueur le 21 mars 1994, la CCNUCC a été ratifiée par 195 États (CCNUCC, 2014a). Les Parties signataires reconnaissent que le système climatique est une ressource globale qui est affectée par les activités anthropiques et qu'une coopération internationale est nécessaire pour faire face à l'augmentation des gaz à effet de serre. La CCNUCC a donc pour objectif de mettre en place un cadre qui permettra de mobiliser les efforts des gouvernements signataires en vue de s'adapter et d'atténuer les changements climatiques (CCNUCC, 2014b). Les pays industrialisés signataires doivent répondre à trois grands types d'obligations, soit : réduire leur gaz à effet de serre, agir de façon transparente par des processus de reddition de comptes et soutenir les pays en développement dans leur démarche par le biais du transfert technologique, le renforcement des capacités et le financement. À l'époque de la signature de la CCNUCC en 1992, l'idée des liens existants entre le concept de genre et de changements climatiques était embryonnaire dans l'esprit des négociations climatiques internationales. Ainsi, le texte de la Convention-cadre de 1992 ne fait pas mention du genre ni de l'égalité des sexes dans la lutte aux changements climatiques, ni même du rôle des femmes en soi (CCNUCC, 1992). Malgré des avancements notables, la CCNUCC ne reconnaissait toujours pas l'importance d'aborder cette question à l'étape du

Protocole de Kyoto. En effet, le Protocole de 1997 ne tient pas compte d'une perspective de genre, ni dans son exécution ni dans ses mécanismes (Alliance mondiale contre le changement climatique [AMCC] et Commission Européenne, 2016).

La première décision sur le genre s'est tenue à la CdP7, à Marrakech en 2001, ce qui a permis de promouvoir la participation et la représentation des femmes dans les négociations. Cependant, il a fallu dix ans avant que de nouvelles décisions ne soient adoptées concernant cette thématique. En effet, lors de la CdP18 à Doha en 2012, les Parties ont entériné la décision 23 qui vise à obtenir la parité entre hommes et femmes et à accroître la participation des femmes dans les négociations. Ainsi, les Parties ont adopté le programme de travail de Doha qui déclare que la question du genre est transectorielle et qu'elle s'applique donc à tous les secteurs de la lutte aux changements climatiques (renforcement des capacités, consultation publique, accès à l'information, transfert technologique, etc.). À partir de 2010, lors de la Convention de Cancún, on considère comme essentielle la question du genre pour une lutte efficace. En effet, il sera déclaré que « l'égalité des sexes et la participation effective des femmes [...] sont d'une grande importance pour agir efficacement sur tous les aspects des changements climatiques » (Institut de la Francophonie pour le développement durable [IFDD], 2015, 125). En 2011, les Parties tentent d'instaurer des mécanismes pour passer de la parole aux actes. Des méthodes et outils seront inclus de façon transversale afin de répondre aux besoins des hommes et des femmes dans l'élaboration des plans d'action sur le plan national (IFDD, 2015). Parmi les acteurs externes, le Groupe des Femmes apparaît dès la CdP11, à Montréal en 2005, et sera présent aux négociations afin de lutter pour l'intégration de l'approche genrée dans les négociations. Ce groupe est entre autres soutenu par le *Gender and Climate Change Network : Women for Climate Justice*. De plus, c'est lors de la CdP13 que fut lancé le *Global Gender and Climate Alliance* qui a pour objectif de garantir que la prise de décision et le développement de nouvelles initiatives en matière de lutte contre les changements climatiques soient sensibles à la question du genre (UICN et PNUD, 2009).

En 2014, à la CdP20 à Lima, une décision majeure est prise par l'établissement du *Lima Work Program* (LWPG). Ce programme de deux ans visait à promouvoir l'égalité des sexes, à établir des politiques concrètes par la mise en place d'un plan d'action de deux ans sur le genre et les changements climatiques, et invitait les Parties à établir des projets sur le genre sur le plan national (International Union for Conservation of Nature Global Gender Office [IUCN GGO], 2017). Durant ces deux années, le LWPG a convoqué les Parties à deux sessions de travail. La première, en juin 2015, portait sur les mesures d'atténuation et le transfert technologique, et la seconde, en mai 2016, portait sur les mesures d'adaptation, le renforcement des capacités ainsi que la formation des délégués officiels. Ces sessions ont permis de mieux établir les liens entre le genre et les changements climatiques et d'offrir des outils aux Parties pour que ces considérations soient reflétées dans leurs politiques nationales (Gama, Teeluck et Tenzing, 2016).

À Paris en 2015, la 21^e Conférence des Parties a abouti sur un accord historique, signé et ratifié en un temps record. L'Accord de Paris n'est pas contraignant et s'appuie sur la bonne volonté des Parties signataires. Néanmoins, la question de l'égalité des sexes figure plus au centre des préoccupations et se

retrouve à trois endroits dans l'Accord; d'abord, dans le préambule, puisque celui-ci décrit les grands principes que les Parties doivent respecter et promouvoir. Ces principes incluent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ensuite, à l'article 7.5, les Parties reconnaissent que les actions menées pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques doivent être sensibles à l'égalité des sexes. Finalement, à l'Article 11.2, la question du renforcement des capacités est abordée. Les Parties sont appelées à mener un processus de renforcement « efficace, itératif, participatif, transversal et sensible à l'égalité des sexes » (CCNUCC, 2015).

Un an plus tard, la CdP22 s'annonçait comme la CdP de l'action, celle qui désirait mettre en œuvre et opérationnaliser l'Accord de Paris. La présidence marocaine avait affirmé que la question du genre serait centrale. Ayant moi-même obtenu un laissez-passer à titre d'observatrice au sein de la Délégation de l'Université de Sherbrooke, j'ai constaté qu'il est vrai qu'il était possible d'observer un grand nombre de conférences et d'événements relatifs au genre. La société civile semblait être au rendez-vous sur ces questions. Comme mentionné précédemment, le LWPG entrepris à la CdP20 à Lima venait à échéance. Ainsi, deux enjeux majeurs dans les négociations concernant le genre ont été abordés. Le premier enjeu est ce qu'on appelle la « Décision de genre ». Il s'agit du prolongement, ou non, de la décision de genre prise à Lima et en l'occurrence, du LWPG. Selon Camilla Risler (entrevue, 9 novembre 2016), *program officer* au *Asia Pacific Forum on Women Law and Development*, le prolongement du LWPG est une décision institutionnelle qui conduirait à la mise en place de mécanismes qui permettraient d'inclure systématiquement la perspective de genre dans toutes les négociations de la CCNUCC. Le second enjeu est revendiqué par les organisations de la société civile et concerne le caractère transversal de la question. Ainsi, le genre et le droit des femmes sont présents dans tous les domaines des négociations, mais ils ne sont pas forcément visibles. Par exemple, l'agriculture est directement reliée à cette question, mais cela ne transparaît pas dans les négociations (Risler, entrevue, 9 novembre 2016). Finalement, les négociations sur le genre se sont avérées plus corsées que prévu lors de la CdP22. D'une part, le G77 réclamait que le financement des questions reliées au genre ne soit pas effectué sur une base volontaire, alors que les pays développés étaient d'avis contraire. De plus, la Chine se montra réticente à l'adoption du projet de décision, puisque celle-ci voulait que le texte précise que les contributions seraient différenciées, tout dépendant si la Partie est un pays en développement ou un pays développé. Finalement, le Costa Rica a joué un rôle de médiation crucial qui permit à la Chine d'accepter le texte avec quelques modifications. Cependant, l'Union européenne était fort mécontente et considérait ces changements comme l'anéantissement des discussions et des négociations ayant eu cours durant la semaine. L'Union européenne a tout de même fait ce compromis et le projet de décision a pu être approuvé (Négociations à la CdP22, 11 novembre 2016).

En résultat, le LWPG s'est étendu pour une période de 3 années supplémentaires. Ainsi, les Parties reconnaissent que le genre doit être fortement considéré dans tous les aspects des négociations. Il y aura donc la mise en place d'ateliers de travail sur le plan national et sous la Convention. Les Parties reconnaissant l'importance de l'intégration des connaissances traditionnelles et locales, souvent portées par les femmes et la valeur de la femme dans le processus décisionnel. De surcroît, un peu comme pour le

Plan sur l'égalité des sexes de la CDB, il y aura la mise en place d'un agenda et d'un plan d'action sur le genre sous la CCNUCC (L. Métivier, réunion de la délégation canadienne, 11 novembre 2016). Les prochaines Conférences des Parties seront donc garantes de la mise en œuvre de ce plan d'action.

Parallèlement aux objectifs de réduction des GES, les pays en développement (PED) et les pays moins avancés (PMA), doivent réagir immédiatement aux effets des changements climatiques. La question de l'adaptation est tout aussi urgente, puisque sans cet aspect, ces pays vont accroître leur vulnérabilité et celle de leur population (United Nations Populations Fund [UNFPA] et WEDO, 2009). À cet effet, les PED doivent présenter des Plans nationaux d'adaptation (PNA). Ces plans exposent les mesures et priorités en matière d'adaptation aux changements climatiques. Ceux-ci sont dans l'obligation d'inclure la notion de genre puisqu'« (...) il faut reconnaître [que les femmes] jouent un rôle clé sur les plans domestique et communautaire en vue de l'adaptation à l'évolution du climat et l'atténuation de ses effets » (PNUD, 2009). En principe, les PNA devraient répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Il est donc important d'y inclure une considération de genre afin que leur mise en œuvre n'aboutisse pas en l'accroissement des inégalités (UNFPA et WEDO, 2009). Au sein de la CCNUCC, l'adaptation est, de loin, la thématique la plus sensible au genre. En tout, 15 décisions ont été prises qui faisaient référence au genre. Par contre, aucune mention n'a encore été effectuée dans le domaine de l'agriculture (Risler, entrevue, 9 novembre 2016).

Anciennement, les PNA étaient des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA). Les PANA ont été conçus dans le contexte de l'avènement de phénomènes climatiques graves et inédits afin de répondre à un besoin urgent de s'adapter de la part des PMA. Les PNA proposent à présent une vision plus réfléchie et un cadre qui permettra aux Parties d'intégrer leur PNA à leurs programmes nationaux. Évidemment, plusieurs éléments des PANA ont été conservés, tels que l'implication des parties prenantes, les processus d'évaluation, les équipes multidisciplinaires, etc. Néanmoins, les PNA visent à mobiliser plus de ressources financières, de parties prenantes et aussi à définir des orientations plus claires que celles des PANA (Groupe d'Experts des PMA, 2012). Les PANA ont historiquement eu tendance à victimiser les femmes et à discréditer leur participation aux processus décisionnels (PNUD, 2009).

Parallèlement, la question de la sous-représentativité des femmes au sein des différents organes de négociation créés en vertu de la CCNUCC est un enjeu central. Malgré certains progrès, beaucoup de chemin reste à accomplir. En 2013, la moyenne de représentativité des femmes était de 23% (IFDD, 2015). Selon Houria Tazi Sader, juriste et avocate, nous ne pourrions atteindre l'égalité des sexes que lorsque les femmes seront présentes dans les institutions. En effet, celle-ci déclare qu'« il faut éviter d'utiliser les changements climatiques pour victimiser la femme, mais plutôt la positionner et l'impliquer » (H. Tazi Sader, conférence, 13 novembre 2016). De plus, Benoudji Collete (entrevue, 9 novembre 2016), du *Climate Action International Network*, souligne qu'introduire les groupes de femmes dans le processus décisionnel permettrait de s'assurer que les ressources financières soient accordées aux plus vulnérables. En 2012, la représentativité des femmes dans les délégations nationales de la CCNUCC était de 32 %, et seulement

19 % des postes de dirigeants ou dirigeantes de délégation étaient occupés par des femmes (WEDO, 2012). En vue de la CdP22, l'objectif était l'atteinte de l'équilibre de représentation entre les hommes et les femmes au sein des négociations (IFDD, 2015); ce qui n'a pas été atteint. Le tableau 3.1 témoigne que les efforts pour accroître la participation des femmes dans les organes de la CCNUCC sont aussi lents et mitigés (Gama et al., 2016)

Tableau 3.1 Participation des femmes en pourcentage dans les organes de la CCNUCC (traduction libre de Gama et al., 2016)

Organes	Juin 2013	Octobre 2014	Sep-tembre 2015	Octobre 2016
Mécanismes de développement propre	20	20	10	10
Mécanisme conjoint d'application	40	40	40	40
Comité de conformité (facilitation)	11	40	40	40
Comité de conformité (renforcement)	20	10	10	10
Groupe d'Experts des Pays moins avancés	15	15	15	15
Groupe consultatif d'Experts en Communications nationales	52	43	33	52
Fonds pour l'adaptation	31	31	28	25
Comité pour l'adaptation	20	25	25	40
Comité exécutif chargé des Technologies	11	15	25	35
Comité permanent des Finances	25	35	35	32
Centre et Réseau de Technologies climatiques	13	13	6	25
Comité exécutif pour le mécanisme international de Varsovie et les pertes et préjudices	ND	30	35	30
Bureau de la Conférence des Parties	36	27	27	ND
Organes subsidiaires	33	33	33	ND

En conclusion, beaucoup de travail reste à accomplir dans le cadre de la CCNUCC. D'une part, les engagements des Parties sont insuffisants pour limiter le réchauffement planétaire à 2 °C et encore moins à 1,5 °C comme le prévoit l'Accord de Paris. En fait, selon les engagements pris en 2015 par les plans d'action de 186 Parties, les experts estiment une hausse minimale de température de 2,7 °C à 3 °C (Magdelaine, 2016). D'autre part, la Convention a été en mesure d'intégrer le genre dans des thématiques comme l'adaptation et le renforcement des capacités au détriment d'autres secteurs comme le transfert technologique et le financement de l'action climatique (Gama et al., 2016).

3.1.3 Objectifs du développement durable – 2015-2030

Les Objectifs du développement durable ont été mis en place dans le cadre de l'Agenda 2030 adopté à la 70^e Assemblée générale des Nations Unies à New York en 2015. Ceux-ci ont remplacé les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui ont couvert la période de l'an 2000 à 2015 (AFD, 2016). Dans le contexte de la chute du mur de Berlin et l'écroulement du communisme en Europe, la décennie 1990-2000 a été décrite comme la décennie de la « fatigue de l'aide » au développement qui avait diminué de moitié (Milly, 2015, 38). Grâce aux OMD, l'aide publique au développement (APD) s'est accrue de 60 % de 2000 à 2012 (Scott, 2014). Cette réalisation, ainsi que la mobilisation considérable de l'opinion publique en faveur de l'APD, a fortement encouragé les Nations Unies à prolonger les OMD sous la forme des ODD pour une

période de quinze ans. Ban Ki-moon a appelé à « transformer le monde » par la mise en place des ODD (Egil, 2015, 4).

Les OMD ont été applaudis en raison de leur succès relatif en matière de réduction de la pauvreté. En effet : « Le taux d'extrême pauvreté, dans les pays en développement, est passé de 47 % en 1990 à 14 % en 2015 » (Verger, 2015, 20). Mieux encore, l'objectif de réduction de la pauvreté a été réalisé avant son heure, soit en 2010 (Egil, 2015). Ce succès est spécifiquement attribuable à la croissance économique des pays émergents, au premier rang duquel figurent la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde (Verger, 2015). Ce phénomène expose la fin de la dichotomie traditionnelle entre les pays développés et les pays en développement, autrefois perçus respectivement comme les pays donateurs et receveurs, puisque les pays émergents ne se retrouvent plus dans aucune de ces catégories (Scott, 2014). De plus, les OMD ont grandement diminué les disparités existantes dans l'accès à l'éducation primaire pour les jeunes filles. L'indice de parité s'inscrit à présent à 0,98. Évidemment, cet indice varie selon les régions. Le nombre de décès associés au paludisme a également considérablement diminué, ainsi 6,2 millions de personnes auraient été épargnées et 37 millions d'autres dans le cas de la tuberculose. La cible fixée pour l'eau potable a été atteinte par l'accessibilité à de l'eau de qualité améliorée pour 2,6 milliards de personnes. Par contre, le bilan reste nuancé. Les inégalités augmentent, l'extrême pauvreté a diminué en pourcentage, mais pas en nombre. En effet, il y a encore 800 millions de personnes qui souffrent de la faim et 836 millions qui vivent sous le seuil de la pauvreté extrême fixé à un revenu de moins de 1,25 \$ par jour (Verger, 2015).

Le concept d'ODD a été initié en 2012, lors de la conférence des Nations Unies sur le développement durable, 20 ans après la Conférence de Rio (Rio +20). Le but était de répondre à la crise à laquelle fait face l'humanité par la conciliation des « trois agendas globaux », c'est-à-dire celui du développement durable établi en 2012 à Rio +20, celui du financement du développement, et celui de la lutte contre les changements climatiques (Milly, 2015, 38). La fusion des trois agendas a permis d'établir plus concrètement la cible de financement pour l'APD, ciblé historiquement à 0,7 %. Les ODD s'inscrivent donc dans un désir d'actualiser les principes directeurs au contexte actuel et de répondre aux critiques portées à l'égard des OMD (Milly, 2015).

Tout d'abord, les mécanismes associés aux OMD se basaient principalement sur l'apport de financement et d'innovations externes (Craciunean, 2015). Les OMD démontraient aussi un manque de légitimité, puisque les mécanismes n'ont pas su assurer une pleine participation du public. Quant aux ODD, leur légitimité est basée sur le processus de consultation de plus d'un million d'acteurs, experts de différents milieux. Les ODD exposent donc une vision plus inclusive en matière de consultation. De surcroît, les OMD ont échoué à intégrer les droits de la personne et à prendre en compte la complexité du système global capitaliste. La prise en compte plus importante des droits de la personne au sein des ODD est, espérons-le, gage de cohérence dans les politiques et permettra une coordination durable en vue de réaliser l'Agenda 2030 (Craciunean, 2015). Les ODD ont en fait 17 objectifs et 169 cibles, tandis que les OMD n'ont que 21 cibles (Egil, 2015). En somme, les ODD ont été mis en place dans le contexte d'un monde en changement,

un monde qui a particulièrement évolué depuis les années 2000. Les ODD répondront au nouveau cadre de libéralisation économique et de croissance des pays anciennement pauvres, particulièrement en Asie du Sud-Est (Scott, 2014). Par exemple, ces objectifs « renforcent l'État dans sa fonction de supervision, tout en le réduisant à un intervenant comme un autre dans leur mise en œuvre » (Egil, 2015). Pour Egil (2015), les ODD et le processus les entourant banalisent le rôle de l'État, qui devrait être central, au profit du secteur privé qui prend de plus en plus une place prépondérante dans le développement. Par la perte de l'État comme acteur central, les démocraties s'effritent peu à peu. Ainsi, « les ODD ne questionnent pas directement le rôle de l'État et la place de la démocratie dans le développement, la démocratie n'étant citée nulle part [...] l'ODD 16 [...] aborde la place des « institutions efficaces, responsables et ouvertes » (Egil, 2015, 106).

Les ODD ont une visée universelle qui tente plus que jamais d'incorporer toutes les dimensions du développement durable. Au-delà de la vision classique du concept, les ODD visent « l'exhaustivité thématique » puisqu'ils intègrent toutes les dimensions possiblement attribuables au développement tels que la dimension climatique, financière, ou de la biodiversité. Les ODD répondent aux critiques vivement dénoncées à propos des OMD par l'inclusion de la gouvernance, des aspects environnementaux et de liens forts entre les objectifs. Les dimensions sont transversales et interdépendantes et les objectifs sont plus ambitieux. Les auteurs ont tenté de ne pas catégoriser les 17 objectifs dans une dimension du développement durable ou une autre, mais bien d'étendre cela à une compréhension plus globale et interreliée (Milly, 2015). Selon Puri (2012), « Il est important non seulement que ces objectifs incluent un objectif spécifique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, mais également que les perspectives de genre soient intégrées dans tous les autres objectifs [...] » (Puri, 2012). De plus, pratiquement toutes les thématiques qui ont fait l'objet de point à l'ordre du jour de l'agenda du développement au cours de la dernière décennie sont représentées. La gouvernance est également une thématique particulièrement et nouvellement abordée comme étant centrale aux objectifs (Milly, 2015).

Qui plus est, plusieurs lacunes ont été identifiées. Tout d'abord, la communauté internationale demandait des objectifs et des cibles plus définis en opposition aux OMD (Milly, 2015). Par contre, la planification d'objectifs à caractères globaux ne prend pas en compte les inégalités de développement des différentes parties. Comme l'explique M. Egil (2015,116), « il est plus facile de diviser le taux de pauvreté par deux quand il est de 9 %, comme au Costa Rica que quand il est de 67 %, comme en Gambie. » Ensuite, en matière de collecte de données, les OMD étaient plus facilement calculables, puisque les cibles étaient précises; par contre, il y a eu de grandes difficultés dans le suivi de ces données. Comme il y a beaucoup d'ODD, la définition de cibles est de plus en plus complexe. Les indicateurs seront définis par les pays qui mettront en place les ODD. Cela peut représenter plusieurs difficultés pour les pays en développement, d'où l'importance de l'aide apportée par les pays développés. Dans cette optique, un « partenariat mondial pour les données sur le développement durable » a été lancé en 2015 pour contribuer à cet effort (Egil, 2015). Cependant, il faut être prudent, puisque les indicateurs peuvent projeter le reflet des politiques adoptées par les gouvernements. De plus, en Afrique, les difficultés dans les données rendent difficile

l'établissement de cibles chiffrées (Egil, 2015). Le suivi des résultats des ODD représente également un coût important. Par exemple, le suivi des résultats des OMD, s'il avait été effectué, était évalué à 28 milliards de dollars. Pour les ODD, leur suivi pourrait atteindre des sommes de 254 milliards de dollars. Cette somme représente près du double de l'APD complète. Pour les pays en développement, de telles ressources sont impensables à mobiliser (Hugon, 2016). Lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FHND) de 2015, les PED ont déclaré avoir besoin de 3,9 milliards de dollars pour réaliser les ODD, alors qu'ils ne disposaient que de 1,4 milliard à ce moment (IISD *Reporting Services*, 2015).

Finalement, les ODD ne sont pas contraignants, ils adoptent une vision basée sur le rehaussement de l'ambition. Ainsi, l'action est basée sur la bonne volonté des États qui sont influencés par leur réputation sur le plan international (Milly, 2015). Il est donc difficile de croire que les ODD pourront transformer le monde et répondre à tous ces objectifs. Pour Hugon (2016), la supposée universalité des ODD est une manifestation occidentale et un leurre au profit d'un projet néolibéral.

3.2 Instruments et politiques internationaux relatifs aux droits de la personne

La possibilité de jouir pleinement des droits octroyés par les instruments internationaux de défense des droits de la personne dépend de facteurs limitants. Ces facteurs déterminent le degré d'exercice égalitaire des droits selon l'individu. En effet, l'ethnie, la religion, le statut socioéconomique, l'âge, le genre, etc. conditionnent l'application des droits de la personne décrétés internationalement (Riviera Maldonada, 2014). Ce phénomène représente le reflet des dynamiques de discriminations structurelles et systémiques vécues aux quatre coins du monde. Effectivement,

« Certains groupes font l'objet d'une discrimination généralisée et tenace, qui est profondément ancrée dans les comportements sociaux et dans l'organisation sociale [...]. Cette discrimination systémique peut être comprise comme un ensemble de règles juridiques, de politiques, de pratiques ou d'attitudes culturelles [...] qui créent des désavantages [particuliers...] pour certains groupes, et des privilèges pour d'autres groupes » (Conseil économique et sociale, 2009, 5).

Historiquement, les femmes subissent cette discrimination structurelle, mais cette dynamique est banalisée, puisqu'elle prend part à un ordre social établi et respecté de tous (Riviera Maldonada, 2014). Plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits humains peuvent supporter les droits globaux de la femme, au premier rang desquels figure la CEDEF. En plus de la CEDEF, il y a « [...] la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Populations autochtones, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les deux Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques, et aux droits économiques, sociaux et culturels [...] » (UICN et PNUD, 2009, 47). Ces instruments internationaux combinés à la CEDEF sont influents pour la lutte contre les inégalités et les discriminations à l'égard des femmes. Parallèlement, d'autres outils nationaux permettent l'intégration effective du genre dans la lutte aux changements climatiques et aux discriminations, comme la Déclaration et la Plateforme d'Action de Beijing (DPAB), mises en place dans le cadre de la Conférence de Beijing de 1995 (UICN et PNUD, 2009).

3.2.1 Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes

La notion de discrimination dans son sens juridique est très récente dans le système français et la CEDEF est une des conventions pionnières dans le domaine (Andolfatto et al., 2016). La CEDEF tente de combattre les discriminations généralisées et profondément structurelles que vivent les femmes (Rivera Maldonada, 2014). Elle est souvent considérée comme la « Charte des droits pour les femmes » (UICN et PNUD, 2009). Elle a, entre autres, concrétisé le droit de vote des femmes en droit universel (Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2013).

D'abord, la Convention a induit des avancées remarquables dans la poursuite de l'égalité entre les sexes. (Roux, 2015). Signée en 1979, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies et ratifiée par 186 Parties, la CEDEF cherche à garantir les mêmes droits et chances de progrès pour les hommes et les femmes (UICN et PNUD, 2009). Par exemple, l'article 5 indique que :

« Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour modifier les schémas et modèles de comportement socioculturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières, ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes » (CEDEF, 1979).

Cet article reconnaît l'importance que les rôles sociaux jouent dans l'expression de ces discriminations structurelles et l'effet des rapports de force sur le conditionnement « naturel » de la femme (Roux, 2015). Au-delà de la simple reconnaissance de ces discriminations, la Convention aborde les moyens que l'État devrait entreprendre pour appliquer ces principes par le biais de l'éducation et l'urgence de mettre en place des mesures, même temporaires, pour répondre à ces problématiques (UICN et PNUD, 2009). En effet, l'article 3 de la Convention prévoit que des dispositions législatives doivent obligatoirement être prises dans tous les domaines liés au développement des femmes (Lamarche, 2015). Deux obligations contraignantes ressortent du texte de la Convention « l'obligation de mettre en place des mesures à caractère temporaire (§1) et des mesures à caractère structurel (§2) permettant d'atteindre « l'égalité transformative » visée par la Convention » (Rivera Maldonada, 2014, 4). Cependant, Béatrice Delzangles dans l'ouvrage de Pedone (2012), décrit l'autorité juridique de la CEDEF dans les ordres nationaux comme faibles. L'article 2a de la CEDEF oblige les Parties à « Inscrire dans leur constitution nationale ou toute autre disposition législative appropriée le principe de l'égalité des hommes et des femmes, si ce n'est déjà fait, et assurer par voie de législation ou par d'autres moyens appropriés l'application effective dudit principe » (CEDEF, 1979). Cet élément n'est pas exécuté chez toutes les Parties. Entre autres, le droit féministe n'est pas inscrit dans les traditions de toutes les Parties, ce qui rend la tâche ardue (Lamarche, 2015). Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CoDEF) ne peut pas forcer les États à adopter des mesures. En fait, le CoDEF a été mis en place afin de surveiller les États parties et s'assurer que la CEDEF est mise en place, mais son rôle se limite à celui de recommander et suggérer, sans pouvoir imposer (Giraud, 2015). Malgré tout, ce Comité a décrété l'obligation de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté des femmes et d'assurer la priorisation des groupes les plus vulnérables, comme les femmes vivant dans les

milieux ruraux, les femmes autochtones, âgées ou handicapées (art. 14) (Roux, 2015). Ainsi, le Comité permet l'identification des discriminations structurelles et la dénonciation de l'existence de groupes plus vulnérables, ce qui ultimement, permet d'adopter une vision intersectionnelle et « transformative » de l'égalité. En effet, « Les travaux du Comité sont ainsi une porte ouverte à l'autonomisation des groupes les plus vulnérables et rappellent que la garantie et l'effectivité des droits ne sont pas négociables, mais sont bien des obligations juridiques à caractère prioritaire » (Rivera Maldonada, 2014, 24). De surcroît, « (...) la CEDEF va au cœur du patriarcat », puisqu'elle s'oppose aux racines de la société patriarcale en refusant la séparation de la sphère publique et privée et en revendiquant la place prépondérante de l'État comme acteur central de son application (Lamarche, 2015).

Plusieurs critiques sont portées à l'égard de la CEDEF. Premièrement, les formes d'oppressions décrites s'articulent autour des thématiques de la famille, la ruralité, le travail, la maternité ou les stéréotypes (Lamarche, 2015). Plusieurs auteurs critiquent cette liste imparfaite et avancent que la Convention ne traite pas des discriminations multiples, mais seulement de celles basées sur le genre. Ce n'est que quinze ans plus tard que la notion de multidiscrimination est apparue aux Nations Unies dans le cadre de la Conférence de Beijing de 1995 (Roux, 2015). De plus, la CEDEF n'aborde pas des éléments centraux de la discrimination comme la pauvreté, la violence et les conflits armés (Lamarche, 2015). Selon Roux (2015), la prise en compte de l'intersectionnalité dans le droit permet de comprendre que les discriminations fondées sur le sexe entraînent d'autres formes de discrimination. Par exemple, l'article 1 indique que :

« [...] l'expression "discrimination à l'égard des femmes" vise toute distinction, exclusion ou restriction fondées sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme » (CEDEF, 1979).

Ainsi, cet article laisse entendre que l'égalité serait atteinte si les femmes obtenaient la même égalité que les hommes. Le « cadre de référence » des droits est celui dont jouissent les hommes. Donc, ceci peut contribuer à renforcer la binarité homme/femme plutôt que d'encourager l'égalité substantielle (Roux, 2015). De plus, la CEDEF perçoit les femmes comme un groupe homogène. Cette homogénéisation est monnaie courante dans les textes des conventions relatives aux droits de la personne. Bien qu'elle semble être inclusive, on se rend vite compte qu'elle opte pour une vision très occidentale (Rivera Maldonada, 2014). Pour conclure, selon Ruest-Paquette (2015), il y a encore aujourd'hui un vide légal pour la protection et la promotion des droits des femmes. Les outils internationaux, tels que la CEDEF, sont insuffisants pour assurer la protection juridique de leurs droits fondamentaux. Celle-ci est selon l'auteur, une condition au développement humain et à « l'épanouissement socioéconomique » (Ruest-Paquette, 2015).

3.2.2 Beijing+20

Dans le contexte du développement international, la place des femmes a grandement gagné en visibilité depuis la conférence de Beijing en 1995 (AFD, 2016). Cette conférence a attiré un nombre impressionnant d'acteurs de tous horizons, soit près de 17 000 participants, 30 000 activistes et 189 Parties représentées. Sa popularité sans équivoque était le reflet d'un désir collectif et partagé de lutter pour l'égalité des femmes

et des hommes partout dans le monde. En résultat des deux semaines de négociations internationales, la Déclaration et la Plateforme d'action de Beijing (DPAB) étaient mises en place et signées par les 189 Parties. Cette Plateforme comporte 12 champs d'action prioritaires (*UNWomen*, 2017). Il s'agit de la pauvreté, de l'éducation et de la formation, la santé, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et la prise de décisions, les mécanismes institutionnels, les droits de la personne, les médias et les jeunes filles (Conférence Mondiale sur les femmes, 1995). Elle constitue la plateforme la plus avancée en matière d'égalité des genres. Elle souligne l'autonomisation des femmes comme un élément central du développement durable et reconnaît les discriminations multiples quant à la diversité des thématiques abordées (NGO CSW, 2017). La réalisation de cette plateforme ambitieuse n'aurait pas pu voir le jour sans l'implication déterminante des organisations non gouvernementales (Shameem, 2015). Pour les Nations Unies, même vingt ans plus tard, celle-ci demeure une source d'inspiration (*UnWomen*, 2017).

La DPBA a été construite à la suite de plusieurs conférences internationales en commençant par la CEDEF en 1979 et enchaînant avec le Mexique en 1975, Nairobi en 1985, Vienne en 1993, Le Caire en 1994 et Copenhague en 1995. Elle s'inscrit dans un contexte international particulier. En 1995, c'était la fin de la guerre froide et le monde aspirait à la paix et à la sécurité dans les relations internationales. La DPBA admet que les problèmes de pauvreté et de discriminations sont causés par les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et la Banque mondiale et par les changements dans la structure économique mondiale (Cornwall et Edwards, 2015). Cependant, la DPBA ne réussit pas à intégrer adéquatement ces composantes qui dessinent le contexte international de l'époque (Giraud, 2015). De plus, elle reconnaît la place prépondérante de la démocratie et le besoin criant pour une meilleure représentativité politique des femmes au sein des instances (Cornwall et Edwards, 2015).

Lors de la Conférence de Beijing en 1995, les acteurs non étatiques ont eu plus de voix que jamais auparavant dans l'établissement du programme d'action. Cette conférence a permis l'émergence d'un réseau transnational ainsi qu'une mobilisation majeure réunissant différents acteurs, et particulièrement des femmes de partout dans le monde (Giraud, 2015; Alvarez, 2015). La DPBA a porté à l'agenda politique les débats entourant l'égalité des genres. La visibilité fut très grande et la volonté politique était au rendez-vous. Tous les cinq ans, un suivi de la progression de la plateforme est effectué. Pour l'instant, aucun pays n'a terminé l'agenda prévu il y a vingt ans. Les changements dans le rôle de l'État et l'apparition de nouveaux acteurs de développement particulièrement du secteur privé ont grandement influencé la mise en œuvre de la DPBA. Ces changements n'ont pas été anticipés par celle-ci. La progressive disparition de l'État et l'émergence du secteur privé et des organisations non gouvernementales sont le reflet de la montée en puissance du néolibéralisme. L'État fournit de moins en moins de soins à sa population et la privatisation des services sociaux est un phénomène généralisé qui affecte les femmes de façon significative (Cornwall et Edwards, 2015).

Qui plus est, peu de mesures et de politiques étatiques efficaces ont été mises en place en raison de la mouvance internationale et de l'enthousiasme pour des campagnes corporatives de valorisation de la

femme comme une actrice de changement dans la lutte contre la pauvreté. Vingt ans plus tard, les défis décrits dans la DPBA sont restés les mêmes. Certains ont pris plus d'ampleur, tels que les femmes et l'environnement ou les femmes et les médias. Certes, il y a eu des progrès. Par exemple, 50 pays sont aujourd'hui dotés d'un Plan national d'action sur les femmes et leur sécurité. À l'instar de ce constat, il semble évident que les Parties étaient plus enthousiastes à signer la DPBA qu'à appliquer des mesures législatives concrètes sur le plan national. (Cornwall et Edwards, 2015).

À l'occasion des 20 ans de la DPBA, la 59^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW 59) s'est tenue du 9 au 20 mars 2015. Une déclaration politique devait émaner de cette session afin de redonner un élan aux actions effectuées en vertu de la DPBA (Organisation Internationale de la Francophonie [OIF], 2015). Naureen Shameem (2015) de l'organisme des droits des femmes, *Awid*, argumente que le résultat final de la session de la CSW 59 est très décevant. La déclaration politique s'est avérée très floue et exempte de réelles actions pour le futur. Quelques aspects positifs en sont ressortis, tels que l'intention d'assurer l'accroissement des efforts de mise en œuvre du programme et l'importance de l'approche de l'égalité des genres dans les actions post-2015. Le caractère multiple et convergent des discriminations vécues par les femmes et les filles a également été énoncé. Cependant, aucun lien n'a été souligné entre la DPBA et la CEDEF, au-delà de simplement rappeler aux États de ratifier la CEDEF. Shameem (2015) déplore le manque d'universalité et « d'indivisibilité des droits humains » dans le discours politique. Pour beaucoup d'organisations non gouvernementales, la Conférence Beijing +20 en 2015 était l'occasion de propulser la Plateforme de 1995 et la CEDEF conjointement dans le but d'élaborer l'Agenda 2030 (NGO CSW, 2017). Cependant, à l'occasion de la CWS 59, la société civile a été complètement exclue du processus, ce qui a contribué à empêcher le renouvellement des ambitions dans la Déclaration politique devant en ressortir. Pour la société civile, la Déclaration politique de la CWS 59 « n'est qu'une pâle réaffirmation des engagements existants qui n'atteint pas le niveau des ambitions de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et qui de fait, laisse présager une sérieuse régression » (Shameem, 2015). Les organisations féministes ayant propulsé l'application de la DPBA depuis les vingt dernières années, craignent une exclusion dans l'espace de participation publique pour la société civile (Shameem, 2015).

Pour conclure, plusieurs acteurs croient qu'il est temps de prévoir une 5^e Conférence mondiale afin de discuter des avancements depuis 1995. Cette conférence contribuerait à resserrer les liens transnationaux établis à Beijing 20 ans plus tôt. Pour certains, ce serait l'occasion d'inspirer les jeunes féministes et d'instaurer un vent de fraîcheur au sein du mouvement. Pour d'autres, un tel événement nécessiterait trop de ressources et d'énergie pour valoir la peine. Les discussions qui ont eu cours sur l'avenir de la Plateforme de Beijing post-2015 ont souligné le désir que les ODD puissent servir la DPBA et la propulser. Selon Sarah Bradshaw, une telle manœuvre dépend de la transformation des ODD en actions concrètes et tangibles, au-delà du simple cadre théorique proposé (Cornwall et Edwards, 2015).

3.3 Mise en œuvre des politiques internationales sur le plan national dans les pays en développement

Depuis 2005, l'approche de genre doit être généralisée à tous les programmes découlant des Nations Unies en raison de l'adoption d'une résolution par le Conseil économique et social des Nations Unies. Cependant, plusieurs obstacles se posent sur la route de l'intégration du genre de façon généralisée. En effet, le genre n'est pas considéré comme un secteur principal, ce qui rend difficile le développement d'expertise précise sur le sujet. Un manque d'expertise flagrant se fait sentir et particulièrement dans les pays en développement. La plupart du temps, l'expertise est là, mais elle se retrouve dans les milieux traditionnels où les femmes vivent des discriminations ou bien dans des programmes précis, lorsqu'ils existent. Un second obstacle est le manque de consultation des principales concernées en tant que parties prenantes, soit les femmes en situation de vulnérabilité. En effet, celles-ci ne seraient pas suffisamment incluses dans le processus de consultation (UICN et PNUD, 2009). Dans une optique de transversalité de la notion de genre, il est important d'effectuer une analyse selon le genre, même si le projet ne porte pas spécifiquement sur ce sujet. De plus, le dialogue et l'intégration des parties prenantes sont décrits comme des éléments essentiels dans toute démarche visant le développement (AFD, 2016). Que ce soit la CDB, la CCNUCC, les ODD, tous ces instruments et leurs composantes doivent intégrer le genre, ce qui favorise l'assimilation du concept au sein des politiques nationales des pays signataires. Ainsi, cette section exposera les avancements et l'état de la mise en œuvre de l'analyse selon le genre dans les différents instruments internationaux précédemment abordés sur le plan national, soit les SPANB, le Plan d'action de l'égalité des sexes 2015-2020, les PNA et les ODD.

3.3.1 Mise en œuvre et intégration du genre dans les Stratégies et les Plans d'Action national pour la Biodiversité

En 2016, la plateforme internet du Secrétariat de la CDB comptait 254 SPANB. Parmi eux, 56 % faisaient référence au moins une fois à la femme ou au genre (*International Union for Conservation of Nature Global Gender Office* [IUCN GGO], 2016a). Qui plus est, les Parties doivent également présenter un rapport à la CDB qui fait état de leurs mesures d'implantation de la Convention sur le plan national. En décembre 2016, 173 pays avaient remis leur 5^e rapport national et 67 % mentionnaient le genre ou la femme (IUCN GGO, 2016b). Plusieurs manques quant à l'intégration du genre dans les SPANB persistent. Seulement 7 pays ont caractérisé les femmes comme des agentes de changement, soit 4 % des SPANB. La répartition équitable des ressources est souvent prônée, mais pratiquement aucune mesure n'est expliquée précisément. Néanmoins, 40 pays caractérisent les femmes comme des maîtres de l'environnement, ce qui reflète une compréhension de leur rôle dans la gestion des ressources naturelles. Seulement 7 % des pays déclarent que l'égalité des sexes est le principal objectif du SPANB. En outre, une majorité de SPANB mentionne la femme au travers de mesures d'éducation à l'environnement, ce qui limite la promotion de son rôle de détentrice des savoirs traditionnels et de gestionnaire de la biodiversité. Concernant les actions concrètes, seulement 11 % des pays ont mis en place des activités sur le genre et 9 % y ont consacré un

budget. Finalement, un manque flagrant de données ventilées sur le sexe se fait ressentir. En effet, « long est encore le chemin à parcourir pour faire en sorte que le genre soit efficacement intégré dans les SPANB et leur mise en œuvre » (CDB, 2016c, 6). Il y a un besoin criant en matière d'engagement de la part des acteurs. La réalisation du Plan pour l'égalité entre les sexes de 2015-2020 et l'intégration de l'objectif 5 des ODD (égalité des sexes) ne pourront être possibles sans une volonté politique accrue (CDB, 2016c).

Néanmoins, en 2016 le IUCN GGO en collaboration avec le *Japan Biodiversity Fund* a mis en place un programme de soutien et de renforcement des capacités pour l'intégration du genre dans les SPANB pour trois PED, soit le Brésil, l'Ouganda et le Mexique. La première version du rapport donné par le Brésil ne contenait aucune référence au genre ni aux femmes, mais à la suite d'un processus d'accompagnement et de formations, le rapport final contenait 37 références, dont l'incorporation de l'égalité des genres dans son cadre légal national et international. Le Mexique est passé quant à lui de 21 à 203 mentions dans sa version définitive remise en 2016, en plus d'avoir augmenté le nombre d'activités de promotion de la femme et d'indicateurs sexospécifiques. Finalement, l'Ouganda avait 211 mentions du genre ou de la femme dans son rapport définitif et prévoyait la mise en œuvre de 31 activités de renforcement des capacités des femmes dans la conservation de la biodiversité ainsi que des budgets alloués (IUCN GGO, 2016a).

Parallèlement, le Plan d'action pour l'égalité des sexes identifie quatre axes stratégiques. Ces objectifs stratégiques sont mis en œuvre par les Parties, mais également par le Secrétariat de la CDB, puisque le Plan propose des actions pour l'un et l'autre. Les actions sont regroupées en catégories, soit la sphère politique qui favorise la création d'un cadre politique sensible au genre dans la CDB et le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique; la sphère d'organisation qui cible la considération du genre dans les éléments organisationnels et institutionnels et la reddition de comptes; la sphère de prestation qui vise à généraliser l'approche sexospécifique dans la Convention et le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique; et la sphère de groupes cibles qui a pour objectifs de mobiliser les parties prenantes et assurer de mettre à profit les bonnes pratiques déjà existantes (CDB, 2014b). Un court rapport présenté en mai 2016 à Montréal à l'occasion d'une rencontre du Comité subsidiaire fait état des avancements relatifs à chacune des sphères du Plan d'action pour l'égalité des sexes 2015-2020 au sein du Secrétariat de la Convention. Premièrement, concernant la sphère politique, comme mentionné précédemment, des fonds offerts par le *Japan Biodiversity Fund* a permis de supporter trois PED dans l'intégration du genre dans leur SPANB. Un atelier a également été tenu en février 2016 au Mexique rassemblant des experts du genre et de la biodiversité ainsi que des dirigeants et des regroupements de femmes afin d'offrir une formation aux Parties en vue de réviser leur SPANB. À noter qu'aucun fonds n'a encore été attribué pour que le Secrétariat s'assure du respect des engagements monétaires pris par les Parties dans le cadre du Plan. (*Subsidiary Body on Implementation* (SBI), 2016). En ce qui a trait à la sphère d'organisation, le Secrétariat a créé un groupe interne, composé de représentants de toutes les unités, voué à l'intégration du genre dans les sphères de la Convention. De plus, des formations sur l'intégration transversale du genre ont été offertes par un expert du PNUE aux employés du Secrétariat de la CDB, en avril 2015. Le Secrétariat contribue également aux objectifs établis par le PNUE dans le cadre de ses politiques et stratégies tels que le *United*

Nations System-wide Action Plan on gender equality and the empowerment of women et le *Policy and Strategy on Gender Equality and the Environment 2014-2017* (SBI, 2016). Dans le cadre de la sphère de prestation, le Secrétariat a procédé à la révision du document *Guidance on mainstreaming gender into work under the Convention on Biological Diversity* par les pairs. Plus de 80 représentants d'organisations ou autres travailleurs ont révisé le document en vue de la CdP13 à Cancún dans le but de rendre plus accessible son contenu et de l'adapter aux différentes parties prenantes. Les Parties ainsi que les populations locales et autochtones ont également été invitées à partager leurs préoccupations et leurs expériences relativement à l'égalité des sexes. Finalement, le Secrétariat a fourni des efforts constants afin d'établir des liens et d'assurer le dialogue entre les diverses parties prenantes en vue de répondre à la quatrième sphère, celle des groupes cibles (SBI, 2016).

Pour les Parties, plusieurs barrières persistent dans ces objectifs d'intégration. Il s'agit, par exemple, de la « collecte et l'utilisation de données ventilées par sexe ». Les Parties disposant des ressources et des compétences se sont engagées à poursuivre cette voie (CDB, 2014a). C'est effectivement un thème qui est largement abordé dans la littérature, soit : « l'importance de collecter des données sexospécifiques » (AFD, 2016). De plus, il existe un besoin en matière de renforcement des capacités des acteurs qui procèdent à l'intégration du genre. En outre, il est aussi nécessaire de partager les données et de communiquer entre les différentes conventions en environnement. En effet, la multiplication des différentes conventions et des forums internationaux permet difficilement une articulation entre eux et nuit à leur mise en œuvre (Maljean-Dubois, 2013).

3.3.2 Mise en œuvre et intégration du genre dans les stratégies et les Plans nationaux d'adaptation

L'élaboration des PNA s'appuie sur les lignes directrices des PANA (Groupes d'Experts des PMA, 2012). D'abord, le processus d'élaboration doit être participatif et doit donc inviter toutes les parties prenantes à y contribuer, dont les populations plus vulnérables qui sont les premières personnes concernées. Ensuite, ils doivent mettre l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Une approche multidisciplinaire, une complémentarité avec les programmes existants, la rentabilité et la mise en valeur de l'environnement sont également des principes d'élaboration (UNFPA et WEDO, 2009). Les PMA sont en fait les seuls responsables de mettre en œuvre les PNA sur leur territoire. Les PNA visent la cohérence avec les programmes nationaux déjà établis afin de faciliter la prise en charge et l'application. Ils sont également conçus pour que le suivi et l'évaluation soient constants et adaptés (Groupe d'Experts sur la PMA, 2012). Les PNA sont flexibles et peuvent être mis en œuvre selon les circonstances des pays. L'organe principal qui finance cette mise en œuvre est le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) qui est alimenté par les Parties (UNFPA et WEDO, 2009). Dans le cadre des PNA, le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial pour les changements climatiques permettent aussi d'appuyer l'élaboration des projets d'adaptation (Groupe d'Expert sur la PMA, 2012). De plus, les pays doivent contribuer au financement des

PANA par l'entremise des investissements nationaux, de l'APD ou ceux des organismes multilatéraux (UNFPA et WEDO, 2009). La stratégie de mise en œuvre des PNA s'articule sous quatre angles principaux :

« 1. Hiérarchisation des activités d'adaptation aux changements climatiques 2. Élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre de l'adaptation (sur le long terme) 3. Renforcement des capacités de planification et de mise en œuvre des mesures d'adaptation 4. Promotion de la coordination et des synergies au niveau régional et avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement » (Groupe d'Experts sur la PMA, 2012).

En 2009, 43 des 48 PANA avaient été soumis au Secrétariat de la CCNUCC. En tout, 450 projets d'adaptation urgents et 11 projets prioritaires par pays ont été identifiés. Le financement de tous ces projets représente 1,66 milliard \$US (CCNUCC, 2014c). Cependant, en 2009, le fonds des PMA du FEM n'avait reçu que 176,9 millions \$US versés par 19 donateurs (UNFPA et WEDO, 2009). En 2015, le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire de l'Allemagne a versé une somme de 12 millions de dollars US dans un programme d'intégration de l'agriculture dans les PNA, mis en place par la FAO et le PNUD. Ces fonds iront pour aider le Népal, le Kenya, les Philippines, la Thaïlande, l'Ouganda, l'Uruguay, le Viet Nam et la Zambie à intégrer les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des pêches dans leur PNA. L'Allemagne avance que cette aide est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire mondiale face aux changements climatiques (FAO, 2015).

Lors de la CdP22 à Marrakech en novembre 2016, le Fonds pour l'adaptation a dépassé son objectif de collecter 80 millions de dollars US. Le Fonds vert pour le climat a également octroyé une somme de 3 millions de dollars US par pays pour l'adaptation. De plus, le Secrétariat de la CCNUCC demande instamment que des fonds supplémentaires soient versés par les donateurs en vue de mettre en œuvre les PNA (IISD Reporting Services, 2016b). À ce jour, le Brésil, le Burkina Faso, le Cameroun, le Sri Lanka et le Soudan ont déposé leur PNA sur la plateforme du Secrétariat (Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) Plan d'Adaptation National (PNA) Centrale, s.d.). Le Secrétariat a aussi été ravi de constater que les pays qui ont entamé la mise en œuvre de leur PNA ont tous reçu l'appui d'organismes multilatéraux. D'autres processus ont été mis en place pour appuyer les pays dans l'élaboration et l'exécution de leur PNA comme : « l'organisation d'expositions régionales sur les PNA ; l'organisation d'une formation sur les PNA; l'élaboration d'études de cas sur les PNA ouverts; et l'élaboration d'un document d'information [...] concernant les communautés, groupes et écosystèmes vulnérables [...] » (IISD Reporting Services, 2016b). La date limite pour remettre les PNA au Secrétariat a été reportée au 4 octobre 2017 (IISD Reporting Services, 2016b). Parallèlement, le Fonds vert pour le climat a adopté un plan d'action sur le genre en 2015, de même que le Fonds d'investissement pour le climat en 2014 et 2016 et le Fonds pour l'adaptation en 2016. Avant 2014, seulement 26 % des demandeurs du Fonds d'investissement pour le climat fournissaient un plan d'action sur le genre. À présent, ce pourcentage s'élève à 68 % (GGCA, 2016).

3.3.3 Mise en œuvre et intégration du genre dans les Objectifs de développement durable

Moins de deux ans après l'adoption des ODD, le FHNDD a déjà eu lieu, du 11 au 20 juillet 2016 à New York, sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies. L'événement a réuni 1 500 personnes (IISD Reporting Services, 2016c). Pour assurer le suivi des ODD, ce Forum aura lieu chaque année et un autre supplémentaire se tiendra tous les quatre ans pour réunir les chefs d'État. Le FHNDD s'échelonne sur 10 jours, dont 3 jours en présence de ministres. D'ailleurs, son titre sera probablement changé pour « Conférence annuelle de révision des ODD ». Le but de ce rassemblement est d'établir le bilan des actions de mise en œuvre des ODD, mais également de vitaliser la volonté politique et les dialogues intergouvernementaux (Rigot, 2016). Lors du premier Forum, 22 pays ont présenté l'état des avancements de la mise en œuvre des ODD. Parmi ceux-ci se trouvaient 7 pays développés et 15 pays en développement (Vaillé, 2016). Évidemment, ces avancements ne sont pas présentés sous forme de statistiques ou d'indicateurs, mais plutôt sous forme d'engagements et de ligne directrice pour la mise en œuvre dans les prochaines années. La production de ces rapports est entièrement volontaire, d'où son titre « revues nationales volontaires » (Rigot, 2016) ou « évaluations nationales volontaires [ENV] » (IISD Reporting Services, 2016c).

De cette rencontre on retient d'abord que le niveau de représentativité des membres d'États était relativement élevé, ce qui reflète une volonté politique. Plusieurs États ont également entamé des démarches pour intégrer les ODD dans leurs politiques nationales, leur administration publique et même leur budget, dans le cas de la Colombie (Vaillé, 2016). D'ailleurs, plusieurs ont souligné le caractère universel des ODD (IISD *Reporting Services*, 2016c). De plus, les Parties présentes sont invitées à émettre des autocritiques et à poser des questions sur le contenu des ENV de leurs pairs. Cependant, les mécanismes de suivi sont facultatifs, puisque le format des ENV est également volontaire, ce qui pose des limites importantes à évaluation (Vaillé, 2016). Les Parties se sont inquiétées de ce manque de suivi et se disent préoccupées de ne pas savoir si les pays continueront de présenter des ENV (IISD *Reporting Services*, 2016c).

Le principe d'inclusion est un élément majeur du programme international pour le développement durable pour 2030. Aucun pays ne doit être laissé derrière et tout le monde doit mettre la main à la pâte en vue de réaliser les ODD (Rigot, 2016). À cet effet, le thème du Forum de 2016 était « Veiller à ne laisser personne derrière ». La société civile a donc pu s'exprimer 116 fois au total. Cependant, des intervenants ont souligné que les populations les plus vulnérables et marginalisées n'étaient pas présentes au rassemblement (IISD *Reporting Services*, 2016c). Une problématique concernant l'inclusion des parties prenantes a été soulevée dans l'élaboration des ENV. Certains pays européens comme l'Allemagne, la Suisse, la Finlande et la Norvège ont fait appel à la société civile afin de les intégrer dans la mise en œuvre, mais seulement 10 % des ENV ont consulté ou impliqué la société civile jusqu'à présent (Vaillé, 2016). À cet effet, les intervenants ont émis des préoccupations quant à l'exclusion des femmes dans le processus. Les Parties présentes se sont rappelé à nouveau l'importance d'introduire des données sexospécifiques dans tous les ODD. Une

session du Forum a été dédiée à « créer des sociétés pacifiques et plus inclusives et autonomiser les femmes et les filles ». Lors de cette séance, la conférencière Lakshmi Puri a souligné l'importance de la réalisation de l'ODD 5 sur l'égalité des sexes et son lien étroit avec l'ODD 16 qui cible la paix et la justice. Les Parties ont abordé les questions d'éducation, de représentativité politique, de l'importance de la société civile dans l'autonomisation des femmes et par-dessus tout, le besoin d'inclure de façon transversale l'ODD 5 dans tous les autres ODD (IISD *Reporting Services*, 2016d).

4. ÉTUDES DE CAS EN AGROBIODIVERSITÉ : DONNER LE POUVOIR AUX FEMMES POUR MIEUX S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les études de cas ont pour objectifs d'illustrer les propos abordés aux chapitres 1, 2 et 3 et d'articuler des recommandations basées sur des réalités vécues par différents pays aux quatre coins du monde, soit au Burkina Faso, au Brésil, au Maroc et au Népal. Ces études de cas portent sur des projets de gestion de l'agrobiodiversité qui intègrent ou non une perspective de genre et seront analysées grâce aux divers facteurs du renforcement de l'agrobiodiversité exposés dans cet essai. Les recommandations se retrouvent au chapitre 5 et sont adressées aux Parties signataires de la CDB et de la CCNUCC, ainsi qu'à la société civile et aux organisations internationales.

4.1 Cadre d'analyse

Tout d'abord, la méthode de sélection des études de cas sera explicitée. Ensuite, chacune des études choisies sera décrite et articulée selon la même structure de présentation. Une grille d'analyse multicritère, exposée à la section 4.1.2, permettra d'attribuer une notation à chacune des études selon la sphère environnementale, sociale, économique et de gouvernance. À la lumière de ces résultats, une présentation des constats pour chaque sphère d'intervention, suivie d'une discussion analytique, permettra d'évaluer les différents projets d'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques selon une perspective de genre.

4.1.1 Sélection des études de cas

Dans le cadre de cet essai, la lecture d'une vingtaine d'articles de projets divers a permis de sélectionner huit études de cas plus spécifiques et pertinentes au contexte. Un bref résumé de chacune des études est exposé à l'annexe 1. Par la suite, une lecture approfondie de ces huit études a été effectuée afin de remplir la grille de sélection des études de cas (annexe 2). Cette grille est également accompagnée d'une définition des critères de sélection des études de cas (annexe 3). De ces huit études, quatre ont été sélectionnées et font l'objet de l'analyse à la section 4.3. Les études de cas sélectionnées sont situées dans la région de Cassou au Burkina Faso, dans la région de Bahia au Brésil, dans la région de Souss Massa au Maroc et dans les villages de Begnas et Karchowa au Népal. À noter que, malgré l'obtention du même résultat dans la grille de sélection des études de cas (annexe 2), le Maroc a été sélectionné plutôt que l'Équateur afin de représenter les différentes régions du monde.

4.1.2 Grille d'analyse multicritère

L'analyse des études de cas a pour but de comparer les différents projets d'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques ainsi que les conditions et les opportunités qu'ils offrent aux femmes et aux populations vulnérables. Comme il a été démontré dans les chapitres précédents, l'intégration du genre est une composante essentielle dans la poursuite du développement durable et c'est pour cette raison que le genre et la place des femmes sont au centre de cette analyse. Afin de procéder, une grille d'analyse multicritère a été créée. Toujours dans une optique de développement durable, cette grille est construite

selon les quatre piliers du concept, soit l'environnement, le social, l'économie et la gouvernance. Cependant, les critères intègrent des concepts écoféministes tels que la baisse des inégalités et les changements de paradigmes.

L'objectif principal de cette analyse est de ressortir les éléments essentiels au développement d'un projet en agrobiodiversité, dans un contexte de changements climatiques, dans les pays en développement et selon une approche de genre. À cet effet, des concepts fondamentaux seront analysés à travers les différentes sphères d'analyse et représentent les critères d'analyse du tableau 4.1.2. Ces aspects permettront donc de répondre à quelques questions clés lors de la discussion à la section 4.4. Ces questions sont notamment : Est-ce que l'agrobiodiversité permet aux femmes de mieux s'adapter aux changements climatiques?; Est-ce que le droit foncier pour les femmes est fondamental à un projet d'agrobiodiversité égalitaire?; Quelle place doit être accordée aux connaissances traditionnelles et aux communautés de femmes dans le développement de ces projets?; Est-ce que l'adaptation basée sur les écosystèmes promue par la Convention sur la diversité biologique est une approche valable pour un projet d'agrobiodiversité et une adaptation aux changements climatiques égalitaire et renforcée?

Ainsi, les critères se retrouvant dans la grille ont été pondérés de 1 à 3 selon l'importance de ceux-ci dans l'atteinte d'un projet qui positionne le genre au centre de l'agrobiodiversité et de sa gestion. Ensuite, chaque étude de cas obtient un pointage sur 3 par critère. Le pointage est défini ainsi :

0 → Le projet ne répond pas à ce critère

2 → Le projet répond moyennement au critère

1 → Le projet répond un peu au critère

3 → Le projet répond fortement au critère

Chaque projet obtient une performance partielle en pourcentage pour chacune des sphères du développement durable, ainsi qu'une performance globale finale en pourcentage, ce qui permet une analyse détaillée. En fait, le maximum de points pouvant être obtenu pour une étude de cas par sphère est le résultat de l'addition des trois multiplications, soit trois (le pointage maximal possible) fois la pondération du critère. La pondération est de 1 à 3. L'explication et la justification de la pondération de chaque critère sont données à l'annexe 4. Chaque sphère a un chiffre total différent et le total partiel est transformé en pourcentage. Ensuite, la moyenne des quatre performances partielles en pourcentage est calculée en pourcentage également, ce qui expose la performance globale de l'étude de cas. La performance globale est arrondie à la dizaine près.

Afin d'alléger le texte, les références pour les études de cas sont présentées à l'annexe 1. Les études de cas sélectionnées sont à l'intérieur des cases grises. Les sources utilisées sont : (*Global Environmental Facility* [GEF], s.d.); (GEF, 2009), (GEF, 2014); (Lopes et Jomalinis, 2011); (Maiga, 2014); (Sthapit, Shrestha et Upadhyay, 2012). Si une autre source est utilisée, celle-ci est ajoutée au texte.

4.2 Études de cas

D'emblée, les quatre études de cas sont présentées et détaillées selon la même structure. Ainsi, chaque description expose la localisation du projet, l'organisation responsable, le financement, les moyens de subsistance des populations, les conséquences des changements climatiques ressenties, les résultats en bref et autres informations complémentaires au besoin. La localisation précise de chaque étude de cas est exposée à l'annexe 5.

4.2.1 Étude de cas n° 1 : Droits fonciers pour les femmes de Niessan et Panassin au Burkina Faso

Cette étude de cas porte sur l'acquisition de droits fonciers pour les femmes de la commune de Cassou au Burkina Faso, plus précisément dans les villages de Niessan et Panassin. Il s'agit d'un projet organisé par le Groupe de recherche et d'action sur le foncier et financé par un consortium de 10 partenaires internationaux, fondateurs du Fonds commun genre. Ce projet a été initié à la suite de l'adoption de la loi sur le foncier en juin 2009 et a pour but d'encourager les hommes à léguer une portion de terre à leur femme en vue d'une sécurisation des droits fonciers de celles-ci. Grâce à cette initiative, 105 femmes ont pu acquérir des droits de propriété légaux, soit 58 femmes à Niessan et 47 à Panassin.

Au Burkina Faso, l'agriculture, l'élevage et l'exploitation des ressources naturelles représentent 92 % des activités de subsistance. La région de Cassou est localisée au sud du pays (fig. A, annexe 1) et plus particulièrement dans la région du Sahel. Le Sahel est une des régions du monde les plus sensibles et vulnérables aux changements climatiques et où les variations de température les plus extrêmes sont observées (Romero Gonzalez, Belemvire et Saulière, 2011). En fait, depuis les années 1970, il y a une baisse de la pluviométrie ainsi qu'une augmentation des températures et des phénomènes climatiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations et les grands vents (Korbéogo, 2014).

Comme cela a été abordé plus tôt, le secteur de l'agriculture est l'un des secteurs les plus gravement affectés par les changements climatiques et il influence directement la sécurité alimentaire des communautés, notamment celle de la région de Cassou. La majorité des femmes burkinabés entretiennent une petite ferme avec un nombre limité de variétés de semences, soit principalement le millet, le sorgho et le maïs, qui représentent de 85 % à 90 % de l'alimentation des Burkinabés (Romero Gonzalez et al., 2011). Ainsi, la sécurisation des droits fonciers pour ces femmes représente une opportunité d'autonomisation, un renforcement de leur résilience et une reconnaissance de leurs droits humains.

4.2.2 Étude de cas n° 2 : La systématisation au service de l'autonomisation des femmes brésiliennes

La présente étude de cas se déroule au Brésil, plus précisément dans la région de Bahia (fig. B, annexe 1). Ce projet qui a débuté en 2007, se nomme *Women and Agroecology*, mis en œuvre par l'organisme *ActionAid Brazil* en partenariat avec le *National Network of Agroecology* et supporté par *The Association for Women's Rights in Development* (AWID). La région est caractérisée par un climat semi-aride ou tropical

de savane. Le projet s'adresse aux femmes qui ont déjà un accès à la terre et vise à leur offrir un espace de discussion sur le plan local.

La colonisation du Brésil a offert de larges étendues de terre aux colons portugais afin d'étendre l'agriculture vers l'exportation. À cette époque, plusieurs familles ont perdu leurs droits sur leurs terres ancestrales. Au début du 19^e siècle avec l'abolition de l'esclavage, les petites fermes agricoles familiales ont commencé à revenir, mais à partir de 1950, le processus d'industrialisation au Brésil était lancé et les réformes agraires nécessitaient de grandes étendues de terre pour être mises en place. Il s'agissait d'un débat rempli d'animosités, puisque plusieurs ne croyaient pas que le développement du pays devait passer par l'agro-industrie. C'est pour cette raison que ce développement s'est fait sans véritable consultation démocratique et sans respecter les droits fonciers ancestraux. À présent, l'agro-industrie est bien présente et plusieurs entreprises multinationales se sont établies (Lopes et Jomalinis, 2011).

Aujourd'hui, le Brésil occupe une place centrale sur la scène internationale en tant que huitième émetteur de gaz à effet de serre, dixième économie mondiale et troisième pays émergent. Ce pays est vulnérable aux changements climatiques en raison de sa très grande « diversité biologique et de la fragilité de ses écosystèmes » (Santos Pereira et Lèbre La Rovere, s.d.). Les changements climatiques se traduisent par une augmentation des feux de forêt, une modification de la pluviométrie, une hausse du niveau des mers, des inondations et une perte massive des récifs coralliens. En plus d'avoir un impact sur les ressources émanant de la biodiversité, ce sont les agriculteurs et agricultrices qui doivent adapter leur mode de vie. Les conséquences des changements climatiques affectent les récoltes et la production (Santos Pereira, A. et Lèbre La Rovere, E., s.d.). De plus, le pays est empreint de nombreuses inégalités dans le secteur agricole. En fait, ce secteur emploie 19 % de la population brésilienne et 85 % des agriculteurs pratiquent l'agriculture de subsistance. Cependant, 39 000 fermes possèdent 42,5 % des terres, alors que les 4,3 millions de petits producteurs se partagent l'autre part du gâteau (Hénin, 2014). Les femmes sont les premières touchées par cette crise. Celles-ci affrontent un double défi puisque leur travail, particulièrement en agroécologie, n'est pas reconnu. Le projet *Women and Agroecology* tente de faire reconnaître le travail de ces femmes, leurs compétences, et de favoriser leur autonomisation par l'organisation en communauté. L'organisme avance que l'agroécologie et l'autonomisation des femmes vont de pair et qu'en créant des lieux d'échanges et de discussions, celles-ci gagneront en reconnaissance, en ressources et en autonomie. Parmi les femmes interrogées, les résultats démontrent que ces objectifs ont été atteints pour plusieurs d'entre elles.

4.2.3 Étude de cas n° 3 : Approche économique circulaire pour la conservation de l'agrobiodiversité au Maroc

La prochaine étude de cas porte sur un projet développé au Maroc dans la région de Souss Massa (fig. C, annexe 1). Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural, des Eaux et des Forêts du Maroc veut développer une approche économique circulaire pour la conservation de l'agrobiodiversité et la mise en valeur des produits du terroir comme l'argan. Le projet a été soumis en juin

2009, approuvé en juin 2011, implanté entre mars 2012 et mars 2017 et financé par le GEF. L'élément surtout retenu dans le cadre de cette étude de cas est la production d'huile d'argan et le support du projet apporté aux coopératives de femmes. En résumé, le projet propose une vision durable de la production des produits du terroir, l'intégration transversale de la gestion de la biodiversité dans la production, un renforcement des capacités en vue de conserver les services écosystémiques de l'agrobiodiversité, l'obtention d'une certification biologique pour les produits issus de l'écosystème de l'arganier, et ce, entre autres, par le support aux coopératives de femmes déjà en place.

Souss Massa est une région particulièrement aride du pays, mais elle est également très importante pour l'agriculture nationale puisqu'on y produit 3,5 % de la production de céréales, 53 % des fruits et 83 % des légumes. En fait, c'est 3,2 millions de personnes qui dépendent du secteur agricole dans cette région. L'arganier, caractéristique de l'écosystème régional, est un arbre endémique au Maroc et son huile est extraite depuis des décennies par les femmes marocaines au moyen de techniques traditionnelles. Celui-ci dispose de propriétés qui lui permettent de se développer dans des conditions de vie très arides (GEF, 2009). Ce produit est originalement utilisé à des fins dermatologiques pour soigner des problèmes de peau comme l'acné et la peau sèche ou encore pour des fins esthétiques, comme la réduction de l'apparence des rides. Les Marocaines cuisinent également ce produit, puisqu'il est bénéfique pour le cholestérol et l'arthrite (Moulds, 2015). Grâce à leur utilisation traditionnelle et leurs connaissances du territoire et des bienfaits de l'arganier, les femmes détiennent un savoir traditionnel inestimable quant à la gestion de la biodiversité dans les régions arides marocaines (Fernandez et Elias, 2014). Aujourd'hui, l'argan est un produit très prisé par les compagnies internationales de cosmétiques, comme L'Oréal et Lush, et ce, justement pour ses propriétés esthétiques. La libéralisation économique de ce marché menace l'arganier en raison des pressions exercées sur la ressource (Moulds, 2015).

Au cours des dernières années, les conséquences des changements climatiques se font sentir dans la région de Souss Massa en raison d'une augmentation des sécheresses ainsi que des problèmes de désertification. Ces conséquences sont entre autres causées par le retrait de la végétation, la surexploitation des ressources naturelles et les pressions exercées par l'agriculture extensive et le pâturage non contrôlé (GEF, 2009). L'arganier a pour fonction de limiter l'avancement des déserts en créant une barrière naturelle. Pour cela, la forêt d'arganier a été déclarée « Réserve de Biosphère » en 1998 (Moulds, 2015). De plus, la variabilité climatique et l'augmentation de l'aridité ressentie déjà dans la région s'accroîtront dans les prochaines années comme résultat des changements climatiques. Selon un outil de modélisation mis en place par la FAO (2013), le secteur de l'agriculture sera gravement touché par ces changements. La hausse des températures prévue est estimée de 2,3 °C à 2,9 °C en 2050 et jusqu'à 4,1 °C en 2080. De fortes modifications de la pluviométrie influenceront directement le secteur rural. Une diminution des précipitations de 13 % à 30 % pour 2050 est prévue. En fait, les précipitations sont intimement liées au produit intérieur brut (PIB) marocain, puisque 75 % des fluctuations du PIB sont expliquées par la variation des précipitations. À cet effet : « Le rapport IPCC [*Intergovernmental Panel on Climate Change*] a estimé qu'en 2050 le changement climatique affectera de 22 % les pénuries d'eau

dans la région d'Afrique du Nord, tandis que 78 % de l'augmentation des pénuries d'eau seront attribuées à des facteurs socio-économiques » (FAO, 2013, 2). La région a expérimenté une hausse de sa pauvreté liée à la dégradation de son environnement. En bref, ce sont les « pratiques agricoles non durables, les opportunités de marché limitées et les investissements privés qui ont contribué à la dégradation des ressources de base dans la région de [Souss Massa] » (GEF, 2009).

Afin de faire face à l'augmentation de la demande pour les produits issus de l'arganier, des coopératives de femmes ont été créées (Moulds, 2015). Le nombre de coopératives féminines a été multiplié par quatre de 1997 à 2006 (Damamme, 2011). La production d'huile d'argan s'est généralisée dans la région (Fernandez et Elias, 2014). L'agriculture familiale cède tranquillement sa place à l'agriculture productive et force les femmes à opter pour des emplois plus précaires en termes de conditions et de revenus (Damamme, 2011).

4.2.4 Étude de cas n° 4 : La gestion de l'agrobiodiversité basée sur l'autonomisation des communautés népalaises

La quatrième étude de cas porte sur une approche de gestion de l'agrobiodiversité implantée au Népal appelée *Community-based Biodiversity Management* (CBM). Ce projet prend part à un projet plus large regroupant neuf pays et amorcé par l'*International Plant Genetic Resource Institute's Global Project*. La première phase du projet se déroulait de 1997 à 2001 et avait été financée par la *Netherlands Development Agency*. C'est plutôt la seconde phase mise en place de 2002 à 2006 qui comprend le projet de la CBM. Donc, l'étude de cas présentée est également implantée en collaboration avec le *Nepal Agriculture Research Council* ainsi que l'organisation *Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development* et obtient son financement du Centre de recherches pour le développement international. Néanmoins, le projet comprend la création d'un Fonds CBM éventuellement géré par la communauté, qui permet de réinvestir les profits retirés de l'agrobiodiversité pour le développement de techniques agroécologiques et la pérennité du projet. Les régions ciblées sont celles de Begnas et Kachorwa. La première région se situe dans les environs de Pokhara plus au nord et la seconde est située à la frontière avec l'Inde, près de Birgani (fig. D, annexe 1).

Le Népal est également un pays vulnérable aux changements climatiques et particulièrement dans le secteur de l'agriculture, qui en 2009, était encore alimenté à 80 % par les précipitations (Dixit, 2009). De plus, le peuple népalais figurait, en 2015, au 145^e rang sur 187 des pays où l'indice de développement humain (IDH) est le plus faible. Près de 44 % de la population népalaise vit sous le seuil de la pauvreté (Oxfam, 2017). En fait, les changements climatiques sont particulièrement menaçants en raison de la fonte accélérée des glaciers et des grands épisodes de sécheresse qui affectent les deux secteurs économiques en importance du pays, soit l'agriculture et le tourisme. Comme mentionné par un membre de la Fondation Carnegie pour la Paix mondiale : « La mousson tardive fera chuter la production agricole, qui est la colonne vertébrale de l'économie népalaise, dont plus de 70 % de la population dépend. Cela aura aussi un énorme

impact sur le taux de croissance et sur le revenu par personne » (Ghimire, 2009). Il devient donc primordial de réagir et de s'adapter aux changements climatiques.

L'approche amorcée par l'étude de cas présentée consiste à repositionner la communauté au centre de l'agrobiodiversité afin que celle-ci puisse en faire la gestion durablement et s'adapter indirectement aux changements climatiques. La CBM vise l'autonomisation des communautés et le renforcement de leurs capacités afin qu'elles soient en mesure d'identifier les problématiques, d'élaborer des solutions adaptées à leur culture et ultimement, de conserver les ressources génétiques issues de l'agrobiodiversité. Les éléments clés du projet se basent sur l'acquisition de connaissances en environnement et en agrobiodiversité, la création d'un réseau social d'échanges, le support et l'intégration des institutions locales, le financement local et l'établissement de liens entre les diverses parties prenantes. Les résultats du projet s'articulent, entre autres, autour de la création d'une banque de semences, d'un registre de biodiversité, de mesures de promotion des semences locales et autres mesures de conservation. Il faut dire que la CBM a réussi à s'imbriquer dans les institutions locales. Le programme a aussi réussi à relativement inclure les agricultrices népalaises habituellement marginalisées.

4.3 Analyse

L'analyse des quatre études de cas présentées aux sous-sections précédentes se base sur les résultats obtenus dans la grille d'analyse multicritère. Ainsi, l'interprétation des résultats est articulée selon les différentes sphères au développement durable. Cette interprétation illustre les données recueillies et sera suivie d'une discussion analytique qui tentera de répondre à différentes questions en lien avec l'approche du genre au service du renforcement de l'agrobiodiversité et de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement. Les résultats sont exposés au tableau 4.1.2 ci-dessous.

Cependant, il est important de souligner que cette analyse comporte des limites. Celle-ci se base uniquement sur les données recueillies et ne prétend pas être exhaustive. Certaines données en lien avec les projets peuvent être manquantes. De plus, l'interprétation des résultats est fondée sur les concepts précédemment explicités et la grille d'analyse multicritère. Certaines données sont donc qualitatives et peuvent générer une relative subjectivité dans l'analyse. Néanmoins, les critères sont justifiés aux annexes 3 et 4 et le pointage le plus juste possible a été octroyé.

Tableau 4.1 Grille d'analyse multicritère

Dimension	Pondération	Critères	Étude de cas 1 Brésil	Étude de cas 2 Maroc	Étude de cas 3 Burkina	Étude de cas 4 Népal
ENVIRONNEMENT	3	Agrobiodiversité et approche écosystémique	2	3	1	3
	3	Adaptation aux changements climatiques	1	3	1	2
	3	Valorisation des connaissances traditionnelles	3	2	1	3
Total partiel			18/27	24/27	9/27	24/27
Performance partielle			67 %	89 %	33 %	89 %
SOCIALE	3	Baisse des inégalités de genre	2	2	3	1
	3	Autonomisation de la femme	3	1	3	1
	2	Changement de paradigmes sociaux	3	1	2	1
Total partiel			21/24	11/24	22/24	8/24
Performance partielle			88 %	46 %	92 %	33 %
ÉCONOMIQUE	3	Accès aux revenus	0	2	3	2
	3	Accès et contrôle par les femmes aux ressources techniques et financières	1	2	3	1
	2	Formation professionnelle et éducation	2	3	2	3
Total partiel			7/24	18/24	22/24	14/24
Performance partielle			29 %	75 %	92 %	58 %
GOUVERNANCE	3	Reconnaissance de droits de propriété de femmes et droits fonciers	1	1	3	0
	3	Prise de décisions au niveau local	2	2	2	2
	2	Capacité et opportunité d'innovation	3	2	3	2
Total partiel			15/24	12/24	21/24	10/24
Performance partielle			63 %	50 %	88 %	42 %
Performance globale			62 %	65 %	76 %	56 %

4.3.1 Interprétation de la sphère environnementale

Le projet du Népal et celui du Maroc ont obtenu la meilleure performance pour la sphère environnementale avec une performance de 89%. Il s'agit de deux projets particulièrement axés sur l'agrobiodiversité et les techniques agricoles durables.

D'emblée, le projet népalais vise à conserver la diversité biologique agricole et bien que ce n'est pas clairement explicité, il contribue à renforcer la résilience des peuples népalais qui sont vulnérables aux changements climatiques. Le but consiste à offrir aux communautés les outils pour une saine gestion de leur diversité biologique. Les pratiques recommandées par ce programme sont par exemple, l'établissement d'un registre sur la biodiversité de la communauté, la distribution de trousseaux de diversité, la création d'une banque de semences ainsi que la valorisation des espèces indigènes et d'une production basée sur les traditions des communautés. Ainsi, les connaissances traditionnelles sont extrêmement valorisées, puisque l'approche se veut essentiellement basée sur la communauté et l'autogestion de l'agrobiodiversité dans le respect des us et coutumes. Dans les communautés étudiées, ces pratiques ont carrément été ancrées dans les institutions locales.

Dans son cas, le projet marocain est très axé sur la conservation des services écosystémiques pour la production de produits du terroir. Les actions effectuées comprennent : préserver une eau de qualité par la réduction de l'utilisation de pesticides; assurer une disponibilité de l'eau malgré les variations climatiques par l'ajout de couvert forestier; favoriser la pollinisation par la plantation d'espèces spécifiques; séquestrer le carbone par l'augmentation de la superficie boisée et la réhabilitation des écosystèmes dégradés; accroître la fertilité du sol par la réhabilitation et la prévention de l'érosion; et conserver la biodiversité par la réduction de la déforestation en favorisant l'agriculture familiale et la diversification des cultures. L'un des objectifs principaux de ce projet est de proposer une saine gestion de l'agrobiodiversité en vue d'enrayer la dégradation de la forêt de l'arganier, qui est évaluée à la perte de 600 hectares par année. Ces actions constituent un moyen efficace de s'adapter aux changements climatiques, puisqu'elles favorisent la conservation des fonctions naturelles de l'écosystème. Le projet mentionne également que les traditions locales seront entièrement incluses dans la phase d'implantation. Les connaissances traditionnelles sont mentionnées quelques fois dans les trois documents de références, mais celles-ci ne figurent pas au centre des actions et ne sont pas explicitement associées aux femmes rurales du Maroc qui détiennent ce savoir, ce qui explique la note de 2 à ce critère.

Pour sa part, l'étude de cas du Brésil obtient la deuxième meilleure note avec un total de 67 %. Ce score est attribuable à la forte valorisation des connaissances traditionnelles qui sont au centre du projet ainsi qu'à l'utilisation de l'agrobiodiversité comme un vecteur de l'égalité de genre. En effet, le projet indique que les « initiatives agroécologiques contribuent à réduire les problèmes environnementaux et sociaux par des méthodes et des processus de production compatibles avec les objectifs d'un modèle agricole durable » (traduction libre de Sthapit et al., 2012). Ainsi, le lieu de discussion qui est promu par le projet *Women and Agroecology* permet de partager ces techniques agroécologiques. De plus, selon ce modèle, les femmes

sont détentrices d'un savoir traditionnel inestimable qui doit être mis de l'avant dans la pratique de l'agrobiodiversité. Les habiletés et les connaissances de ces femmes sont intégrées et deviennent les vecteurs des pratiques agroécologiques et de la gestion des ressources naturelles. Cependant, tout comme le projet développé au Burkina Faso, celui-ci ne vise pas directement l'adaptation aux changements climatiques. Il encourage plutôt l'acquisition d'autonomie, de confiance en soi et la reconnaissance de la position centrale du travail féminin dans le renforcement de la résilience des communautés, ce qui favorise indirectement l'adaptation aux changements climatiques. Ainsi, une note de 1 est attribuée au critère de l'adaptation.

Finalement, le projet burkinabé obtient le score le plus bas, c'est-à-dire 22 %. La raison de l'obtention de ce faible pourcentage est due à l'absence d'orientations particulières du projet vers l'agrobiodiversité, l'adaptation aux changements climatiques et les connaissances traditionnelles. Néanmoins, par l'acquisition de droits fonciers, il est possible de croire que les femmes pourront user de leurs connaissances traditionnelles à leur guise. De plus, la sécurité financière et alimentaire qui découle des droits fonciers en fait un excellent moyen de s'adapter aux changements climatiques, puisque ces femmes acquièrent de la résilience. À cet effet, elles gèrent leur terre et répondent aux aléas climatiques puisqu'elles sont en mesure par exemple de choisir les semences qui seront plantées et elles peuvent favoriser des méthodes agricoles plus durables. Donc, le projet ne prévoit pas de répondre particulièrement aux critères de la sphère environnementale, mais ces femmes obtiennent la possibilité de répondre à ceux-ci en raison de leur titre de propriété agricole. Ainsi, chacun des critères obtient la note de 1.

4.3.2 Interprétation de la sphère sociale

La sphère sociale représente le noyau de l'émancipation féminine par le biais du changement de paradigmes, de la baisse des inégalités de genre et l'autonomisation des femmes. À cet effet, l'étude de cas du Burkina Faso obtient le meilleur résultat et le cas du Brésil n'est pas loin derrière. D'abord, grâce à l'acquisition d'une propriété foncière, les femmes burkinabés détiennent une autonomie palpable. En plus d'être en mesure de cultiver ce qu'elles veulent, elles acquièrent de l'autonomie financière et de l'autonomie d'action. Ces femmes obtiennent un statut plus avantageux dans la communauté en raison d'une certaine reconnaissance sociale pour leur contribution économique au ménage familial. Les hommes acceptent de céder une place habituellement occupée par eux au sein de la société. L'attitude des hommes du village témoigne d'un changement tranquille de paradigmes puisque les femmes sont de moins en moins dépendantes de leur mari et elles participent de façon plus soutenue aux activités génératrices de revenus, ce qui rééquilibre peu à peu les inégalités qui maintenaient les femmes dans une situation de vulnérabilité. Le projet répond moyennement au critère de changements de paradigmes en raison de la procédure de cession de terres (voir interprétation de la sphère de gouvernance au point 4.3.4).

De son côté, l'étude de cas du Brésil arrive en second, avec un résultat de 88 % pour cette sphère. Le projet du Brésil est clairement orienté vers l'autonomisation des femmes, la baisse des inégalités de genre et le renversement des structures patriarcales au profit de l'égalité des sexes, ces trois éléments figurent au rang

des priorités. Pour le projet *Women and Agroecology*, il existe une relation positive entre l'agrobiodiversité et l'autonomisation des femmes. Le projet encourage la création d'un lieu de discussion entre femmes qui leur permet d'aborder leur situation sociale dans le but de prendre conscience des défis de leur émancipation et d'offrir les outils aux participantes pour accroître leur confiance en soi et faire reconnaître leur travail au sein de la communauté. En sortant de leur isolement, les femmes comprennent qu'elles vivent toutes dans la même situation et qu'il est possible de surmonter les obstacles à un changement de mentalité favorisant l'égalité homme-femme. Une participante a même déclaré que les maris étaient réticents au début du programme, mais que peu à peu, ils ont commencé à reconnaître leur travail et compris les bénéfices que la famille retire d'une plus grande autonomie féminine. Selon l'étude, le fait d'échanger sur les expériences et de systématiser le travail féminin permet de déconstruire la logique de domination masculine et de faire évoluer les mentalités. À cet effet, les femmes apprennent à s'auto-reconnaître comme des citoyennes et comprennent qu'elles ont droit à de meilleures conditions de vie. Le projet permet de rendre compte du travail reproductif et productif des femmes et de son importance au sein des communautés rurales.

En ce qui concerne le projet marocain, celui-ci obtient une performance moyenne qui lui confère la troisième place. En fait, bien que le projet soit très louable en matière de préservation de l'agrobiodiversité, il accorde une place plus ou moins grande à l'autonomisation féminine et encore moins grande aux changements de paradigmes. Le genre est mentionné dans la description du projet, mais sans plus. Les communautés vulnérables, particulièrement les populations des montagnes et les peuples marginalisés, sont présentées comme la première clientèle du projet qui a pour but de réduire la pauvreté. Ainsi, il est possible de croire que les femmes seront ciblées à cette étape.

De surcroît, le projet est en harmonie avec le Plan Maroc Vert qui propose une modernisation du secteur agricole et son intégration dans le marché mondial. Par l'accroissement du nombre d'opportunités d'emploi dans le secteur, l'acquisition de revenus abaissera le niveau de pauvreté des populations vulnérables et réduira la dégradation environnementale. Certes, l'accès au revenu est un élément primordial à la lutte contre la pauvreté, mais la recherche d'une place au sein du marché international ne garantit pas une baisse des inégalités et une autonomisation des femmes. À cet effet, le critère de changement des paradigmes obtient la note de 1 en raison du prolongement d'une logique capitaliste bien établie. Par contre, les inégalités socio-économiques sont réduites par la réduction de la pauvreté, particulièrement ciblée pour les communautés rurales, ce qui confère la note de 2 à ce critère. De surcroît, l'autonomisation des femmes n'est pas abordée comme telle, mais le projet prévoit de favoriser l'implication des femmes par le support octroyé aux coopératives de production d'huile d'argan. Ce support s'exprime par l'identification des marchés potentiels et des opportunités de vente sur le plan domestique et international pour ce produit du terroir. Bien que les femmes employées dans ces coopératives bénéficient d'un meilleur statut social que pour d'autres métiers, ainsi qu'une certaine autonomie, l'appui accordé aux coopératives est orienté vers le développement du marché plutôt que vers l'autonomisation des femmes artisanes, ce qui confère la note de 1.

Le projet népalais se retrouve en dernière position pour la sphère sociale. En fait, le projet ne considère pas le genre dans son élaboration. Il s'agit d'une approche très centrée sur la communauté, mais sans une perspective de genre, ce qui pourrait contribuer à exacerber les inégalités. Néanmoins, une amélioration des conditions des femmes est tout de même observée. Malgré une réticence habituelle, des femmes agricultrices ont participé aux rencontres, ont exprimé leurs opinions, ont participé aux activités sociales et ont pu profiter d'un accès à des semences et au microcrédit.

Le tableau 4.2 expose trois éléments distincts, mais étroitement unis par leur rapport au genre et aux inégalités. Le premier élément est l'indice d'inégalités de genre qui est calculé en fonction de trois dimensions du développement humain, soit la santé reproductive, l'autonomisation des femmes et les réalités du marché du travail. Il s'agit d'un indicateur sexospécifique qui mesure « le déficit de progrès » dans ces trois dimensions (AFD, 2014). Le second indice est celui du développement humain également présenté par le PNUD (AFD, 2014). Cet indice est calculé selon trois dimensions relatives au développement humain comme l'espérance de vie et la santé, l'accès à l'éducation et les conditions de vies décentes (PNUD, s.d.). Le troisième indice est l'indice mondial d'écart entre les sexes qui est, selon l'AFD, l'indice le plus précis en termes d'inégalités de genre. Celui-ci a été construit par le Forum économique mondial et se base sur quatre critères ainsi que huit variables, soit la « participation/opportunités économiques, l'éducation, la santé ainsi que l'« empowerment politique » » (AFD, 2014). Chacun des classements pour les trois indices est également indiqué pour chaque pays correspondant aux études de cas. Finalement, le pourcentage de femmes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour pour chacun des pays est présenté.

Tableau 4.2 Liens entre genre, pauvreté et développement humain pour les quatre études de cas (inspiré de PNUD, 2016, Forum économique mondial, 2016, United Nations Statistics (UNstats) et Agence nationale de Développement des Zones oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA), 2016)

Pays	Indice d'inégalités de genre (UNDP,2016)	Classement sur 187 (UNDP,2016)	Indice de développement humain (UNDP,2016)	Classement sur 188 (UNDP, 2016)	Indice mondial d'écart entre les sexes (FEM, 2016)	Classement sur 144 (FEM, 2016)	Pauvreté des populations rurales
Burkina Faso	0.615	146 ^e	0,402	185 ^e	0.640	123 ^e	44,5 % (UNstats, 2009)
Maroc	0.494	113 ^e	0.647	123 ^e	0.597	137 ^e	14,5 % (zones de l'arganier) 9,5 % (national) (ANDZOA, 2016)
Brésil	0.414	92 ^e	0.754	79 ^e	0.687	79 ^e	3,8 % (UNstats, 2012)
Népal	0.497	115 ^e	0.558	144 ^e	0.661	110 ^e	23,7 % (UNstats, 2010)

Les résultats présentés dans ce tableau démontrent clairement la relation étroite entre la pauvreté, le développement humain et les inégalités de genre. Le Burkina Faso obtient l'indice d'inégalités de genre et l'IDH les plus faibles, le pourcentage de pauvreté le plus élevé ainsi que le deuxième plus grand écart mondial entre les sexes. Inversement, le Brésil obtient les meilleurs résultats dans toutes ces catégories. Le cas du Burkina Faso et du Népal démontre visiblement que de grandes inégalités de genre sont corrélées à un indice de développement humain faible et à un haut taux de pauvreté chez les populations rurales. Le Maroc quant à lui, a un IDH considéré comme moyen, mais il obtient un plus grand pourcentage de pauvreté dans les zones relatives à l'étude de cas, en comparaison avec la moyenne nationale.

4.3.3 Interprétation de la sphère économique

Encore une fois, l'étude de cas du Burkina Faso se retrouve en première position pour cette sphère avec un résultat de 92 %. Ce pourcentage élevé est attribuable aux nombreux bénéfices du droit foncier en matière d'accès au revenu et aux ressources. Ainsi, obtenir la propriété d'une terre implique de pouvoir récolter les revenus provenant de celle-ci. Ces revenus peuvent être réinvestis dans de petits projets d'entrepreneuriat, dans l'éducation, dans l'acquisition de biens, etc. Comme nous l'indique une des 105 femmes propriétaires foncières dans la région de Cassou :

« J'ai produit du maïs sur la terre que mon mari m'a donnée. J'ai six enfants. Il y a deux qui sont au collège à Cassou. Quand ils rentrent en fin de semaine, je prélève le maïs de mon grenier, j'égrène, je vends et leur donne l'argent pour le retour. L'autre partie j'en fais de la farine pour qu'ils puissent repartir avec. Lorsqu'il y a des cotisations à payer, ce sont mes récoltes que [je vends] pour leur remettre l'argent » (Maiga, 2014).

Donc, le droit foncier s'accompagne d'une certaine sécurité financière. Parallèlement, ces femmes ont la possibilité d'avoir accès à d'autres types de ressources et obtiennent le contrôle de celles-ci en tant que propriétaires. Dans ce cas-ci, il n'est pas indiqué qui gère les ressources techniques, mais les femmes burkinabés sont en mesure de décider comment seront utilisés leur argent et leurs terres. Parallèlement, le projet prévoit de la formation en renforcement des capacités. Ces formations portent par exemple sur les différents moyens de sécuriser l'accès au foncier par l'acquisition d'attestations foncières rurales.

Le projet marocain quant à lui obtient le deuxième meilleur résultat. D'abord, le principe de base du projet prévoit l'implantation du PES, soit le *Innovative sustainable financing*. Le PES propose des investissements durables en faveur de la conservation de l'agrobiodiversité et la lutte contre la pauvreté des populations rurales. Le projet vise également à supporter l'entrepreneuriat local dans la région par le développement de petites entreprises offrant des produits de qualité, et ce, en encourageant l'implication du secteur privé afin d'obtenir des investissements. L'huile d'argan est un produit particulièrement prisé sur les marchés internationaux. Donc, par ce projet, les populations rurales auront accès à des revenus plus importants par la vente de ce produit du terroir sur le plan international. Cependant, rien n'indique que les femmes auront directement accès à ces revenus ou aux ressources techniques et financières, ce qui confère une note de 2 pour ces deux critères. En ce qui concerne la formation professionnelle, le projet vise le renforcement des capacités pour les femmes et les hommes. Lors des séances de formation sur l'agrobiodiversité et les

produits du terroir, 320 agriculteurs et agricultrices ont participé, dont 60 % étaient des femmes et des jeunes. À l'occasion des sessions de formation sur l'agriculture biologique, 540 personnes en ont bénéficié, dont 60 % étaient des femmes et des jeunes. Cependant, la proportion femmes/jeunes n'est pas indiquée.

Le projet népalais remporte la troisième place de la sphère économique, en raison de la formation et du renforcement des capacités de la communauté pour la gestion des fonds, ainsi que l'accès au microcrédit pour les femmes. En fait, le projet prévoit une phase de sensibilisation et d'éducation sur l'importance de la préservation de la diversité biologique agricole pour l'ensemble de la communauté (art, théâtre, etc.) et des ateliers de travail et de renforcement de capacités. De plus, le projet a mené à la construction d'un fonds dans lequel une part des revenus agricoles est déposée afin d'être réinvestie au sein de la communauté et de développer de nouveaux projets d'agrobiodiversité. Cet aspect favorise l'accès au revenu pour la communauté, mais pas spécifiquement pour les femmes. Par contre, certaines femmes ont pu recevoir du microcrédit. À cet effet, le critère du revenu obtient une note de 2. Le projet ne prévoit pas non plus un accès et un contrôle privilégié des ressources financières ou techniques pour les femmes, mais il est possible de déduire qu'avec leur formation professionnelle et le microcrédit, celles-ci ont un certain contrôle, d'où la note de 1.

Finalement, l'étude de cas du Brésil obtient le score le plus bas avec 29 % de performance. Le projet *Women and Agroecology* ne prévoit pas de volet en lien avec l'accès au revenu, puisqu'il s'adresse aux femmes qui occupent déjà le rôle d'agricultrice et de gardienne des ressources naturelles. Dans le même ordre d'idées, il ne vise pas particulièrement à favoriser le contrôle des ressources techniques et financières. Cependant, il est possible de déduire que, par l'acquisition d'une autonomie et la reconnaissance de leur travail, ces femmes sont en mesure d'acquérir plus de contrôle politique. Ainsi, les deux premiers critères obtiennent respectivement 0 et 1. En ce qui concerne la formation professionnelle, les participantes acquièrent des connaissances et voient leurs capacités renforcées par la participation aux rencontres et aux discussions entre femmes.

4.3.4 Interprétation de la sphère de gouvernance

En ce qui concerne les femmes burkinabés, l'élément majeur de la reconnaissance des droits de propriété foncière est, bien évidemment, l'acquisition d'un titre de propriété légal en bonne et due forme. L'octroi de ce titre légal, en vertu de la loi sur le foncier, est possible en raison d'un lègue de la part de leur mari, père ou frère. Ainsi, elles obtiennent une reconnaissance légale de leurs droits de propriété, ce qui permet d'octroyer la note de 3 à ce critère, mais la décision de leur sort est encore assumée par l'homme. Certes, elles acquièrent une reconnaissance sociale, mais le projet répond peu au critère voulant que les femmes s'impliquent dans la prise de décisions sur le plan local. Un membre de la mise en œuvre du projet a d'ailleurs indiqué qu'il n'était à aucun moment question d'influencer le choix des hommes de céder ou non une partie de la terre aux femmes. Le projet laissait le choix à l'homme de céder définitivement, temporairement, ou aucunement une terre à sa femme. Ainsi, l'homme conserve l'entier pouvoir de décision. Évidemment, il est possible qu'à partir du moment où la femme devient propriétaire, elle acquière

un pouvoir de décision inédit au sein de la communauté et c'est pour cela que le projet reçoit la note de 2 à ce critère. Du moins, le projet est axé sur le dialogue entre les hommes et les femmes du village afin d'accompagner la cession des terres d'une évolution des mentalités. Ce processus de dialogue est un élément primordial de la reconnaissance des droits et d'une saine gouvernance. Une fois propriétaire, la femme augmente sa capacité à innover et peut utiliser ses revenus pour faire de l'entrepreneuriat. Comme cette femme qui a pu bâtir un poulailler : « Quand j'ai vendu, j'ai eu 6 000 FCFA. Avec ça j'ai acheté deux poules, chacune d'elles a éclos 10 poussins. Avec le reste de l'argent, j'ai acheté des habits pour mes enfants et deux pagnes pour moi-même » (Maiga, 2014). À cet effet, une note de 3 est conférée au critère d'opportunité d'innovation.

Avec une performance de 63 %, le Brésil remporte la seconde position de la sphère de gouvernance. L'étude de cas propose un regroupement féminin qui favorise la démocratisation des structures sociétales et familiales au profit de l'égalité des sexes. Il s'agit justement d'un projet qui tente de pallier le manque d'espace pour les femmes dans la prise de parole et les lieux décisionnels. Un des buts premiers est de valoriser la place des femmes dans le développement de l'agrobiodiversité et de faire reconnaître leurs droits et l'invisibilité de leur travail productif et reproductif. En matière de reconnaissance des droits fonciers, cette étude de cas vise les femmes qui ont déjà accès à une terre, sans qu'il soit possible de savoir si elles sont propriétaires, d'où la note de 1. Leurs droits sont tranquillement reconnus grâce à leur contribution et leur autogouvernance.

Le projet marocain surpasse légèrement la performance du projet népalais pour la sphère de gouvernance. Ce projet ne prévoit pas non plus d'attribuer des droits fonciers aux femmes, mais plutôt de renforcer la légitimité des droits de propriété traditionnels sur les terres de la région, en démontrant l'aspect positif des pratiques agricoles durables et des mesures de conservation. Donc, il est possible de déduire que les femmes pourront bénéficier de la sécurisation des droits fonciers des terres familiales, bien qu'elles appartiennent en majorité aux hommes. En réalité, les femmes en milieu rural au Maroc ne sont propriétaires que de 1 % des terres et 2,5 % de la surface agricole sur le plan national (Conseil économique, social et environnemental [CESE], 2014). Concernant la prise de décision sur le plan local, l'intégration des populations vulnérables, incluant les femmes, comme premières bénéficiaires du projet et l'accent sur les partenariats avec les parties prenantes permet de croire que celles-ci seront écoutées et impliquées dans les décisions. De plus, leur relatif accès au revenu et aux ressources leur confère une certaine capacité d'innovation. Pour ces raisons, ces deux derniers critères obtiennent la note de 2.

Par la suite, l'étude de cas du Népal obtient une performance moyenne en matière de gouvernance. L'approche de gestion de l'agrobiodiversité basée sur la communauté est très intéressante, puisqu'elle vise à ce que la communauté puisse être indépendante dans la gestion de sa diversité biologique, de ses revenus et du projet en général. De plus, elle vise des partenariats avec des institutions locales. Tout cela, en plus de favoriser l'autonomisation de la communauté. En outre, le projet vise à accroître le nombre de

titres de propriété afin que la méthode soit plus facilement applicable et contrôlée par la communauté. Par contre, rien n'indique que les femmes seront prises en compte dans ces démarches.

4.4 Discussion

En somme, le projet du Burkina Faso obtient le meilleur résultat, bien qu'il ne soit pas spécifiquement orienté vers l'agrobiodiversité et l'approche écosystémique. Ce projet est particulièrement intéressant, puisque l'octroi de droits de propriété pour les femmes offre des opportunités inégalées dans les autres études de cas. Parallèlement, les études de cas du Maroc et du Brésil obtiennent des résultats très similaires, mais pour des raisons foncièrement différentes. D'une part, le projet du Maroc remporte la seconde place en raison de son approche holistique et axée sur la préservation des services écosystémiques pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et la réduction de la dégradation environnementale. D'autre part, l'étude de cas du Brésil conçoit d'emblée que les femmes ont accès à la terre et encourage une évolution des mentalités par la construction d'un espace féminin d'échanges. À l'aide des études de cas, quelques questions clés seront abordées afin de mettre en perspective l'ensemble des éléments présentés dans cet essai.

Est-ce que l'agrobiodiversité permet aux femmes de mieux s'adapter aux changements climatiques?

L'agrobiodiversité est présentée comme la réponse aux stratégies destructrices instaurées par les compagnies internationales qui visent la privatisation des terres agricoles et le profit concentré à un noyau élitiste. Par exemple, les compagnies agrochimiques sont plus ou moins implantées sur l'entièreté du continent africain. En 2004, quatre des géants agricoles possédaient 75 % du commerce de maïs. De plus, six entreprises agrochimiques contrôlent le marché des semences et des fertilisants. Ces compagnies rachètent les terres ou proposent des intrants agricoles chimiques aux paysans pour améliorer leur productivité. Les petits agriculteurs ou les agricultrices qui peinent à nourrir leur famille investissent dans ces intrants, mais réduisent considérablement la qualité de leur sol (FoEA et ACB, 2017). Les femmes, devant assumer leur rôle traditionnel (approvisionnement en eau, bois et nourriture), ont de plus en plus de difficultés à réaliser ces activités en raison de l'industrialisation de l'agriculture (Larrère, 2012). L'implantation de ces géants agricoles force également les petits producteurs, par la force des choses (compétition, rachat des terres, etc.), à quitter leur propriété et à migrer vers les villes. Souvent, ceux-ci seront dans l'obligation d'accepter des emplois précaires qui offrent des conditions salariales et de vie aberrantes (FoEA et ACB, 2017). Ainsi, la modernisation des techniques agricoles a provoqué la perte du contrôle de la ressource par les femmes et les aurait rendues dépendantes des hommes (Reysoo, 2015).

Dans cette optique, ce qui peut sauver ces petits producteurs, au premier rang desquels figurent les femmes, est plutôt des techniques agricoles adaptées aux changements climatiques, comme la diversification des cultures, la maximisation de la productivité dans le respect des caractéristiques physico-chimiques des sols et l'accès à des semences adaptées aux conditions et aux irrégularités climatiques. En effet, les modèles climatiques prévoient que les terres dépendantes de la pluie seront plus affectées et que

les fermes agroécologiques seront les plus résilientes. Ainsi, la révolution agroécologique apparaît comme l'alternative durable à la Révolution verte proposée par le secteur privé en vue de nourrir la population mondiale grandissante, c'est-à-dire repositionner l'agriculture familiale et l'agricultrice au centre de la sécurité alimentaire. Pour ce faire, il est primordial de briser les barrières idéologiques inculquées par l'occident favorisant l'industrie agrochimique et de réorienter les politiques vers le bien-être des populations rurales et le respect des pratiques traditionnelles (FoEA et ACB, 2017).

Parallèlement, la non-reconnaissance des femmes, en tant que détentrices de droits, amenuise leur capacité d'adaptation aux changements climatiques. Ainsi, l'accès à la terre et aux ressources semble essentiel pour qu'elles obtiennent la chance de promouvoir l'agrobiodiversité. À cet effet, les instruments internationaux et nationaux, ratifiés par la communauté internationale, présentés au chapitre 3, renforcent l'idée que l'agrobiodiversité permet aux femmes de s'adapter aux changements climatiques. La CDB reconnaît le rôle capital des femmes dans la préservation de la diversité biologique (CDB, 1992); les objectifs d'Aichi établissent le lien entre les femmes, leurs connaissances traditionnelles et la résilience aux objectifs 14 et 18 (Secrétariat de la CBD, 2011); la Plate-forme d'action de Beijing aborde l'importance de l'accès à la terre pour les femmes (UNWomen, 2014); et les Plans nationaux d'adaptation en vertu de la CCNUCC doivent mettre l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (UNFPA et WEDO, 2009). Pour chapeauter le tout, tel un parapluie des droits de la personne, la CEDEF s'attaque aux causes structurelles de la pauvreté des femmes, à leurs discriminations généralisées, et revendique la priorisation des groupes les plus vulnérables, comme les femmes vivant dans les milieux ruraux (Roux, 2015). Finalement, les Parties réunies à la CdP13 en décembre 2016 s'accordent sur l'aspect fondamental de répondre durablement à l'augmentation des besoins alimentaires mondiaux en adoptant une vision holistique qui englobe les communautés, la gestion des écosystèmes, l'agriculture et la biodiversité (IISD *Reporting Services*, 2016a).

En matière d'adaptation aux changements climatiques, le projet marocain remporte le meilleur résultat, en raison de son approche basée sur les services écosystémiques. Par contre, ce projet apparaît comme un paradoxe, puisqu'il vise à favoriser l'agriculture familiale au profit des populations rurales, mais il prône également l'augmentation de la production en vue de vendre les produits du terroir, tel que l'argan, sur les marchés internationaux. Le projet entend favoriser les investissements du secteur privé et lutter contre la pauvreté en offrant des opportunités de création de petites entreprises pour les populations vulnérables. Parallèlement, le Plan Maroc Vert va exactement en ce sens. En réalité, celui-ci est organisé en deux piliers :

« le pilier 1 s'inscrit dans une logique moderniste et productiviste de valorisation des grandes et moyennes exploitations orientées sur des productions à haute valeur ajoutée pour l'exportation. Le pilier 2, plus social et solidaire, veut sortir de la pauvreté les petites exploitations familiales peu productives et les transformer en "entreprises agricoles" » (Molle, 2011).

Il paraît louable de vouloir accroître les revenus des populations rurales, mais il faut se méfier de l'exacerbation des inégalités par l'industrialisation des pratiques traditionnelles. Akesbi déplore le manque de dispositions légales pour protéger les petits producteurs et la vision archaïque du développement prôné par le gouvernement marocain, soit cette idée que le développement rural doit passer par les investissements et l'exportation (Akesbi 2009; Akesbi 2012). L'intégration des marchés affecterait en fait les droits d'exploitation des communautés rurales. De plus, il a été démontré qu'avec la valeur marchande de 2009, la production d'huile d'argan rapportait moins de revenus qu'un travail salarié dans le milieu commercial (Le Polain de Waroux, et Lambin, 2012). Ce projet doit être effectué avec beaucoup de prudence et doit centraliser la femme comme première bénéficiaire et gestionnaire. Pour les écoféministes du Sud, l'agriculture traditionnelle effectuée à petite échelle est plus adaptée aux conditions locales et plus diversifiée. Le travail des femmes se retrouve au rang inférieur en opposition à une agriculture extensive et moderne (Glazebrook, 2002). Rappelons que le concept de développement durable est critiqué par les écoféministes qui l'accusent de perpétuer la logique capitaliste en voulant préserver les comportements actuels comme la privatisation, menant à un échec dans la réponse et l'adaptation aux changements climatiques (Gaard, 2015).

Est-ce que le droit foncier pour les femmes est fondamental à un projet d'agrobiodiversité égalitaire?

Comme déjà mentionné, l'étude de cas sur le Burkina Faso remporte la meilleure performance. Ainsi, l'acquisition de droits fonciers permet de reconnaître le travail de l'agricultrice rurale et de lui accorder un meilleur statut social. La revalorisation du travail des femmes rurales déconstruit peu à peu l'organisation agricole patriarcale. Les droits fonciers aux hommes induisent une charge de travail supérieure pour la femme, ce qui permet aux maris de retirer des avantages économiques de la contribution féminine (Korbéogo, 2014). L'acquisition d'un droit de propriété pour la femme permet d'améliorer les conditions de vie et la qualité des terres, puisque les femmes n'ont pas le réflexe d'investir pour une terre qui ne leur appartient pas (Romero Gonzalez et al., 2011).

Au Burkina Faso, il y a plusieurs éléments qui ont contribué aux changements socioéconomiques qui s'établissent peu à peu. La libéralisation économique et de presse instaure un nouvel ordre social qui « fragilise l'autorité foncière patriarcale » et permet aux femmes d'acquérir de l'autonomie (Korbéogo, 2014). Ces changements ont également favorisé les luttes féministes qui délégitiment tranquillement l'oppression féminine et encouragent l'émancipation. Les acquis juridiques par le biais des traités internationaux tels que le CEDEF, l'Accord de Paris et la CDB, représentent aussi des forces motrices du changement de mentalités sur le plan national (Korbéogo, 2014). À cet effet, la mise en œuvre de la CEDEF au Burkina Faso a permis plusieurs avancées dans la lutte aux discriminations envers les femmes. Actuellement, 2 % du budget est consacré à la promotion de la femme et du genre et une politique nationale de genre a été adoptée en 2009 (CEDEF, 2016).

Ensuite, les femmes expérimentent des conditions de vie de plus en plus précaires en raison des changements climatiques (Romero Gonzalez et al., 2011). Ces dynamiques écologiques et la lutte pour la survie engendrent néanmoins un accroissement de l'entrepreneuriat féminin (Korbéogo, 2014). Cette dynamique prouve que la femme n'est pas une victime des changements climatiques, mais plutôt une actrice qui permet l'adaptation aux changements climatiques.

Ainsi, le Burkina Faso connaît une démocratisation relative de ses activités rurales et de la vie familiale. (Korbéogo, 2014). Sans assurer que les droits fonciers sont essentiels à un projet d'agrobiodiversité, il est possible d'affirmer que ceux-ci sont extrêmement bénéfiques pour redéfinir le socle normatif de la société, assurer une sécurité financière et alimentaire ainsi que favoriser un engagement complet. Une gestion durable des ressources agricoles peut favoriser le développement rural et l'augmentation de la production qui s'impose comme une prérogative à la lutte contre la pauvreté (Yoda, 2009). En opposition, les études de cas du Maroc et du Népal ne reconnaissent aucun droit à la terre pour les femmes dans leur projet et obtiennent les performances partielles les plus faibles dans cette catégorie. Pour sa part, le projet marocain désire favoriser l'exportation des produits issus de l'argan à l'échelle internationale et supporter les coopératives en ce sens, ce qui pourrait accroître la vulnérabilité des femmes si celles-ci ne sont pas en contrôle des ressources foncières, techniques et financières. De plus, la communauté internationale reconnaît l'importance des droits fonciers pour atteindre les Objectifs du développement durable. Cet aspect a été incorporé dans l'ODD 1, éradication de la pauvreté, cible 1.4, dans la cible 2.3 de l'ODD 2 lutter contre la faim, et dans la cible 5.a de l'ODD 5 pour l'égalité des sexes (Forsythe, Morton, Nelson, Quan, Martin, et Hartog, 2015). Il incombe donc d'agir avec grande prudence dans la globalisation d'une pratique traditionnelle effectuée par la femme, sans lui octroyer les droits d'accès aux ressources y étant associées.

En ce qui concerne le cadre légal, la CEDEF encourage l'adoption d'une législation foncière favorable aux femmes. Comme précédemment mentionné, le Burkina Faso a adopté une loi sur le foncier en 2009 (CEDEF, 2016). Le Népal, pour sa part, a observé une augmentation de 20 % des titres de propriété octroyés aux femmes, puisque le gouvernement offre, entre autres, des incitatifs financiers aux municipalités qui réservent des terres aux femmes (CEDEF, 2017). Concernant le Maroc, malgré l'introduction du nouveau code de la famille en 2004, ce qui a accordé plus de protection pour les femmes, l'égalité des genres dans le droit foncier n'est toujours pas concrétisée (CEDEF, 2006). Finalement, le Brésil reconnaît l'importance de l'accès à la terre pour les peuples autochtones, mais aucune législation n'a été adoptée en ce sens (CEDEF, 2010).

Quelle place doit être accordée aux connaissances traditionnelles et aux communautés de femmes dans le développement de ces projets?

Les études de cas du Népal et du Brésil positionnent le savoir traditionnel de la communauté et spécifiquement des femmes dans le cas du Brésil, au centre de leur politique de développement. Cette valorisation des connaissances traditionnelles permet de reconnaître l'invisibilité du travail féminin. La visibilité du travail des femmes en agroécologie est essentielle à la durabilité d'un système agricole (Lopes

et Jomalinis, 2011). Le respect des connaissances traditionnelles génère des projets qui sont acceptés et amorcés par la communauté. Par exemple, le but du projet népalais était justement d'être en harmonie avec les us et coutumes afin que l'approche de gestion de l'agrobiodiversité proposée s'imbrique au sein des institutions de gouvernance locales (Sthapit et al., 2012). Les connaissances traditionnelles surpassent souvent le savoir occidental, puisqu'il s'agit d'expériences agroécologiques qui s'échelonnent sur des temps ancestraux et des techniques holistiques (Lopes et Jomalinis, 2011).

Rappelons que Shiva et Mies soulignent que les femmes qui pratiquent l'agriculture de subsistance et gèrent les ressources naturelles détiennent des connaissances précises en écologie et sont plus en mesure de comprendre la nature des agressions dirigées envers l'environnement (Shiva et Mies, 1993). Il est donc possible de conclure que l'agrobiodiversité permet effectivement aux femmes de s'adapter aux changements climatiques, mais ce sont leurs connaissances traditionnelles qui renforcent d'emblée leurs pratiques.

L'approche écosystémique a été peu abordée dans les différentes études de cas, à l'exception du projet marocain qui a mis l'accent sur les services écosystémiques. Néanmoins, le projet gagnant n'abordait pas l'approche écosystémique ni l'approche de l'adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE) proposées par la CDB. En fait, le Brésil est le seul pays à mentionner l'approche de l'adaptation fondée sur les écosystèmes dans son Plan national d'adaptation aux changements climatiques, présenté en 2016 (Ministry of Environment of Brazil, 2016). Le Burkina Faso a présenté son PNA en 2015 et le Népal, en 2010, mais tous deux ne mentionnent pas cette approche. Néanmoins, certains projets au Burkina Faso intègrent cette approche (Sawadogo, 2015). Le Maroc quant à lui, ne mentionne pas l'AfE dans son Plan National de Lutte contre les Changements Climatiques (Ministère de l'Énergie des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Département de l'Environnement du Royaume du Maroc, s.d.). Il est donc légitime de se questionner à savoir :

Est-ce que l'adaptation fondée sur les écosystèmes promue par la Convention sur la diversité biologique est une approche valable pour un projet d'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques égalitaire?

L'AfE est décrite comme une manière de s'adapter aux changements climatiques qui répond aux besoins des populations les plus vulnérables (Ried, 2014). Il s'agit d'un concept présenté à la CDB en 2009 et officiellement inséré comme une stratégie d'adaptation aux changements climatiques en 2010. Ce concept est décrit comme l'utilisation de la biodiversité et de ses services écosystémiques à des fins d'adaptation aux changements climatiques (*The Boticário Group Foundation for Nature Protection et Local Governments for Sustainability*, 2015), « dans le cadre d'une stratégie d'adaptation globale, aux fins d'aider les gens à s'adapter aux effets négatifs des changements climatiques » (CBD, 2009).

Cette approche peut être comparée à celle proposée par le projet népalais. Celui-ci présente une approche d'adaptation *bottom-up*, ce qui induit que les solutions proviennent d'emblée de la communauté et atteignent

ensuite les instances décisionnelles (Sthapit et al., 2012). En fait, une approche qui adopte un mode de fonctionnement *top-down*, soit des mesures d'adaptation provenant du gouvernement vers les populations rurales, risque de ne pas rejoindre celles qui sont les plus vulnérables sur le terrain. De plus, l'approche d'adaptation se doit d'être en relation avec les institutions locales, sans perdre de vue les institutions de gouvernance d'envergure. L'approche *bottom-up* oublie souvent les institutions externes aux communautés qui peuvent influencer leur adaptation et renforcer leur vulnérabilité (Ried, 2014). Dans le cas du Népal, le projet prévoit une implication des institutions locales, mais ne mentionne pas les autres types de parties prenantes.

Par la suite, tandis que l'approche écosystémique, cadre général de la CDB depuis l'an 2000, mentionne les droits fonciers des peuples autochtones, l'AfE quant à elle n'aborde pas les droits fonciers (UICN, 2009). Cette approche est néanmoins la stratégie préconisée en matière d'adaptation aux changements climatiques. Pourtant, les droits de propriété foncière sont souvent primordiaux à l'implication et la responsabilisation des populations locales dans les méthodes d'adaptation aux changements climatiques (Ried, 2014). Comme il a été démontré par l'étude de cas du Burkina Faso, les droits fonciers permettent d'accroître la résilience des communautés. Le projet népalais a renforcé la capacité d'adaptation de la communauté par des techniques d'agrobiodiversité, mais les femmes sont restées en marge et leur participation fut soulignée comme étant exceptionnelle. Néanmoins, l'AfE a l'avantage de réduire les risques associés aux changements climatiques, de prendre en compte les connaissances traditionnelles dans son élaboration, de viser une rentabilité économique des services écosystémiques et d'engendrer, par exemple, l'installation d'infrastructures « vertes ». Il est important de se questionner à savoir si cette approche renforce les dynamiques sociales patriarcales et traditionnelles au service de l'adaptation. En fait, l'AfE est basée sur un modèle économique capitaliste et promeut des techniques d'implantation ralliant non seulement la communauté, mais également le gouvernement et les acteurs industriels et privés (*The Boticário Group Foundation for Nature Protection et Local Governments for Sustainability*, 2015). À cet effet, comme mentionné plus tôt, l'étude de cas du Maroc en est un exemple.

On se souvient que l'hémisphère Sud subira 75 % à 80 % des conséquences des changements climatiques et qu'il s'agit de l'endroit au monde où les populations sont les plus vulnérables. Il est également nécessaire d'évoquer l'imposition historique de mesures de développement de l'hémisphère Nord sur les populations du Sud. En étant conscient de l'héritage postcolonial laissé par les pays de l'occident, il paraît légitime de se questionner sur l'efficacité d'une approche qui ne considère pas la relation à la terre et aux droits fonciers, qui est pourtant au centre de l'identité des femmes rurales. Le Brésil est un bel exemple des dynamiques de développement agro-industrielles occidentales importées par les colons. Aujourd'hui, comme le projet brésilien le souligne, les femmes tentent de se déprendre de ces oppressions vécues en raison des modèles agricoles modernes par la mise en place de projets d'agrobiodiversité traditionnels au service des populations vulnérables.

Comme il a été démontré dans le premier chapitre, Keith Hirokawa avance que les droits de propriété inexistants pour les femmes sont un exemple de la subordination de celles-ci face aux institutions (Hirokawa, 2002). De plus, le fait que les femmes sont plus affectées par les problèmes environnementaux les rend expertes pour y faire face et s'adapter (Mesina, 2009). Les approches technoscientifiques proposées par la société occidentale de consommation à l'origine des changements climatiques ne seront pas la solution (Gaard, 2015). L'AfE, sans prendre en compte les droits fonciers et leur lien avec la vulnérabilité des femmes, risque de perpétuer la logique capitaliste et les stratégies colonialistes comme la privatisation, menant possiblement à un échec si les femmes et leurs droits n'y sont pas spécifiquement intégrés. Pour répondre aux changements climatiques, c'est tout simplement un changement de paradigmes qui doit s'effectuer.

5. RECOMMANDATIONS

Ce chapitre a pour but d'émettre des recommandations à l'intention d'une diversité d'acteurs, soit les gouvernements, entre autres, signataires de la CDB et de la CCNUCC, les organisations internationales ainsi que la société civile. Ces recommandations visent le renforcement de l'agrobiodiversité dans les pays en développement et, par conséquent, l'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones, des populations vulnérables et des femmes.

À l'intention des gouvernements :

5.1 Assurer l'intégration des instruments internationaux et nationaux relativement au genre, à la biodiversité et aux changements climatiques

À l'heure actuelle, 186 Parties ont remis leur cinquième rapport national en vertu de la CDB (CDB, s.d.a) et 144 Parties ont remis leur SPANB (CDB, s.d.b). Néanmoins, très peu d'entre elles ont remis des rapports qui sont à la hauteur de l'atteinte des Objectifs d'Aichi (CDB, 2016d). En effet, à moins de 3 ans de l'échéance des Objectifs, il n'y a que 5 % des acteurs gouvernementaux qui sont en voie de les atteindre (Boucherand, 2017). En 2014, seulement un des sous-objectifs des Objectifs d'Aichi était sur le point d'être dépassé et 4 étaient en voie de réussite sur 56 d'entre eux (Perspectives mondiales sur la diversité biologique, 2014). Deux des objectifs devant être réalisés d'ici à 2015 sont venus à échéance avant de parvenir à leur cible, soit l'objectif 10 sur la restauration et la protection des récifs coralliens et l'objectif 17 sur la mise en œuvre nationale des SPANB (CDB, 2016d). Ces constatations sont le reflet d'une faible volonté politique et de la nécessité pour les Parties de redoubler d'efforts. Les bienfaits de la conservation de la diversité biologique et de ses services écosystémiques ne sont plus à prouver, mais la perte massive de biodiversité continue à faire des ravages (Boucherand, 2017), et ce sont principalement les populations vulnérables qui en paient le prix fort.

De surcroît, les Parties sont encouragées à rehausser leur ambition et à utiliser les indicateurs du Plan stratégique pour la Biodiversité 2011-2020 ainsi que ceux des ODD afin d'être en mesure de remplir le mandat proposé par le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Parallèlement, et en priorité, l'égalité des sexes doit être intégrée de façon transversale dans les SPANB et dans la mise en œuvre des Objectifs d'Aichi, comme prescrit dans le Plan pour l'égalité des sexes 2015-2020 (CDB, 2016d). En vue d'atteindre ces Objectifs, la mobilisation de ressources supplémentaires est essentielle. Le déficit financier constitue la première raison du manque d'actions. Ainsi, les Parties sont exhortées par la CDB à doubler le « total des flux internationaux de ressources financières allouées à la biodiversité aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés » (CDB, 2016e). Les Parties doivent augmenter leur contribution financière et technique ainsi que leur apport aux évaluations et rapports financiers, en plus de mettre de l'avant la réalisation de l'article 8(j). Il est donc fortement recommandé que les Parties effectuent les mises à jour nécessaires en vue de la soumission de leur progrès en matière de mobilisation des ressources au plus tard le 1^{er} juillet 2017, tel que prescrit par la CDB (CDB, 2016e). À l'occasion du 2^e FHND en juillet 2017, les Parties doivent présenter leurs avancements quant à l'application des ODD au

niveau national. Il est donc primordial que la majorité des Parties présente leur ENV lors de ce rassemblement afin de dynamiser l'opérationnalisation du Programme de développement durable 2030.

De plus, la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations envers les femmes est essentielle à l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales. Il est donc recommandé de combattre les discriminations structurelles en diffusant largement la CEDEF de façon transversale sur le plan national, notamment en ce qui concerne l'acquisition de droits fonciers.

5.2 Encourager l'acquisition de droits fonciers pour les femmes rurales

L'étude de cas des femmes burkinabés de la commune de Cassou nous démontre les bénéfices associés aux droits fonciers pour la femme et l'implantation de projets en ce sens est fortement recommandée. Les droits fonciers pour les femmes doivent tout simplement être centraux dans l'agenda des droits humains. Pour ce faire, une modification des systèmes de droits fonciers nationaux doit accompagner de telles mesures, à commencer par le droit des femmes à l'héritage foncier et les modifications constitutionnelles en ce sens. Sans ces protections légales, les femmes rurales pourraient accroître leur vulnérabilité à l'occasion de perturbations telles qu'un décès ou un divorce (Forsythe et al., 2015). Selon Fareda Banda, professeure de droit à la *School of Oriental and African Studies* : « Tant et aussi longtemps que les hommes détiendront le contrôle sur les ressources primaires comme la terre, les femmes ne pourront jamais surmonter les inégalités socioculturelles » (traduction libre de Banda, 2005).

Ainsi, les gouvernements sont fortement encouragés à procéder à une refonte de leurs législations foncières. De plus, en vue de respecter les droits liés au territoire, l'élément central de l'identité des populations autochtones, locales et rurales, la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de 1989 doit être appliquée et signée par toutes les Parties. À cet effet, le Maroc et le Burkina Faso ne l'ont toujours pas signée. La signature de celle-ci garantit une reconnaissance des droits à la terre pour les populations autochtones et locales et constitue un outil de pression supplémentaire pour l'acquisition de droits fonciers pour les femmes (Organisation internationale du travail, 1989).

À l'intention des gouvernements et des organisations internationales :

5.3 Appliquer des approches de gestion de l'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques sexospécifiques qui valorisent les connaissances traditionnelles dans la formulation de politiques agricoles accompagnées d'un plan d'action, de suivi et d'évaluation tant au niveau gouvernemental qu'à l'internationale

Les Objectifs d'Aichi 18 et 19 visant la participation entière et effective des populations autochtones et locales, la prise en compte de leurs connaissances traditionnelles, ainsi que le transfert des connaissances entre Parties, n'est pas sur la voie de la réussite. Ainsi, la CDB exhorte les Parties à positionner les populations locales au centre de leurs actions de conservation de la biodiversité et à les intégrer systématiquement dans leur SPANB (CDB, 2016d). La *Community Conservation Resilience Initiative* (CRRRI) et la *Global Forest Coalition* (GFC) proposent la création d'une méthodologie permettant d'évaluer la

contribution des populations autochtones et locales à la biodiversité en vue de démontrer leur apport indispensable à l'atteinte des Objectifs d'Aichi (GFC et CCRI, 2017). En fait, la contribution de ces connaissances traditionnelles est fondamentale au processus décisionnel, d'où l'importance d'évaluer cette contribution en matière de mesures collectives (CDB, 2016e).

C'est également pour cette raison que le *Mo'otzkuxtal Voluntary Guidelines* fut adopté dans le cadre de la CdP13 en décembre dernier. Ce guide, ainsi que les protocoles communautaires visent l'application de l'article 8(j). De plus, la mise en place d'un glossaire définissant certains termes clés permet de refermer tranquillement l'écart de connaissances qui existe entre les différentes Parties (Executive Secretary, 2016). Les protocoles communautaires sont, par définition, des :

« outils participatifs qui articulent les valeurs, procédures et priorités des peuples autochtones et des communautés locales, et qui établissent les droits et responsabilités dans le cadre des lois coutumières, des systèmes juridiques nationaux et d'autres lois applicables, en tant que base pour les interactions avec des acteurs externes » (CDB, 2016f).

Il est donc recommandé que les Parties utilisent ces protocoles en vue d'inclure plus systématiquement les connaissances traditionnelles des populations rurales et locales. De plus, de manière générale, toutes stratégies d'adaptation aux changements climatiques doivent être accompagnées d'une réflexion sur le mode de développement qui sera le plus favorable à la baisse des inégalités et non pas uniquement au développement économique (Gauché, et Guénin, 2016).

À cet effet, le *Forest Peoples Programme*, le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et le Secrétariat de la CDB (2016, 6) proposent également de « consolider les partenariats avec les populations autochtones et les communautés locales » en vue de mettre en œuvre le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020. Ce sont elles, sur le terrain, qui connaissent le mieux les réalités environnementales et qui sont les plus à même d'assurer une préservation de la biodiversité efficace. En effet, il est estimé que le patrimoine culturel de ces populations couvre 12% des terres au niveau mondial. Les Parties et les organisations internationales sont exhortées à travailler en étroite collaboration avec les communautés locales en vertu de l'objectif 18 des Objectifs d'Aichi. En réalité, seulement 20 des Parties signataires de la CDB ont engagé et impliqué les communautés autochtones et locales dans leur processus de réalisation de ces Objectifs. De plus : « 34 % des stratégies et des plans d'action nationaux pour la biodiversité ne comprenaient aucune réalisation relative à l'objectif 18 » (*Forest Peoples Programme*, le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et Secrétariat de la CDB, 2016,13). Il est donc primordial de repositionner ces communautés au centre des approches de gestion de l'agrobiodiversité et d'adaptation aux changements climatiques en plus d'y intégrer une approche genrée et des données ventilées sur le sexe.

Les acteurs internationaux sont également appelés à effectuer un suivi systématique par rapport à la cohérence entre les politiques d'aide publique au développement et le financement accordé par les institutions multilatérales pour les projets liés aux secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des pêches

ainsi que leur respect du genre et de l'agrobiodiversité. Ce suivi permettrait d'assurer la cohérence et la concentration des efforts de développement de façon stratégique.

5.4 Créer un espace politique local pour les femmes rurales, centré sur l'agrobiodiversité, les droits fonciers, la résilience face aux changements climatiques ainsi que sur le renforcement des capacités

La création d'un espace politique sur le plan local pour les femmes rurales permet l'émergence d'idées, d'innovations et encourage celles-ci à améliorer leurs conditions de vie. De plus, le simple fait de pouvoir se réunir leur permet de s'affirmer en tant que citoyennes pour ainsi faire reconnaître ce statut au sein de leur communauté. L'étude de cas du Brésil est certainement l'exemple qu'un tel mouvement d'émancipation entraîne des bénéfices et un changement de mentalité au profit des femmes (Lopes et Jomalinis, 2011). Il est donc recommandé de favoriser l'établissement d'un tel réseau.

À l'intention de la société civile :

5.5 Créer un Observatoire international sur l'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques

Finalement, c'est une synergie entre les instruments internationaux et nationaux qui est nécessaire, soit entre le Programme de développement durable 2030, la CBD, la CCNUCC, la CEDEF et les recommandations de Beijing +20, dans le but d'atteindre les Objectifs d'Aichi et les Objectifs du développement durable et d'appliquer sur le plan national les SPANB, le Plan sur l'égalité des sexes 2015-2030 ainsi que les plans d'adaptation aux changements climatiques. Par la modification des comportements pour une valorisation des droits collectifs plutôt que des droits individuels dans la préservation de la biodiversité, de la diversité culturelle et de l'héritage culturel, le développement d'une vision holistique est possible (Executive Secretary, 2016). Pour y arriver, la création d'un Observatoire international sur l'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques permettrait de faire pression sur les Parties signataires de la CDB et de la CCNUCC ainsi que les organisations internationales pour l'application des dispositions relatives à l'agrobiodiversité, le genre, les changements climatiques et les populations autochtones, locales et rurales. Cet observatoire pourrait être financé par les contributions des Parties au Fonds vert pour le climat.

CONCLUSION

Face aux changements climatiques qui menacent gravement la sécurité alimentaire mondiale, la communauté internationale s'entend pour dire que les hommes et les femmes sont affectés différemment et s'adaptent de manière différenciée aux changements climatiques, en raison de leurs rôles et statuts socioéconomiques. Ainsi, les femmes sont plus vulnérables puisqu'elles doivent sécuriser les ressources alimentaires et prendre soin des enfants, aînés et malades. Celles-ci ont donc moins de possibilités de déplacement que les hommes, ce qui les oblige à supporter des conditions climatiques et de pauvreté très précaires. En plus, elles représentent la majorité de la main-d'œuvre agricole non rémunérée ou faiblement rémunérée, soit un des secteurs les plus affectés par la variabilité climatique.

De surcroît, la mondialisation et la libéralisation économiques ont imposé le mode de vie capitaliste comme unique modèle valable. Ainsi, les monocultures et l'agriculture extensive apparaissent comme les modes agricoles les plus plausibles en vue d'accroître la productivité. Néanmoins, les théories écoféministes nous apprennent que ces modes de pensée sont le reflet de l'oppression féminine. Selon ces théories, le travail reproductif et de soins de la famille assumés par les femmes constitue un travail non reconnu et associé à la nature, alors que le travail productif, au sens capitaliste pour les hommes, est séparé de la nature. À cet effet, la femme est automatiquement retirée du système économique en raison de ses responsabilités maternelles. De plus, les écoféministes du Sud soulignent la logique de domination des populations du Nord sur le Sud, engendrée par le passé colonialiste et la privatisation du système agricole actuel. Pour de nombreux peuples du Sud, l'accès à la terre représente un élément essentiel de leur identité et de leur mode de vie. Ce sont eux, étant les populations les plus vulnérables, qui devront assumer le fardeau climatique engendré par la surconsommation des pays industrialisés. Ce sont également elles qui sont les mieux positionnées pour répondre aux problématiques climatiques en raison de la richesse de leurs connaissances traditionnelles. Le renforcement de l'agroécologie apparaît comme un modèle durable pour lutter contre la pauvreté et favoriser l'autonomisation des femmes.

Ainsi, la communauté internationale s'est organisée afin d'agir contre les changements climatiques et la perte massive de biodiversité d'une manière holistique. La Convention-cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques et la Convention sur la diversité biologique sont deux textes signés et ratifiés par le plus grand nombre. Leur intégration dans les politiques nationales est donc essentielle, mais un manque flagrant de volonté politique persiste. Malgré certaines critiques, les Objectifs du développement durable 2015-2030 et les Objectifs d'Aichi rassemblent les aspirations futures pour une préservation de la biodiversité et une lutte contre la pauvreté juste et équitable envers les générations présentes et futures. Néanmoins, mise à part la pression exercée sur les gouvernements, la mise en œuvre de stratégies nationales, autant dans les pays en développement que ceux industrialisés, demeure timide. Sur le plan local, quatre études de cas de gestion de l'agrobiodiversité au Maroc, au Népal ainsi qu'au Burkina Faso et au Brésil, ont démontré l'importance de l'intégration d'une approche de genre dans l'élaboration d'un projet de développement humain et la place de l'égalité des sexes dans la poursuite de la sécurité alimentaire. À

cet effet, les facteurs du renforcement de l'agrobiodiversité dans les pays en développement et dans un contexte de changements climatiques ont été exposés, soit entre autres, les droits fonciers, l'accès aux ressources, l'autonomisation des femmes, le savoir traditionnel et la prise de décision au niveau local.

Finalement, par leurs responsabilités, leur créativité et leurs connaissances traditionnelles, les femmes sont génératrices de changement. En détruisant les barrières sociales qui les maintiennent dans l'oppression, leur émancipation sera un gage de changement, car la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire mondiale, la préservation de la biodiversité et de l'agrobiodiversité, ne peuvent être atteints sans la participation et la collaboration de tout un chacun. En offrant une voix à ces femmes et en respectant leurs droits, particulièrement leurs droits fonciers, elles sont en mesure d'améliorer considérablement leurs conditions de vie et celles de leur famille. Certes, les conventions internationales comme la CCNUCC, la CDB, la CEDEF, la Plateforme de Beijing, permettent d'exercer une pression sur les gouvernements nationaux pour l'implantation d'une perspective de genre dans les projets de développement et de lutte contre les changements climatiques, mais au bout du compte, ce sont les populations locales sur le terrain, celles qui vivent avec des problématiques de précarité au quotidien, qui doivent être outillées pour accroître leur résilience. À cet effet, l'agroécologie combinée à l'acquisition de droits fonciers pour les femmes apparaît comme une solution locale et adaptée au contexte paysan. De plus, cette méthode contribue à générer des revenus et préserver la biodiversité agricole et ses services écosystémiques pour les générations futures. Tous les programmes d'aide publique au développement ainsi que celles des institutions multilatérales doivent prendre en compte les droits de femmes et l'égalité de chances.

Dans cette optique, il est intéressant de se demander s'il est possible de continuer dans la logique du système actuel, où les terres sont vendues à une poignée de riches propriétaires étrangers ou nationaux et où les femmes n'y ont pas accès. À cet effet, c'est tout simplement un changement des paradigmes qui doit s'enclencher. Tel que mentionné par Barack Obama lors de son discours à Montréal le 6 juin 2017, les forces du marché ne peuvent être renversées complètement. Elles sont un moteur de croissance qui génèrent une prospérité inédite dans l'histoire de l'humanité, mais également un grave accroissement des inégalités sociales (*Radio-Canada*, 2017). Ainsi, des changements doivent s'orienter vers un modèle économique qui favorise une transition écologique axée sur la justice sociale et climatique afin d'entre autres, rééquilibrer les relations de pouvoir entre les genres et freiner la destruction massive de la biodiversité.

Finalement, la question du genre et des changements climatiques reste très méconnue pour la majorité, notamment pour les premières personnes concernées, soit les populations rurales. Il y a un grand besoin d'étendre la recherche dans ce domaine par la production de données sexospécifiques relatives aux différentes sphères du développement. De plus, la mise en place de programmes de renforcement des capacités et de sensibilisation pour les femmes et les hommes relativement aux perspectives de genre dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques est fondamentale à une lutte contre la pauvreté et les changements climatiques égalitaire et juste pour tous.

LISTE DES RÉFÉRENCES

- Abbasi, P. et Moslehi M. (2016). Ecofeminism and Gilman's Herland : A Gaardian Approach. *Southeast Asian Journal of English Language Studies*, 22 (2),17-29. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=eue&AN=118930553&lang=fr&site=eds-live>
- Adams, C. (1990). *The Sexual Politics of Meat: A Feminist-Vegetarian Critical Theory*. New York, États-Unis: Continuum Publishing Group.
- Adjamagbo, A. et Locoh, T. (2015). Genre et démographie : Une rencontre féconde. Dans Guérin, Guétat-Bernard et Verschuur (dir.), *Sous le développement, le genre* (p. 99-129). Marseille, France : Institut de Recherche pour le développement.
- Agence française de Développement (2016). *Agriculture, Développement Rural et Biodiversité : Boîte à outils genre*. Repéré à http://www.afd.fr/webdav/shared/Genre/Genre_agriculture_DRural_Biodiversite.pdf
- Agence Française de développement (AFD). (2015) *Pause Genre, l'essentiel sur les enjeux de genre et développement*. Repéré à http://www.afd.fr/webdav/shared/PORTAILS/SECTEURS/GENRE/pdf/AFD-essentiel-genre-et-developpement_Pauses-Genre.pdf
- Agence Nationale pour le Développement des Zones oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA). (2016). Stratégie de développement. *ANDZOA, section Stratégie de développement*. Repéré à <http://andzoa.ma/fr/strategie-de-developpement/>
- Agence Nationale pour le Développement des Zones oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA). (s.d.). Réserve de Biosphère des Arganeraies. *ANDZOA, section L'ANDZOA – Zone d'intervention – Zone de l'arganier – Réserve de Biosphère des Arganeraies*. Repéré à <http://andzoa.ma/fr/andzoa/zone-d'intervention/zone-de-larganier/reserve-de-biosphere-des-arganeraies/>
- Akesbi, N. (2009). Le plan Vert Maroc à la loupe, un plan schématique et trompeur. *Revue Economia*, 7, 33-43. Repéré à https://issuu.com/omarshare/docs/economia_n7/38
- Akesbi, N. (2012). Une nouvelle stratégie pour l'agriculture marocaine : le « Plan Maroc Vert ». *New Medit*, 2,12-23. Repéré à http://www.iamb.it/share/img_new_medit_articoli/441_12_akesbi.pdf
- Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) et Commission Européenne. (2016). Conférence mondiale de capitalisation de l'expérience de l'AMCC +. Lier l'intégration des problématiques de genre, de la pauvreté et du changement climatique - défis et opportunités. *Global Climate Change Alliance +, section News – Events – GGCA+ Global Learning Event 2016*. Repéré à http://www.gcca.eu/sites/default/files/ip_3.pdf
- Alterasia. (2013, 7 octobre). L'accès des femmes à la propriété en Asie pour lutter contre la pauvreté. *AlterAsia*. Repéré à <http://www.alterasia.org/201310074450/laces-des-femmes-a-la-propriete-en-asie-un-moyen-de-lutte-contre-la-pauvrete/>
- Alvarez, S.E. (2015). Des engagements ambivalents et des résultats paradoxaux. Les mouvements féministes et le développement. Dans Verschuur, Guérin et Guétat-Bernard (dir.), *Sous le développement, le genre* (p. 331-365). Marseille, France : Institut de Recherche pour le développement.
- Argan Almi. (s.d.). L'huile alimentaire, L'huile Cosmétique. *Argan Almi, section Produits- Bienfaits de l'huile d'argan*. Repéré à <http://argan-almi.be/bienfaits.html>
- Banda, F. (2005) *Women, Law and Human Rights: An African Perspective*. Londres, Royaume-Uni : Hart Publishing.
- Bhattarai, B., Beilin, R. et Ford, R. (2015). Gender, Agrobiodiversity, and Climate Change: A Study of Adaptation, Practices in the Nepal Himalayas. *World Development*, 70,122-132. Repéré à <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X15000042>

- Boserup, E. (1970). *Woman's Role in Economic Development*. Londres, Royaume-Uni: Earthscan Publ.
- Boucherand, P. (2017). Les objectifs d'Aichi et les entreprises : progrès à petits pas ! *B & L Évolution, section Accueil – Actualités B & L Évolution*. Repéré à <http://www.bl-evolution.com/blog/les-objectifs-daichi-et-les-entreprises-progres-a-petits-pas/4656>
- CARE. (2010). *Note de position de CARE sur le changement climatique, Adaptation, genre et autonomisation des femmes*. Repéré à http://careclimatechange.org/files/toolkit/Adaptation_genre_et_autonomisation_des_femmes.pdf
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). (2013). *Cultivons la biodiversité*. Repéré à https://issuu.com/cirad/docs/cirad_sia13-cultivons_la_biodiversite
- Centre ressource du développement durable (CERDD). (2016). Objectifs de Développement Durable : Nouveau cadre international et national de mise en œuvre du développement durable à l'horizon 2030. *CERDD, section Parcours thématiques – territoires durables – Objectifs du développement durable*. Repéré à <http://www.cerdd.org/Parcours-thematiques/Territoires-durables/Ressources-du-Parcours-7/Objectifs-de-Developpement-Durable-Nouveau-cadre-international-et-national-de-mise-en-oeuvre-du-developpement-durable-a-l-horizon-2030>
- Cohen, P.J., Lawless, S., Dyer, M., Morgan, M., Saeni, E., Teioli, H. et Kantor, P. (2016). Understanding adaptive capacity and capacity to innovate in social–ecological systems: Applying a gender lens. *Ambio*, 45(9), 309-321. Repéré à <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5120023/>
- Conférence Mondiale sur les femmes. (1995). *Déclaration et Programme d'action de Beijing*. Repéré à <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>
- Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. (1992). *Déclaration de rio sur l'environnement et le développement*. Repéré à <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>
- Conseil économique et social. (2009). *Observation générale no 20, La non-discrimination dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels (art. 2, par. 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)*. Repéré à http://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/Comite_DESC_Observation_Generale_20_2009_FR.pdf
- Conseil économique, social et environnemental (CESE) (2014). *Rapport annuel*. Repéré à <http://www.ces.ma/Documents/PDF/Rapports%20annuels/2014/RA-2014-VF.pdf>
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. (1992). *Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*. Repéré à <http://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). (2014a). État des ratifications. *CCNUCC, section La Convention – État des ratifications*. Repéré à http://unfccc.int/portal_franCdPhone/essential_background/convention/status_of_ratification/items/3271.php
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). (2014b). La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. *CCNUCC, section La Convention*. Repéré à http://unfccc.int/portal_franCophone/essential_background/convention/items/3270.php
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). (2014c). NAPAs received by the secretariat. *CCNUCC, section Process, Adaptation, National Adaptation Programme of Action*. Repéré à http://unfccc.int/adaptation/workstreams/national_adaptation_programmes_of_action/items/4585.php
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). (2015). *Accord de Paris*. Repéré à http://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf

- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) Plan d'Adaptation National (PNA) Centrale. (s.d.). *National adaptation plans NAPs from developing countries. UNFCCC NAP Central, section Submitted NAPs*. Repéré à <http://www4.unfccc.int/nap/Pages/national-adaptation-plans.aspx>
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. (1994). *Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique*. Repéré à <https://www.admin.ch/opc/fr/official-compilation/2003/788.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (1992). *Convention sur la Diversité Biologique*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2014a). *Décision adoptée par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique. XII/7. Intégration des considérations relatives à l'égalité entre les sexes*. Repéré à <https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=http%3A%2F%2Fwww.cbd.int%2Fdoc%2Fdecisions%2FCOP-12%2Fcop-12-dec-07-fr.doc>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2014b). *Élargissement de la portée du Plan d'action pour l'égalité des sexes dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, Note du Secrétaire exécutif*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-12/official/cop-12-17-fr.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2016a). *Progress in implementing the Gender Plan of action: Update on mainstreaming gender considerations in national biodiversity strategies and action plans. Note by the Executive Secretary*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-13/official/cop-13-08-add3-en.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2016b). *Décision adoptée par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique XIII/5. Restauration des écosystèmes : plan d'action à court terme*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-05-fr.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2016c). *État d'avancement du plan d'action pour l'égalité des sexes : mise à jour de l'intégration des considérations de genre dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique*. Repéré à <https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=http%3A%2F%2Fwww.cbd.int%2Fdoc%2Fmeetings%2Fcop%2Fcop-13%2Fofficial%2Fcop-13-08-add3-fr.doc>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2016d). *Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur La Diversité biologique, XIII/1. Progrès accomplis dans l'application de la Convention, la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-01-fr.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2016e). *Décision adoptée par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique XIII/20., Mobilisation des ressources*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-20-fr.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (2016f). *Glossaire de termes et concepts clés pertinents à utiliser dans le cadre de l'article 8 J) et des dispositions connexes*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-13/official/cop-13-17-fr.pdf>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (s.d.a). Cinquième rapport national. *CDB, section Informations – Rapports nationaux – Cinq Rapports nationaux reçus jusqu'à ce jour*. Repéré à <https://www.cbd.int/reports/nr5/>
- Convention sur la diversité biologique (CDB). (s.d.b). Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB). *CDB, section Information- Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB)*. Repéré à <https://www.cbd.int/nbsap/>

- Convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations envers les femmes (CEDEF). (1979). *Convention sur l'élimination de toutes formes de discriminations envers les femmes*. Repéré à <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). (2006). *Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Rapport unique des États parties valant troisièmes et quatrièmes rapports périodiques. Maroc*. Repéré à <http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsgOTxO5cLIZ0CwAvhyns%2byKgO4NYLQ49gWgMZXQ0siXRg5Jtx8XaC9XrOvn6dEKAIPe7dwz48oL N35lss3hVm%2fY%2bMPgoDpAKLKxbgqIEbJ%2fq>
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). (2010). *Examen des rapports soumis par les États parties en vertu de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Septièmes rapports périodiques des États parties, Brésil*. Repéré à <http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhsmPYo5NfAsNvhO7uZb6iXOSnk6kp1MeW1vE6EfddoAdHO%2bfzoDZf269J%2f4MNUdkN9cNB5RD Gewp7s1d4aanK8is1eC6jPaAMvVzRkAPzw3BJ>
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). (2016). *Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention, Septième rapport périodique des États parties attendu en 2014, Burkina Faso*. Repéré à http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CEDAW/Shared%20Documents/BFA/INT_CEDAW_ADR_BFA_24101_F.pdf
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). (2017). *Consideration of reports submitted by States parties under article 18 of the Convention, Sixth periodic report of States parties due in 2015, Nepal*. Repéré à http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolNo=CEDAW%2fC%2fNPL%2f6&Lang=fr
- COP13, UN Biodiversity Conference. (s.d.). COP13, The conference of the parties. *México Gobierno de la Republica, SEMARNAT Secretariat de Medio Ambiente y Recursos Naturales et Convention on Biological Diversity, COP13, The conference of the parties*. Repéré à <http://cop13.mx/en/cop-13/>
- Cornwall, A. et Edward, J. (2015). Introduction: Beijing+20 – Where now for Gender Equality?. *Institute of Development Studies Bulletin*, 46(4), 1-8. Repéré à <https://eds-a-ebsochost-com.ezproxy.usherbrooke.ca/eds/pdfviewer/pdfviewer?sid=a917a59c-793c-4b4a-9431-32cccd6323a8%40sessionmgr120&vid=3&hid=4113>
- Craciunean, L.-M. (2015). Looking at the Millennium Developments Goals and the Sustainable Development Goals through an ALL Human Rights Lens null. *Acta Universitatis Lucian Blaga*, 2015(1), 202-211. Repéré à <http://www.heinonline.org.ezproxy.usherbrooke.ca/HOL/Page?handle=hein.journals/asunlub2015&div=17&?>
- Curtin, D. (1999). Recognizing Women's Environmental Expertise. Dans D. Curtin (dir.), *Chinnagounder's Challenge: The Questions of Ecological Citizenship*. Bloomington, États-Unis : Indiana University Press.
- Cyberterre et Hachette tourisme. (2017a). Carte Burkina Faso. *Le Routard, section Guide de voyages – Burkina Faso – Carte Burkina Faso*. Repéré à http://www.routard.com/guide_carte/code_dest/burkina_faso.htm
- Cyberterre et Hachette tourisme. (2017b). Carte Brésil. *Le Routard, section Guide de voyages - Brésil – Carte Brésil*. Repéré à http://www.routard.com/guide_carte/code_dest/bresil.htm
- Cyberterre et Hachette tourisme. (2017c). Carte Népal. *Le Routard, section Guide de voyages - Népal – Carte Népal*. Repéré à http://www.routard.com/guide_carte/code_dest/nepal.htm

- Damamme, A. et Saussey, M. (2010). Changements socio-économiques dans les organisations féminines au Burkina Faso et au Maroc. Cas de la production de beurre de karité et de l'huile d'arganier. Dans M. Rollinde (dir.), *Genre et Changement social en Afrique* (p. 41-48). Paris : Éditions des archives contemporaines et l'Agence universitaire de la Francophonie.
- Damamme, A. (2011). La difficile reconnaissance du travail féminin au Maroc. Le cas des coopératives d'huile d'argan. Dans I. Guérin et al. (dir.), *Femmes, économie et développement* (p. 85-106). ERES « Sociologie économique ».
- De Beauvoir, S. (1984). *After the Second Sex: Interviews with Simone de Beauvoir*, edited by Alice Schwarzer. New-York, États-Unis: Pantheon Books.
- Demailly, D. et Ribera, T. (2017). Les ODD : un avenir en commun... et des leviers d'action. *Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), section Gouvernance - plus d'articles*. Repéré à <http://blog.iddri.org/fr/2017/01/26/odd-avenir-commun-leviers-daction/>
- Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ). (2000). *Gestion de l'agrobiodiversité dans les zones rurales*. Repéré à http://www.hubrural.org/IMG/pdf/gtz_brochure_fr.pdf
- Dixit, K. (2009, 12 août). Nepal. Le changement climatique a bon dos. *Courrier International*. Repéré à <http://www.courrierinternational.com/article/2009/12/08/le-changement-climatique-a-bon-dos>
- Droy, I., Pascual, C. et Bidou, J-E. (2014). Inégalités de genre et vulnérabilité alimentaire au Bénin. Dans H. Guétat-Bernard et M. Saussey (dir.), *Genre et savoirs : Pratiques et innovations rurales au Sud* (p. 61-84). Marseille : Institut de Recherche pour le Développement.
- Duncan, K. (2008). Un dossier chaud : La santé des femmes et les changements climatiques. *Le Réseau Canadien pour la santé des femmes*, 10(2). Repéré à <http://www.cwhn.ca/fr/node/39849?>
- Egil, F. (2015). Les Objectifs du développement durable, nouveau « palais de cristal » ? *Politique Africaine*, 4(140), 99-120. Repéré à <http://www.cairn.info/ezproxy.usherbrooke.ca/revue-politique-africaine-2015-4-page-99.htm?1=1&DocId=97856&hits=10170+10168+10166+10165+10163+9+7+5+4+2+>
- Executive Secretary. (2016). *Document for peer review in preparation for wg8j-10. A glossary of relevant key terms and concepts to be used within the context of Article 8(j) and related provisions*.
- Fernandez, M. et Elias, M. (2014). Genre, biodiversité et agriculture familiale. *GREP*, 2(222), 285-293. Repéré à <http://www.cairn.info/revue-pour-2014-2-page-285.htm>
- Friends of the Earth Africa (FoEA) et African Center for Biodiversity (ACB). (2017). *Who will feed Africans? Small-scale farmers and agroecology not corporations!* Repéré à <http://acbio.org.za/wp-content/uploads/2017/01/FoE-Africa-report.pdf>
- Forest Peoples Programme, le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité et Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (2016). *Perspectives locales de la diversité biologique. Contributions des peuples autochtones et des communautés locales à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020. Un complément à la quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique*. Repéré à <http://localbiodiversityoutlooks.net/wp-content/uploads/2016/12/lbo-summary-2016-french-web.pdf>
- Forsythe, L., Morton, J., Nelson, V., Quan, J., Martin, A. et Hartog M. (2015). Strengthening dryland women's land rights: local contextes, global change. *Wocan, section Publications*. Repéré à <http://www.wocan.org/system/tdf/Dryland%20women%20Land%20rights.compressed.pdf?file=1>
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and climate change. *Women's Studies International Forum*, 49, 20–33. Repéré à <http://www.sciencedirect.com/ezproxy.usherbrooke.ca/science/article/pii/S0277539515000321>
- Gagnon-Légaré, A. (2011). 1998 à 2008 : Dix ans d'évolution de la CDB. Dans P. Le Prestre (dir.), *Vingt ans après : Rio et l'avant-goût de l'avenir* (p. 81-88). Québec : Presses de l'Université Laval.

- Gama, S., Teeluck, P. et Tenzing, J. (2016). Strengthening the Lima Work Programme on Gender, Perspectives from Malawi and the CBD. *International Institute for Environment and Development, section Recent publications*. Repéré à <http://pubs.iied.org/10165IIED/>
- Gauché, A.F. et Guénin, A. (2016). L'adaptation des territoires aux changements climatiques dans l'Orient marocain : la vulnérabilité entre action et perceptions. *Vertigo*, 16(1). Repéré à <https://vertigo.revues.org/17177#tocto3n6>
- Gebara, I. (2003). Ecofeminism: A Latin American Perspective. *Cross Currents*, 53(1), 93-104. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=a9h&AN=9868355&lang=fr&site=eds-live>
- Ghimire, B. (2009, 2 septembre). Népal : Prendre en main la problématique climatique. *Global Voices*. Repéré à <https://fr.globalvoices.org/2009/09/02/18323/>
- Giraud, I. (2015). La participation des femmes au niveau supranational : une citoyenneté « genrée ». *Participations*, 2(12), 193-216. Repéré à http://www.cairn.info/ezproxy.usherbrooke.ca/article.php?ID_ARTICLE=PARTI_012_0193&DocId=94002&hits=4821+4813+4655+4654+
- Glazebrook, T. (2002). Karen Warren's Ecofeminism. *Ethics & the Environment*, 7 (2), 12-26. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=phl&AN=PHL2098296&lang=fr&site=eds-live>
- Global Environmental Facility (GEF). (2009) Project Identification Form (PIF). *GEF, section Projects - Projects Database – Morocco*. Repéré à https://www.thegef.org/sites/default/files/project_documents/05-1-12%2520PIF%2520request%2520document%2520final_0.pdf
- Global Environmental Facility (GEF). (2014). GEF Secretariat Review for Full/Medium-Sized Projects. *GEF, section Projects - Projects Database – Morocco*. Repéré à https://www.thegef.org/sites/default/files/project_documents/3989-2014-02-05-103550-ReviewSheetforGEFProject_0.pdf
- Global Environmental Facility (GEF). (s.d.). Request for CEO Endorsement, Part 1. *GEF, section Projects - Projects Database – Morocco*. Repéré à https://www.thegef.org/sites/default/files/project_documents/01-17-14_CEO_Endorsement_Request_0.pdf
- Global Forest Coalition (GFC) et Community Conservation Resilience Initiative (CCRI). (2017). *Submission in relation to the notification requesting views and information regarding the Programme of Work on Article 8(j) and related provisions*. Repéré à <http://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2017/05/8j-submission-CCRI-and-GFC-final.pdf>
- Global Gender and Climate Alliance (GGCA). (2016). *Gender and Climate Change: A Closer Look at Existing Evidence*. Repéré à <http://gender-climate.org/wp-content/uploads/2014/10/GGCA-RP-110616.pdf>
- Gouvernement du Québec. *Plan d'action québécois sur la diversité biologique 2004-2007, Pour la mise en œuvre au Québec de la Stratégie québécoise sur la diversité biologique et de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies*. Repéré à <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs52162>
- Government of Nepal et Ministry of Environment. (2010). *National Adaptation Programme of Action to Climate Change*. Repéré à <http://unfccc.int/resource/docs/napa/npl01.pdf>
- Groupe de la Banque Africaine de Développement. (2015). *Autonomiser les femmes africaines : Plan d'action, Indice de l'égalité du genre en Afrique 2015*. Repéré à https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Gender_Equality_Index_2015-FR.pdf

- Groupe d'experts des PMA. (2012). *Plans nationaux d'adaptation, Directives techniques pour le processus des plans nationaux d'adaptation*. Repéré à http://unfccc.int/resource/docs/publications/publication_ldc_nap_techguidelines_fre.pdf
- Hamad, R. (2013) Ecofeminism. *Redress*, 22(2), 11-15. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=eue&AN=92945481&lang=fr&site=eds-live>
- Haywood, A. (2007). *Political Ideologies: An Introduction* (4e éd.). Londres, Royaume-Uni: Palgrave Macmillan
- Hénin, F. (2014, 2 juin). 6ème puissance économique mondiale avec une agriculture à deux visages. *Terre-Net Média*. Repéré à <http://www.terre-net.fr/actualite-agricole/economie-social/article/le-bresil-deja-6eme-puissance-economique-mondiale-avec-une-agriculture-duale-202-100772.html>
- Hirokawa, K. (2002). Some Pragmatic Observations About Radical Critique in Environmental Law. *Stanford Environmental Law Journal*, 21(2), 225.
- Hubert, L. (2011). *La mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique dans les stratégies nationales, Les cas de Madagascar et de la France* (Essai de maîtrise). Université Laval, Québec, Québec. Repéré à http://www7.bibl.ulaval.ca/acces.bibl.ulaval.ca/doelec/lc/K/Essai_Mise_en_oeuvre_convention_Hubert_Ta.pdf
- Hugon, P. (2016). Du bilan mitigé des objectifs du millénaire pour le développement aux difficultés de mise en œuvre des objectifs de développement durable. *Monde en développement*, 2(174), 15-32. Repéré à <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2016-2-page-15.htm>
- Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) (2015). *Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, 21e session de la Conférence des Parties (CdP21 et CRP11), Guide des négociations*. Repéré à http://www.ifdd.francophonie.org/media/docs/publications/646_Guide_nego_CdP21-climat_IFDD.pdf
- International Institute for Sustainable Development (IISD) Reporting Services. (2015). Faits marquants du FPHN 2015. *Bulletin des Négociations de la Terre*, 33(15). Repéré à <http://enb.iisd.org/vol33/enb3315f.html>
- International Institute for Sustainable Development (IISD) Reporting Services. (2016a). Résumé de la conférence des nations unies sur la biodiversité: 2-17 décembre 2016. *Bulletin des Négociations de la Terre*, 9(678), 1-23. Repéré à <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb09678f.pdf>
- International Institute for Sustainable Development (IISD) Reporting Services. (2016b). Compte-rendu de la Conférence de Marrakech sur les changements climatiques : 7-19 novembre 2016. *Bulletin des Négociations de la Terre*, 12(689), 1-44. Repéré à <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb12689f.pdf>
- International Institute for Sustainable Development (IISD) Reporting Services. (2016c). Résumé de l'édition 2016 du forum politique de haut niveau sur le développement durable : 11-20 juillet 2016. *Bulletin des Négociations de la Terre*, 33(27), 1-23. Repéré à <http://enb.iisd.org/download/pdf/enb3327f.pdf>
- International Institute for Sustainable Development (IISD) Reporting Services. (2016d). Les faits marquants de l'Édition 2016 du FPHN. *Bulletin des Négociations de la Terre*, 33(21), 1-2. Repéré à [http://enb.iisd.org/vol33/enb3321f.html?="](http://enb.iisd.org/vol33/enb3321f.html?=)
- International Union for Conservation of Nature Global Gender Office (IUCN GGO). (2016a). Gender & the Convention on Biological Diversity: From policy to practice. *IUCN GGO, Section EGI- EGI Analysis & Knowledge Products*. Repéré à <http://genderandenvironment.org/2016/12/gender-convention-biological-diversity-policy-practice/>
- International Union for Conservation of Nature Global Gender Office (IUCN GGO). (2016b). Inclusion and characterization of women and gender equality considerations in the fifth national reports to the

- CBD. *IUCN GGO, Section EGI- EGI Analysis & Knowledge Products*. Repéré à <http://genderandenvironment.org/resource/egi-fs-fifth-national-reports-cbd/>
- International Union for Conservation of Nature Global Gender Office (IUCN GGO). (2017). Two-Year Programme on Gender under the UNFCCC. *IUCN GGO, section Lima Work Program on Gender*. Repéré à <http://genderandenvironment.org/2015/06/two-year-programme-on-gender-under-the-unfccc/>
- Kerbrat, Y. et Maljean-Dubois, S. (2013) Quelles perspectives en droit international de l'environnement ? *Revue de Droit d'Assas, Numéro spécial Perspectives en droit de l'environnement*. Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01400400>
- Korbéogo, G. (2014). Changements agro-écologiques et identité paysanne au Burkina Faso. Dans H. Guétat-Bernard et M. Saussey (dir.), *Genre et savoirs : Pratiques et innovations rurales au Sud* (p. 61-84). Marseille : Institut de Recherche pour le Développement (IRD).
- Korol, C. (2016, 25 novembre). La terre aux femmes qui la travaillent : les luttes en Amérique latine. *Centre de recherche sur la Mondialisation*. Repéré à <http://www.mondialisation.ca/la-terre-aux-femmes-qui-la-travaillent-les-luttes-en-amerique-latine/5558923>
- Lamarche, L. (2015). Diane Roman, Dir, La Convention pour l'Élimination des discriminations à l'égard des femmes, Paris, à Pedone, 2014. *Revue québécoise de droit international*, 1(28), 321-326. Repéré à https://www.sqdi.org/wp-content/uploads/28-1-2015-R287_Lamarche.pdf
- Larrère, C. (2012). L'écoféminisme : féminisme écologique ou écologie féministe. *Tracés*, 22,105-121. Repéré à <https://traces.revues.org/5454>.
- Le Monde. (2015, 8 septembre). Maroc : près d'un tiers de la population toujours analphabète. *Le Monde*. Repéré à http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/08/maroc-pres-d-un-tiers-de-la-population-toujours-analphabete_4748519_3212.html
- Le Polain de Waroux, Y. et Lambin, E.F. (2012). Niche Commodities and Rural Poverty Alleviation: Contextualizing the Contribution of Argan Oil to Rural Livelihoods in Morocco. *Annals of the Association of American Geographer*,1-19. Repéré à <http://dx.doi.org/10.1080/00045608.2012.720234>
- Le Prestre, P. (2011). La Convention sur la diversité biologique à l'échéance de 2010. Dans P. Le Prestre (dir.), *Vingt ans après : Rio et l'avant-goût de l'avenir* (p. 89-94). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Lopes, A.P et Jomalinis, E. (2011). Feminist perspectives towards transforming economic power: Agroecology: Exploring opportunities for women's empowerment based on experiences from Brazil. *The Association for Women's Rights in Development (AWID), section Publications*. Repéré à https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/feminist_perspectives_agroecology.pdf
- MacSwain, K. (2009). Dirty words: essentialism and ecofeminism. *Undercurrent Journal*, 6(1), 23-27. Repéré à <http://undercurrentjournal.ca/wp-content/uploads/2011/08/Summer-2009.pdf>
- Magdelaine, C. (2016, 25 avril). CDP21 : L'Accord de Paris qui en est issu est déjà impossible à tenir et sans moyens d'action. *Notre-planète.info*. Repéré à <https://www.notre-planete.info/actualites/4390-CDP21-accord-climat-Paris>
- Maiga, I. (2014). Femmes et foncier rural : une révolution en marche au Burkina Faso. *Googolfarmer, Section Agriculture*. Repéré à <http://googolfarmer.info/2014/05/16/femmes-et-foncier-rural-une-revolution-en-marche-au-burkina-faso/>
- Maljean-Dubois, S. (2013) La Convention de Rio sur la diversité biologique. La diversité dans la gouvernance internationale. Perspectives culturelles, écologiques et juridiques. Dans S. Maljean-Dubois (dir.), *La diversité dans la gouvernance internationale*. Genève, Suisse: À paraître chez Bruylant. Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01400405>
- Mesina, R.M.L (2009). A Take on Ecofeminism: Putting an Emphasis on the Relationship between Women and the Environment. *Ateneo Law Journal* 53(4),1120-1146. Repéré à

- <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=lgs&AN=43097008&lang=fr&site=eds-live>
- Milly, H. (2015). Les Objectifs de développement durable : Éléments d'analyses et impacts possibles pour les Agences d'aide. *Techniques Financières et Développement*, 4(121), 37-48. Repéré à <http://www.cairn.info/ezproxy.usherbrooke.ca/revue-techniques-financieres-et-developpement-2015-4-page-37.htm#?>
- Ministère de l'Énergie des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Département de l'Environnement du Royaume du Maroc. (s.d.). *Plan National de Lutte Contre le Réchauffement Climatique*. Repéré à http://climatique.itccanarias.org/files/Seminario/Hicham_EL_YOUSFI_Plan_Nacional_Marruecos_5.pdf
- Ministère de l'environnement et des ressources halieutique du Burkina Faso. (2015). *Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) du Burkina Faso*. Repéré à : http://www4.unfccc.int/nap/Documents/Parties/PNA_Version_version%20francaise%20finale%20BF.pdf
- Ministry of Environment of Brazil. (2016). *National Adaptation Plan to Climate Change*. Repéré à http://www4.unfccc.int/nap/Documents%20NAP/English_Brazil%20NAP%20Part%201.pdf
- Molle, F. (2011). Politiques agraires et surexploitation de l'eau au Maghreb et au Machrek. Dans Tarik, D., Molle, F. et Bruno R. (dir.), *Pouvoirs, sociétés et nature au sud de la Méditerranée* (p.109-130). Paris, France: INRAT-IRD-Karthala.
- Moore, N. (2008). The rise and rise of ecofeminism as a development fable: A response to Melissa Leach's Earth mothers and other ecofeminist fables: How a strategic notion rose and fell. *Development and Change*, 39(3), 461-475.
- Moulds, J. (2015, 28 avril). Argan oil: the cost of the beauty industry's latest wonder ingredient. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/sustainable-business/2015/apr/28/argan-oil-beauty-anti-ageing-loreal-lush-berber#img-4>
- Murara, J. (2012). *L'intégration de la dimension genre dans les opérations des organismes de développement : le cas de la banque africaine de développement*. (Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, Ottawa, Ontario, Canada). Repéré à <https://www.ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/26089/1/MURARA,%20Joelle%2020135.pdf>
- Muzaffar, E. (2016). Environmental Changes and their Impact on Agricultural Communities of Sindh: An Ecofeminist Perspective. *Pakistan Perspectives*, 21(1), 103-127. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=sih&AN=119579752&lang=fr&site=eds-live>
- Nations Unies. (s.d.). Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). *Nations Unies, section Les OMD- Assurer l'éducation primaire pour tous*. Repéré à <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.shtml>
- NGO CSW New York. (2017). Beijing +20. *NGO CSW NY, section search – Beijing +20*. Repéré à <http://www.ngocsw.org/beijing-20>
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2013). *Coopération pour le développement 2013 : Mettre fin à la pauvreté*. Repéré à <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/4313112e.pdf?expires=1496693246&id=id&accname=guest&checksum=FD74D535568B21035E37DFA1C4B2892B>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2005). *Interactions du genre, de la biodiversité agricole et des savoirs locaux au service de la sécurité alimentaire, manuel de formation*. Repéré à http://www.semencespaysannes.org/bdf/docs/interactions_genre-biodiversiteagricole-savoirs.pdf
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2008). *Projet Dimitra, L'accès des femmes à la terre en Afrique de l'Ouest : problématique et pistes de solutions au Sénégal et au Burkina Faso*. Repéré à <http://www.fao.org/docrep/016/ap532f/ap532f.pdf>

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2013). *La Maroc face aux changements climatiques*. Repéré à http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/FAO-countries/Maroc/docs/changement-climatique-FAO-2016-Web.pdf
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et The CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). (2013). *Training Guide Gender and Climate Change Research in Agriculture and Food Security for Rural Development*. Repéré à <http://www.fao.org/docrep/018/i3385e/i3385e.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2015). Eight countries to sharpen long-term climate change adaptation strategies. *FAO, section Media - New articles*. Repéré à <http://www.fao.org/news/story/en/item/326801/icode/>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2016). *The state of food and agriculture: Climate change, agriculture and food security*. Repéré à <http://www.fao.org/3/a-i6030e.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2017). L'agriculture au féminin. *FAO, section Infographic – Genre*. Repéré à <http://www.fao.org/gender/infographic/fr/>
- Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). (2015). *Examen et évaluation des vingt années de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (Beijing+20) Déclaration francophone sur l'autonomisation économique des femmes*. Repéré à https://www.francophonie.org/IMG/pdf/declaration_beijing_20.pdf
- Organisation internationale du travail. (1989). *Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux*. Repéré à http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C169
- Oxfam. (2017). Nepal. *Oxfam, section Countries – Nepal*. Repéré à <https://www.oxfam.org/en/countries/nepal>
- Pasquini, E. L. (2017, 24 mai). Community Seed Banks: Securing Diversity for Climate Change Adaptation. *The Wire*. Repéré à <https://thewire.in/139564/community-seed-banks/>
- Perspectives mondiales sur la biodiversité*. (2014). Tableau des objectifs – Résumé des progrès dans la réalisation des objectifs d'Aichi pour la biodiversité décomposée en leurs éléments. *Actu-Environnement, section Recherches- Objectifs d'Aichi*. Repéré à <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-22873-extrait-gbo4-objectifs-aichi.pdf>
- Pinks, A. (2016). Food Is a Feminist Issue: Women Reclaiming Autonomy & Protecting the Planet. *Feminist Collections*, 37(1-2), 11-14. Repéré à <https://minds.wisconsin.edu/bitstream/handle/1793/75554/FemColl>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2009). *Guide de ressources sur l'égalité entre les genres et le changement climatique*. Repéré à http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/womens-empowerment/Guide_de_ressources_sur_egalite_entre_les_genres.html
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2016). *Human Development Report 2016, Human Development for Everyone*. Repéré à http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (s.d.). Indice de développement humain (IDH). *United Nations Development Programme, section Données – Indice de développement humain (IDH)*. Repéré à <http://hdr.undp.org/fr/content/indice-de-d%C3%A9veloppement-humain-idh>
- Puri, L. (2012). Les perspectives de genre sur l'eau et la sécurité alimentaire. *ONU Femmes, section Nouvelles*. Repéré à <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2012/8/gender-perspectives-on-water-and-food-security>

- Quisumbing, A. (2013, 5 septembre). Why we should care about women's right to land. *Devex*. Repéré à <https://www.devex.com/news/why-we-should-care-about-women-s-right-to-land-81749>
- Radcliffe, S. A. (2014). Genre, race et appartenance ethnique comme freins au développement. Dans H. Guétat-Bernard et M. Saussey (dir.), *Genre et savoirs : Pratiques et innovations rurales au Sud* (p. 61-84). Marseille : Institut de Recherche pour le Développement (IRD).
- Radio-Canada*. (2017, 7 juin). « La peur devrait être remplacée par l'espoir » - Obama. *Radio-Canada*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1038220/la-peur-devrait-etre-remplacee-par-lespoir-obama?isAutoPlay=1>
- Reysoo, F. (2015). Rencontre de l'anthropologie féministe et du développement. Dans Guérin, Guétat-Bernard et Verschuur (dir.), *Sous le développement, le genre* (p. 73-99). Marseille, France : Institut de Recherche pour le développement.
- RFI. (2015, 5 juin). La BAD crée un indice de l'égalité du genre en Afrique. *RFI Afrique*. Repéré à : <http://www.rfi.fr/afrique/20150530-bad-cree-indice-egalite-genre-hommes-femmes-afrique>
- Ricard Lanata, X. (2013). L'agroécologie : noyau dur d'une alternative au capitalisme. *Revue Projet*, 1(332), 63-70. Repéré à : <http://www.revue-projet.com/articles/l-agroecologie-noyau-dur-d-une-alternative-au-capitalisme/>
- Ried, H. (2014, Juin). Ecosystem- and community based adaptation: learning from natural resource management. *The International Institute for Environment and Development, Briefing*. Repéré à <http://pubs.iied.org/17243IIED>
- Rigot, V. (2016). Agenda 2030 : Premier bilan de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. *Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11), section Actualités-Le fil de l'actualité*. Repéré à <http://www.cncd.be/Agenda-2030-premier-bilan-de-la>
- Rivera Maldonado, A. (2014) À l'intersection des discriminations structurelles : La Convention et la protection des groupes vulnérables. Dans D. Roman (dir.), *La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (p. 1-24). Paris : Pédone.
- Rochette, A., Le Réseau des femmes en environnement (RFE), le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et Relais-femmes. (2014a). Analyses écoféministes des changements climatiques. *Réseau des femmes en environnement, section Son expertise-Écoéquité*. Repéré à <http://www.rqfe.org/sites/default/files/u1000/fiche6.pdf>
- Rochette, A., Le Réseau des femmes en environnement (RFE), le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et Relais-femmes. (2014b). Genre et changements climatiques : introduction. *Réseau des femmes en environnement, section Son expertise-Écoéquité*. Repéré à <http://www.rqfe.org/sites/default/files/u1000/fiche1.pdf>
- Rochette, A., Gramme, S., et Lavigue Le Buis, F. (2014) L'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec. *Réseau des femmes en environnement, section Son expertise-Écoéquité*. Repéré à http://www.rqfe.org/sites/default/files/u1260/Rapport%20final.Genre-ch.clim_.pdf
- Rodenberg, B. (2009). Climate Change adaptation from a gender perspective, A cross-cutting analysis of development-policy instrument. *German Development Institute*. Repéré à http://www.die-gdi.de/uploads/media/DP_24.2009.pdf
- Romero Gonzalez, A., Belemvire, A. et Saulière, S. (2011). climate change and women farmers in Burkina Faso, impact and adaptation policies and practices. *Oxfam, section Policy & Research-search-Burkina Faso*. Repéré à https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/rr-climate-change-women-farmers-burkina-130711-en_4.pdf
- Roux, J. (2015). L'égalité entre (toutes) les femmes et les hommes, Les mutations du droit vers la protection contre les discriminations multiples et intersectionnelles. *La Revue des droits de l'homme, Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, 7, 1-25. Repéré à <https://revdh.revues.org/1116>

- Ruest-Paquette, A.-S. (2015). Genre et sexualité : Quelques enjeux contemporains. *Aspects sociologiques*, 22(1), 1-182. <http://www.aspects-sociologiques.soc.ulaval.ca/sites/aspects-sociologiques.soc.ulaval.ca/files/vol22no1.pdf>
- Safran Foer, J. (2009). *Eating Animals*. Londres, Royaume-Uni : Penguin Books.
- Santos Pereira, A. et Lèbre La Rovere, E. (s.d.) Paradoxes du Brésil face aux changements climatiques. *Centre Tricontinental (CETRI), section Publications- Alternatives Sud*. Repéré à <http://www.cetri.be/Paradoxes-du-Bresil-face-aux>
- Santacristina, L. et Lamban, M. (2016). *La mujer, guardiana de la biodiversidad en América Latina* [vidéo documentaire]. Antigua, Guatemala : Centro de Formación de la Cooperación Española.
- Sawadogo, T.C. (2015, 14 août). Adaptation aux changements climatiques : Projet FEM/EBA pour la résilience dans les zones de Oursi et la Boucle du Mouhoun. *Le Faso.net*. Repéré à <http://lefaso.net/spip.php?article66386>
- Schmonskey, J. (2015). The Growing Importance of Ecofeminism. *The Human Prospect*, 4(3) 10-22. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search-ebscohost-com.ezproxy.usherbrooke.ca/login.aspx?direct=true&db=a9h&AN=108558551&lang=fr&site=eds-live>
- Scott, J. (2000). Genre. Une catégorie utile d'analyse historique. Dans J., Bisilliat et C., Verschuur (dir.), *Le Genre, un outil nécessaire* (p. 41-69). Paris, France : L'Harmattan.
- Scott, S. (2014). L'aide et l'agenda du développement post-2015. *Techniques Financières et Développement*, 4(117), 41-48. Repéré à <http://www.cairn.info.ezproxy.usherbrooke.ca/revue-techniques-financieres-et-developpement-2014-4-page-41.htm>
- Secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). (2014). *Adapting to a changing climate* [vidéo documentaire]. Comité pour l'adaptation de la CCNUCC.
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (2011). Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi. *Convention sur la diversité biologique, section Programmes-Aichi Biodiversity Targets- Aichi Biodiversity Targets - Fliers*. Repéré à : <https://www.cbd.int/doc/strategic-plan/2011-2020/Aichi-Targets-FR.pdf>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (2017). The Cartagena Protocol on Biosafety. Convention sur la diversité biologique, section Protocole de Cartagena. Repéré à <http://bch.cbd.int/protocol>
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (s.d.). Le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages. Convention sur la diversité biologique, section Protocole de Nagoya. Repéré à <https://www.cbd.int/abs/>
- Shameem, N. (2015). CSW 59- Beijing Betrayed. *Awid, women's rights, section Stay Informed- Analysis*. Repéré à <https://www.awid.org/news-and-analysis/csw-59-beijing-betrayed>
- Shiva, V. et Mies, M. (1993). *Ecofeminism*. Halifax, Canada: Fernwood Publications.
- Skinner, E. et Brody, A. (2011, novembre). Genre et changements climatiques : panorama. Genre et développement, En Bref. *Le Bulletin de BRIDGE*. Repéré à <http://docs.bridge.ids.ac.uk/vfile/upload/4/document/1112/EnBref22-ChangementClimat-Web.pdf>
- Speigel, M. (1996). *The Dreaded Comparison: Human and Animal Slavery*. London, Canada : Mirror Books.
- Sthapit, B.R., Shrestha, P. et Upadhyay, M.P. (2012). On-farm management of agricultural biodiversity in Nepal Good Practices. *Biodiversity International: research for development in agricultural and tree biodiversity, section Search – Nepal*. Repéré à http://www.biodiversityinternational.org/fileadmin/user_upload/online_library/publications/pdfs/On-farm_management_of_agricultural_biodiversity_in_Nepal_Good_Practices_revised_edition_2012_1222_.pdf

- Subsidiary Body on Implementation (SBI). (2016a). *Progress report on implementation of the 2015-2020 gender plan of action, Note by the Executive Secretary*. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/meetings/sbi/sbi-01/information/sbi-01-inf-14-en.pdf>
- Subsidiary Body on Implementation (SBI). (2016b). *National adaptation plans, Draft conclusions proposed by the Chair*. Repéré à <http://unfccc.int/resource/docs/2016/sbi/eng/l32a01.pdf>
- Sydee, J. et Beder, S. (2001). Ecofeminism and Globalisation: A Critical Appraisal. *Democracy & Nature: The International Journal of Inclusive Democracy*, 7(2), 281-302. Repéré à <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=a9h&AN=4781062&lang=fr&site=eds-live>
- Système d'information sur la biodiversité en Suisse (SIB). (2015). Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, incluant les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. *Confédération Suisse, section Convention sur la biodiversité – Plan stratégique 2011-2020*. Repéré à <http://www.sib.admin.ch/fr/convention-sur-la-biodiversite/la-convention/plan-strategique-2011-2020/index.html>
- The Boticário Group Foundation for Nature Protection et Local Governments for Sustainability. (2015). *Ecosystem-based adaptation: opportunities for public policies in climate change*. Repéré à http://www.iee.usp.br/sites/default/files/Ecosystem_based_Adaptation_2015.pdf
- TNS & Social. (2013). Les femmes dans les pays en développement. Repéré à http://observgo.quebec.ca/observgo/fichiers/16389_B.pdf
- Treyer, S. et Aubertin, C. (2016) Les Conventions climat et biodiversité : une nouvelle géopolitique des rapports de force. *Natures, Sciences, Sociétés*, 24 (317-318). Repéré à <http://www.iddri.org/Publications/Les-Conventions-climat-et-biodiversite-une-nouvelle-geopolitique-des-rapports-de-force>
- Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). (2009). *Ecosystem-based Adaptation: A natural response to climate change*. Repéré à https://cmsdata.iucn.org/downloads/iucn_eba_brochure.pdf
- Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2009). *Manuel de formation sur le genre et le changement climatique*. Repéré à https://cmsdata.iucn.org/downloads/fren_manuel.pdf
- United Nations Decade on Biodiversity. (2017). Repéré à <https://www.cbd.int/2011-2020/>
- United Nations Populations Fund (UNFPA) et Women's Environment and Development Organization (WEDO). (2009). Mettre les PANA au service des femmes. *UNFPA, section Publications – Search – 2009*. Repéré à https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/climateconnections_4_napas_fr.pdf
- United Nations Women. (2014). *Beijing Declaration and Platform for Action, Beijing+5 Political Declaration and Outcome*. Repéré à http://beijing20.unwomen.org/~media/headquarters/attachments/sections/csw/pfa_e_final_web.pdf#page=161
- United Nations Women. (2017). The Beijing Platform for Action Turns. UN Women, section Home. Repéré à <http://beijing20.unwomen.org/en/about>
- Vaillé, J. (2016). Les ODD un an après : bilan du Forum politique de haut niveau (FPHN). *Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), section Gouvernance - plus d'articles*. Repéré à <http://blog.iddri.org/fr/2016/08/05/odd-bilan-forum-politique-haut-niveau-fphn/>
- Verband Entwicklungspolitik deutscher Nichtregierungsorganisationen (VENRO) (2009). *Le genre dans la coopération au développement, cadre d'orientation*. Repéré à http://www.venro.org/fileadmin/Publikationen/gender/Gender_F_v03_WEB.pdf

- Verschuur C. (2015). Une histoire du développement au prisme du genre, Perspectives féministes et décoloniales. Dans Verschuur, Guérin et Guétat-Bernard (dir.), *Sous le développement, le genre* (p. 43-73). Marseille, France : Institut de Recherche pour le développement.
- Verschuur C, Guérin I. et Guétat-Bernard H. (2015). Le genre, un outil nécessaire d'analyse pour le changement social. Dans Verschuur, Guérin et Guétat-Bernard (dir.), *Sous le développement, le genre* (p. 25-41). Marseille, France : Institut de Recherche pour le développement.
- Verger, D. (2015). Une année historique pour le développement. ÉTVDES, Revue de culture contemporaine, 12, 19-29. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-etudes-2015-12-page-19.htm>
- Wezel, A., Bellon, S., Doré, T., Francis, C., Vallod, D. et David, C. (2009). Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 29(4), 503-515. Repéré à http://www.ensser.org/fileadmin/files/2009_Wezel-et-al.pdf
- World Bank (WB), Food Agriculture Organisation (FAO) et International Fund for Agricultural Development (IFAD) (2009). *Gender in Agriculture, Source Book*. Repéré à <http://siteresources.worldbank.org/INTGENAGRLIVSOUBOOK/Resources/CompleteBook.pdf>
- World Resources Institute. (2015). *Building climate equity, Creating a New Approach from the Ground Up*. Repéré à <http://www.wri.org/sites/default/files/building-climate-equity-072014.pdf>
- Yoda, F.B. (2009). La sécurisation foncière en milieu rural au Burkina Faso. *Hal Archives ouvertes, section Recherche- accès à la terre*. Repéré à <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00664870/document>

ANNEXE 1 – RÉSUMÉ DES ÉTUDES DE CAS À SÉLECTIONNER (compilation d'après : Cohen et al., 2016, Droy et al., 2014, GEF, 2009, GEF, 2012, GEF, s.d., GTZ, 2000, Lopes et Jomalinis, 2011, Maiga, 2014, Sthapit et al., 2012 et Radcliffe, 2014)

Région	Résumé	Source
Équateur	Afin de s'opposer au développement mis en œuvre selon une vision occidentale qui exacerbe les inégalités, les femmes indigènes de l'Équateur se sont réunies pour dénoncer les injustices qu'elles vivent et pour mettre en place un développement à leur image. Elles ont entre autres, procédé à la consultation de peuples indigènes partout en Équateur, mis en place un Programme de souveraineté alimentaire et programme de développement axé sur le droit à la terre, à l'éducation, la reconnaissance des savoirs traditionnels et le droit à une vie sans violence.	Radcliffe, S. A. (2014). Genre, race et appartenance ethnique comme freins au développement. Dans H. Guétat-Bernard et M. Saussey (dir.), <i>Genre et savoirs : Pratiques et innovations rurales au Sud</i> (61-84). Marseille : Institut de Recherche pour le Développement (IRD).
Amérique latine	Élaboration de programmes d'agrobiodiversité qui visent à favoriser la sécurité alimentaire des peuples d'Amérique latine, entre autres, par la mise en place de jardins ruraux ou urbains pour la conservation in situ des ressources génétique et la création d'un réseau phytogénétique en Amérique centrale.	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ). (2000). <i>Gestion de l'agrobiodiversité dans les zones rurales</i> . Repéré à : http://www.hubrural.org/IMG/pdf/gtz_brochure_fr.pdf
Brésil	Ce projet qui a débuté en 2007, se nomme <i>Women and Agroecology</i> , mis en œuvre par l'organisme <i>ActionAid Brazil</i> en partenariat avec le <i>National Network or Agroecology</i> et supporté par <i>The Association for Women's Rights in Development (AWID)</i> . Le projet s'adresse aux femmes qui ont déjà un accès à la terre et vise à offrir un espace politique local. Le projet <i>Women and Agroecology</i> tente de faire reconnaître le travail de ces femmes, leurs compétences, et de favoriser leur autonomisation par l'organisation en communauté.	Lopes, A.P et Jomalinis, E. (2011). Feminist perspectives towards transforming economic power : Agroecology: Exploring opportunities for women's empowerment based on experiences from Brazil. <i>The Association for Women's Rights in Development (AWID)</i> , section Publications. Repéré à : https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/feminist_perspectives_agroecology.pdf
Îles Salomon	Cette étude cible trois communautés des îles Salomon. L'étude fait état de la capacité d'adaptation et des éléments qui influencent l'adaptation de ces communautés avec une approche de genre. La capacité d'adaptation des communautés est déterminée par les barrières sociales et les divisions de genre. Des initiatives qui permettent d'inclure les femmes dans la prise de décision et augmentent leur autonomie, tel que le Women's saving Club permet aux femmes d'innover notamment en matière d'agriculture et de mieux s'adapter aux changements climatiques.	Cohen, P.J., Lawless, S., Dyer, M., Morgan, M., Saeni, E., Teioli, H. et Kantor, P. (2016). Understanding adaptive capacity and capacity to innovate in social-ecological systems: Applying a gender lens. <i>Ambio</i> , 45(9), 309-321. Repéré à : https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5120023/

ANNEXE 1 – RÉSUMÉ DES ÉTUDES DE CAS À SÉLECTIONNER (compilation d'après: Cohen et al., 2016, Droy et al., 2014, GEF, 2009, GEF, 2012, GEF, s.d., GTZ, 2000, Lopes et Jomalinis, 2011, Maiga, 2014, Sthapit et al., 2012 et Radcliffe, 2014)

Région	Résumé	Source
Maroc	La prochaine étude de cas porte sur un projet développé au Maroc dans la région de Souss Massa Drâa (SMD). Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural, des Eaux et des Forêts du Maroc veut développer une approche économique circulaire pour la conservation de l'agrobiodiversité et la mise en valeur des produits du terroir comme l'argan. Le projet propose une vision durable de la production des produits du terroir, l'intégration transversale de la gestion de la biodiversité dans la production, un renforcement des capacités en vue de conserver les services écosystémiques de l'agrobiodiversité, l'obtention d'une certification biologique pour les produits issus de l'écosystème de l'arganier, et ce, entre autres, par le support aux coopératives de femmes déjà en place.	Global Environmental Facility (GEF). (2009) Project Identification Form (PIF). <i>GEF, section Projects -Projects Database – Morocco</i> . Repéré à https://www.thegef.org/sites/default/files/project_documents/05-1-12%2520PIF%2520request%2520document%2520final_0.pdf Global Environmental Facility (GEF). (2014). GEF Secretariat Review for Full/Medium-Sized Projects. <i>GEF, section Projects -Projects Database – Morocco</i> . Repéré à https://www.thegef.org/sites/default/files/project_documents/3989-2014-02-05-103550-ReviewSheetforGEFProject_0.pdf Global Environmental Facility (GEF). (s.d.). Request for CEO Endorsement, Part 1. <i>GEF, section Projects -Projects Database – Morocco</i> . Repéré à https://www.thegef.org/sites/default/files/project_documents/01-17_14_CEO_Endorsement_Request_0.pdf
Burkina Faso	Cette étude de cas porte sur l'acquisition de droits fonciers pour des femmes de la région de Cassou au Burkina Faso. Il s'agit d'un projet organisé par le Groupe de recherche et d'action sur le foncier. Ce projet a pour but d'encourager les hommes à léguer une portion de terre à leur femme en vue d'une sécurisation des droits fonciers en faveur de celles-ci. Grâce à cette initiative, 105 femmes ont pu acquérir des droits de propriété légaux, soit 58 femmes à Niessan et 47 à Panassin.	Maiga, I. (2014). Femmes et foncier rural : une révolution en marche au Burkina Faso. <i>Googol Farmer, section Agriculture</i> . Repéré à : http://googolfarmer.info/2014/05/16/femmes-et-foncier-rural-une-revolution-en-marche-au-burkina-faso/
Bénin	Cette étude démontre les liens entre les inégalités de genre, la pauvreté et la santé, particulièrement la malnutrition infantile chronique. Elle aborde en parallèle l'accès et les droits à la terre, droit à une eau de qualité, droit au revenu, droit de se nourrir et droit aux soins de santé ainsi que les dynamiques sociales qui y sont associées.	Droy, I., Pascual, C. et Bidou, J-E. (2014). Inégalités de genre et vulnérabilité alimentaire au Bénin. Dans H. Guétat-Bernard et M. Saussey (dir.), <i>Genre et savoirs : Pratiques et innovations rurales au Sud</i> (61-84). Marseille : Institut de Recherche pour le Développement (IRD).
Népal	Ce projet porte sur une approche de gestion de l'agrobiodiversité implantée au Népal, appelée <i>Community-based Biodiversity Management</i> (CBM). L'approche consiste à repositionner la communauté au centre de l'agrobiodiversité afin que celle-ci puisse en faire la gestion durablement et indirectement, s'adapter aux changements climatiques. La CBM vise l'autonomisation des communautés et le renforcement de leurs capacités afin de conserver les ressources génétiques issues de l'agrobiodiversité.	Sthapit, B.R., Shrestha, P. et Upadhyay, M.P. (2012). <i>On-farm management of agricultural biodiversity in Nepal Good Practices. Bioversity International : research for development in agricultural and tree biodiversity, section Search – Nepal</i> . Repéré à : http://www.bioversityinternational.org/fileadmin/user_upload/online_library/publications/pdfs/On-farm_management_of_agricultural_biodiversity_in_Nepal_Good_Practices_revised_edition_2012_1222_.pdf

ANNEXE 2 - GRILLE DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS FINALES (compilation d'après : Cohen et al., 2016, Droy et al., 2014, GEF, 2009, GEF, 2012, GEF, s.d., GTZ, 2000, Lopes et Jomalinis, 2011, Maiga, 2014, Sthapit et al., 2012 et Radcliffe, 2014)

	Qualité et quantité de l'information recueillie	Durabilité du projet	Portée et ampleur des résultats obtenus	Innovations	Impacts sur l'ODD 1 Pauvreté	Impacts sur l'ODD 2 Faim	Impacts sur l'ODD 5 Sexes	Impacts sur l'ODD 10 Inégalité	Impacts sur l'ODD 13 CC	Impacts sur l'ODD 15 Agrobio diversité	Totaux
Pondération	3	2	3	2	2	3	3	2	3	3	
Équateur	1	1	2	1	3	2	3	3	2	2	52
Maroc	2	2	2	2	2	2	1	2	2	3	52
Amérique centrale	0	2	1	2	2	3	1	1	3	3	47
Brésil	3	2	2	2	3	3	3	3	2	2	65
Salomon	3	2	2	0	2	2	2	3	3	0	50
Bénin	3	0	2	0	3	3	3	3	1	1	51
Népal	3	3	2	3	3	2	1	1	3	3	62
Burkina Faso	2	3	3	1	3	3	3	3	2	1	62

Pondération	Valeur
0	Le projet ne répond pas au critère.
1	Le projet répond peu ou au critère.
2	Le projet répond moyennement au critère.
3	Le projet répond presque qu'entièrement ou entièrement au critère.

ANNEXE 3 - DÉFINITION DES CRITÈRES DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS

Qualité et la quantité de l'information recueillie

Pour être sélectionnée, une étude de cas doit fournir une quantité suffisante d'informations dans tous les domaines d'analyse, soit les sphères environnementale, sociale, économique et de gouvernance. La qualité de l'information recueillie se définit par une bonne réputation de l'auteur et de l'organisation qui l'instaure, des données quantitatives et qualitatives, un contexte détaillé et des informations sur la mise en œuvre. Un projet qui expose ce type d'information en quantité suffisante obtiendra 3. Plus la quantité et la qualité de l'information diminuent, plus la pondération diminue.

Durabilité du projet

Un projet durable est accompagné d'une vision d'avenir, d'un plan d'action, d'objectifs et d'un financement spécifique pour le mener à terme. Un projet durable inclut également les parties prenantes et couvre les composantes sociales, économiques, environnementales et de gouvernance. Un projet adoptant tous ces critères obtiendra une pondération de 3, les trois quarts de ces critères, une pondération de 2, et la moitié et moins de ces critères, une pondération de 1.

Portée et ampleur des résultats obtenus

D'emblée, il est nécessaire que le projet ait obtenu des résultats positifs pour être sélectionné. De plus, ceux-ci doivent atteindre une communauté de manière significative. Plus les résultats sont positifs et plus ils sont de grande ampleur, plus la pondération sera élevée.

Innovations

Une innovation réfère à une pratique qui se distingue de la norme et des pratiques usuelles. Une pratique innovante peut également référer à un mode de pensée qui induit une action qui sort de l'ordinaire. Ainsi, une innovation encore jamais vue au cours des recherches obtiendra une note de 3. Une note de 2 sera octroyée à un projet innovant, mais qui a déjà été réalisé. La note de 1 réfère à un projet déjà vu et réalisé.

Impacts sur l'ODD 1 : Éradication de la pauvreté

Impacts sur l'ODD 2 : Lutte contre la faim

Impacts sur l'ODD 5 : Égalité entre les sexes

Impacts sur l'ODD 10 : Réduction des inégalités

Impacts sur l'ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques

Impacts sur l'ODD 15 : Protection de la faune et de la flore terrestres

Les Objectifs du développement durable 2015-2030 sont utilisés comme un cadre de référence en raison de leur importance pour le développement (voir chapitre 3). Les Objectifs sélectionnés sont en lien avec la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, la réduction des inégalités, la lutte aux changements

climatiques et la protection de la faune et de la flore terrestres qu'il est possible d'interpréter comme l'agrobiodiversité dans le cadre de cet essai. Ainsi, chacun des Objectifs choisis est étroitement lié aux concepts et thématiques abordés dans cet essai. Si un projet contribue fortement à accomplir l'ODD, il reçoit la pondération de 3. Un projet qui contribue moyennement à l'atteinte de l'ODD obtient la note de 2. Un projet qui contribue faiblement à l'atteinte de l'ODD obtient 1 et si celui-ci n'y contribue aucunement, il décroche 0.

ANNEXE 4 – JUSTIFICATION DES CRITÈRES ET DE LEUR PONDÉRATION DANS LA GRILLE D'ANALYSE MULTICRITÈRE (compilation

d'après : Duncan, 2008, FAO, 2005, FAO et CCAFS, 2013, Gaard, 2015, Larrère, 2012, Romero Gonzalez et al., 2011)

SPHÈRE	CRITÈRE	PONDÉRATION	JUSTIFICATION
Environnement	Agrobiodiversité et approche écosystémique	3	La conservation de l'agrobiodiversité permet d'augmenter la productivité des terres, de lutter contre les maladies des ravageurs, d'améliorer la fertilité des sols, etc. Ainsi, il en résulte des systèmes agricoles plus stables et durables qui contribuent à la sécurité alimentaire des populations vulnérables (FAO, 2005).
	Adaptation aux changements climatiques	3	Les changements climatiques ont des conséquences graves telles que la réduction des rendements agricoles, les pressions sur les ressources en eau et la hausse du prix des produits agricoles. Ces phénomènes affectent particulièrement les pays en développement, puisqu'ils dépendent généralement d'une agriculture de subsistance (FAO et CCAFS, 2013). Les femmes, étant responsables de la culture des semences et de l'approvisionnement de la nourriture pour la famille, vivent un stress supérieur face à ces pressions environnementales, d'où la nécessité de s'adapter aux changements climatiques (Duncan, 2008).
	Valorisation des connaissances traditionnelles	3	Par leur rôle naturel de gestionnaires des ressources naturelles et d'agricultrices, les femmes disposent d'un savoir-faire qui leur permet de prendre part aux prises de décisions et de conserver l'agrobiodiversité (FAO, 2005).
Sociale	Baisse des inégalités de genre	3	La baisse des inégalités entre les sexes est essentielle pour lutter contre les changements climatiques, puisque le statut socioéconomique associé au genre renforce la vulnérabilité des femmes et définit leur capacité d'adaptation.
	Autonomisation de la femme	3	L'acquisition de plus d'autonomie financière, politique, familiale, etc. permet à la femme de mieux s'adapter aux changements climatiques, puisqu'elle détient le pouvoir d'innover et de mettre en place des mesures pour le bien-être de sa communauté.

ANNEXE 4 – JUSTIFICATION DES CRITÈRES ET DE LEUR PONDÉRATION DANS LA GRILLE D'ANALYSE MULTICRITÈRE (suite)

(compilation d'après : Duncan, 2008, FAO, 2005, FAO et CCAFS, 2013, Gaard, 2015, Larrère, 2012, Romero Gonzalez et al., 2011)

SPHÈRE	CRITÈRE	PONDÉRATION	JUSTIFICATION
Sociale	Changement de paradigmes sociaux	2	Selon les théories écoféministes, le capitalisme et l'industrialisation de l'agriculture qui en a résulté sont une forme d'oppression pour les femmes qui ont toujours eu le rôle de l'approvisionnement en nourriture et en ressources naturelles pour la famille (Larrère, 2012). La libéralisation économique limite l'accès à la terre pour ces femmes en raison de la privatisation et rend leur travail maternel invisible et non rémunéré. Ainsi, c'est un changement de paradigmes qui pourra mener à l'égalité des sexes et à la préservation de l'environnement, puisque la logique patriarcale actuelle renforce les inégalités existantes et exacerbe la destruction de l'environnement (Gaard, 2015). Ce critère reçoit une pondération de 2, puisqu'il est plus abstrait et moins concret.
Économique	Accès aux revenus	3	L'accès aux revenus constitue la base d'un projet d'autonomisation des femmes. Cet accès permet de faire des investissements, de développer l'entrepreneuriat féminin, d'assurer une sécurité financière et alimentaire, d'envoyer les enfants à l'école, etc. De plus, l'accès aux revenus permet aux femmes de développer des techniques agricoles durables et de s'adapter aux changements climatiques.
	Accès et contrôle par les femmes aux ressources techniques et financières	3	Au-delà de l'accès simple aux liquidités, l'accès aux ressources techniques et financières, par exemple, dans le cadre d'un projet financé par une agence de développement internationale, permet également d'offrir les outils aux femmes en vue de maximiser leurs activités productives agricoles et ménagères et, par le fait même, de s'adapter aux changements climatiques.

ANNEXE 4 – JUSTIFICATION DES CRITÈRES ET DE LEUR PONDÉRATION DANS LA GRILLE D'ANALYSE MULTICRITÈRE (suite)

(compilation d'après : Duncan, 2008, FAO, 2005, FAO et CCAFS, 2013, Gaard, 2015, Larrère, 2012, Romero Gonzalez et al., 2011)

SPHÈRE	CRITÈRE	PONDÉRATION	JUSTIFICATION
Économique	Formation professionnelle et éducation	2	Les femmes du milieu rural constituent la majorité des pauvres de la planète, puisqu'elles possèdent un très faible niveau de scolarisation et le taux d'analphabétisme le plus élevé au monde (FAO et CCAFS, 2013). La formation professionnelle et l'éducation apparaissent comme essentielles au renforcement de l'agrobiodiversité, si ce n'est que pour accompagner dans la gestion des revenus, la gestion des semences, la productivité agricole, etc. Ce critère reçoit une pondération inférieure, soit de 2, puisque l'accent de cet essai n'est pas porté sur l'éducation et qu'une femme peut assurer une bonne gestion de l'agrobiodiversité sans nécessairement avoir accès à une formation professionnelle.
Gouvernance	Reconnaissance de droits de propriété de femmes et droits fonciers	3	L'accès à la terre est primordial pour assurer la gestion de l'agrobiodiversité. Au-delà du simple accès, il est prouvé que les femmes n'ont pas tendance à investir sur une terre qui ne leur appartient pas (Romero Gonzalez et al., 2011). De plus, le droit foncier légal pour la femme a de nombreux bénéfices pour son autonomisation, comme la sécurité alimentaire de la communauté.
	Prise de décisions sur le plan local	3	La représentation politique des femmes est très faible en général. Pour combattre les inégalités, il est nécessaire d'accorder une voix autant aux femmes qu'aux hommes. Par la capacité de prendre des décisions et d'influencer les décisions sur le plan local, les femmes obtiennent plus d'emprise sur leur avenir et celle de leur famille face aux problématiques de développement humain et de changements climatiques.

ANNEXE 4 – JUSTIFICATION DES CRITÈRES ET DE LEUR PONDÉRATION DANS LA GRILLE D'ANALYSE MULTICRITÈRE (suite)

(compilation d'après : Duncan, 2008, FAO, 2005, FAO et CCAFS, 2013, Gaard, 2015, Larrère, 2012, Romero Gonzalez et al., 2011)

SPHÈRE	CRITÈRE	PONDÉRATION	JUSTIFICATION
Gouvernance	Capacité et opportunité d'innovation	2	Lorsqu'une femme détient la capacité et l'opportunité d'innover, c'est qu'elle a accès aux ressources nécessaires pour le faire. Il a été démontré dans cet essai que les femmes rurales sont plus capables de grandes choses lorsqu'elles en ont les moyens. Elles sont littéralement des agentes de changements. Étant elles-mêmes les plus touchées par les changements climatiques, ce sont les plus enclines à pouvoir s'y adapter. Ce critère obtient une pondération de 2 puisque l'accès aux revenus et l'accès aux ressources techniques contribuent déjà à renforcer la capacité d'innovation.

ANNEXE 5 – LOCALISATION DES ÉTUDES DE CAS (compilation d'après : Cyberterre et Hachette Tourisme, 2017 et Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA) , s.d.)

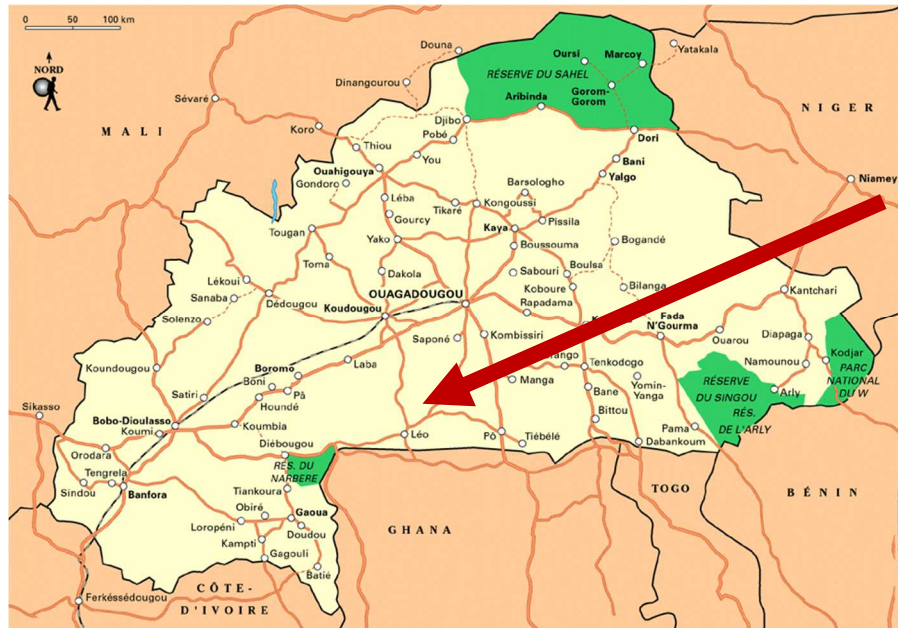


Figure A. Région de Cassou au Burkina Faso (inspiré de Cyberterre et Hachette Tourisme, 2017a)



Figure B. Région de Bahia au Brésil (inspiré de Cyberterre et Hachette Tourisme, 2017a)

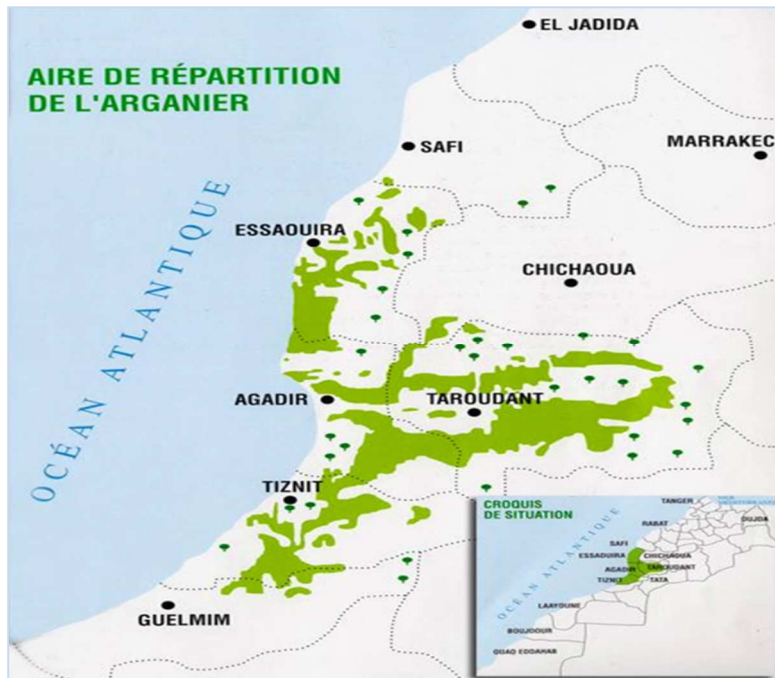


Figure C. Carte du Maroc et de l'aire de répartition de l'arganier (tiré de ANDZOA, s.d.)



Figure D. Carte du Népal (inspiré de Cyberterre et Hachette Tourisme, 2017)